
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1910.

Projet de loi complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837
sur les mines, minières et carrières (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Dans la séance du 7 mai 1907, le Ministre de l'Industrie et du Travail a saisi le Sénat du projet qui, après avoir été discuté à la Chambre, venait d'être retiré par un arrêté royal du 11 avril 1907.

Le projet présenté au Sénat (n° 41, 1906-1907), sous réserve du droit d'amendement, reprenait, sans le modifier, le texte voté par la Chambre des Représentants. Dans le but de simplifier la discussion, les commissions réunies du Sénat adoptèrent une nouvelle répartition du projet en titres et sections et modifièrent ainsi l'ordre et le numérotage des articles :

« Elles ont pensé que le numérotage des articles du chapitre I^{er} était trop compliqué. (Rapport des commissions réunies, p. 22.) Pourquoi s'écarter du mode adopté pour les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837? Pourquoi ne pas suivre leur numérotage simple et uniforme? Est-il bien pratique de créer dans une loi des articles 1^{er} n° II, 28bis ou ter? »

La loi du 21 avril 1810 comprend dix titres et une série d'articles numérotés de 1 à 96. Quelques-uns de ces titres comportent plusieurs sections.

Conformément à ce précédent, la loi du 2 mai 1837 se divise aussi en quatre titres et en dix-neuf articles numérotés comme ils le sont dans la loi de 1810 et dans la généralité de nos lois.

La répartition par titres et par sections, adoptée par les deux lois à reviser, paraît s'imposer également aujourd'hui.

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 115 (session de 1907-1908).

(2) La Commission était composée de MM. Cooreman, *président*, Buisset, Cartuyvels, Dallemagne, Denis, Hubert, Polet, Verhaegen et Versteyleen.

En conséquence, le projet a été divisé en cinq titres, avec subdivision en sections, suivant le mode admis par la loi de 1810.

LOI SUR LES MINES.

Titre I. — Dispositions complémentaires et modificatives des lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

Section 1^{re}. De l'obtention des concessions, art. 1 à 12.

— 2^e. De l'exécution de certains travaux souterrains en dehors des terrains concédés, art. 13.

— 3^e. De l'exercice de la surveillance sur les mines, art. 14.

— 4^e. De la responsabilité des dommages causés par l'exploitation, art. 15 et 16.

— 5^e. De l'abandon et de la transmission des concessions, art. 17 à 25.

— 6^e. De la déchéance, art. 26 à 32.

Titre II. — Des obligations des concessionnaires en ce qui concerne leur personnel ouvrier, art. 33 à 38.

Titre III. — Des pénalités, art. 39 à 42.

Titre IV. — Dispositions transitoires, art. 43-44.

Titre V. — Dispositions additionnelles, art. 45-46.

Le projet fut voté par le Sénat, le 13 février 1908, par

La Chambre décida de renvoyer l'examen du projet à la même Commission, qui avait antérieurement examiné le premier projet, dont la Chambre avait été saisi le 7 février 1903.

Les membres de la Commission, pour faciliter la discussion, décidèrent de s'en tenir à la division admise par le Sénat.

Nous faisons suivre ce rapide exposé du texte du projet tel qu'il a été divisé et subdivisé par le Sénat, avec en regard les modifications adoptées aux divers articles :



LOI SUR LES MINES

TITRE PREMIER.

Dispositions complémentaires et modificatives des lois du 21 avril 1810
et du 2 mai 1837.

(Voir Chap. 1^{er} du Projet du 7 mai 1907 : Modifications aux Lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, p. 2, Doc. du Sénat, n° 41, de 1906-1907).

SECTION I. — De l'obtention des concessions.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

ARTICLE PREMIER.

(Voir art. 1^{er}, II, 22 du Projet du 7 mai 1907, p. 2, Doc. Sénat, n° 41.)

La demande en concession sera faite par voie de simple pétition adressée à la Députation permanente de la province où la mine est située. Si le demandeur est étranger, il sera tenu de faire élection de domicile dans le royaume.

Un plan régulier de la surface, indiquant les limites du périmètre demandé à l'échelle de 1/10000^e, sera annexé à la demande en quadruple expédition.

Ce plan contiendra l'indication des concessions minières voisines.

Au cas où la concession sollicitée s'étendrait sur plusieurs provinces, la demande sera adressée à la Députation permanente de la province dans laquelle la mine aura la plus grande étendue. Une copie de la

ARTICLE PREMIER.

(Comme l'article 1^{er} du projet primitif.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

—
demande et du plan annexé sera déposée au greffe du gouvernement provincial de chacune des autres provinces.

Les plans devront être vérifiés par l'ingénieur des mines, et les Députations permanentes certifieront chacune les expéditions qui leur seront affectées.

ART. 2.

(Voir art. 1^{er}, II, 23 du Projet du 7 mai 1907, p. 3, Doc. n° 41.)

La demande sera transcrite à sa date sur un registre particulier par les soins des greffiers provinciaux, et des extraits certifiés de ces transcriptions seront délivrés aux requérants.

Les registres pourront être consultés par tous ceux qui le demanderont.

ART. 3.

(Voir art. 1^{er}, II, 24 du Projet du 7 mai 1907, p. 3, Doc. n° 41.)

Dans les trente jours de la transcription, la Députation permanente qui aura reçu la demande ordonnera, s'il y a lieu, sur le rapport de l'ingénieur des mines, la publication par voie d'affichage et d'insertion dans les journaux, de la demande en concession. Sa décision sera immédiatement notifiée aux demandeurs.

Un recours contre les décisions de la Députation permanente sera ouvert aux intéressés ainsi qu'au

ART. 2.

(Comme l'article 2 du projet primitif).

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

Gouverneur pendant trente jours à partir de la date de la notification. Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail, qui prendra au préalable l'avis du Conseil des mines.

ART. 4.

(Voir art. 1^{er}, II, 25 du Projet du 7 mai 1907, p. 4, Doc. n° 41.)

L'affichage et l'insertion dans les journaux seront faits par les soins des administrations communales et aux frais des demandeurs. Les affiches seront apposées et maintenues pendant *trente jours* aux chefs-lieux des provinces, à ceux des arrondissements administratifs où la mine est située, au lieu du domicile réel ou élu du demandeur et dans toutes les communes sur le territoire desquelles la concession peut s'étendre.

Elles seront insérées au *Moniteur* et au moins dans un journal, s'il en existe, de chacune des localités désignées ci-dessus, deux fois à quinze jours d'intervalle pendant la durée de l'affichage.

ART. 5.

(Voir art. 1^{er}, II, 26 du Projet du 7 mai 1907, p. 4, Doc. n° 41.)

Les formalités des quatre premiers alinéas de l'article 1^{er} sont prescrites, à peine de nullité de la demande; celles du dernier alinéa de l'ar-

ART. 4 (modifié).

. soixante jours

. trente
jours

ART. 5.

(Comme l'art. 5 du projet primitif.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat

—
ticle 1^{er} et des articles 2, 3 et 4, à peine de nullité de l'instruction.

L'accomplissement des formalités de l'affichage et de l'insertion dans les journaux sera, dans les huit jours, certifié à la Députation permanente par les collèges des bourgmestre et échevins, avec production des journaux, s'il y a lieu.

ART. 6.

(Voir art. 1^{er}, II, 27 du Projet du 7 mai 1907, p. 4, Doc. n° 41.)

Les demandes en concurrence et les oppositions qui y seront formées seront admises devant la Députation permanente sur l'arrêté de laquelle les insertions et affichages auront eu lieu, jusqu'au trentième jour à compter de la date de l'affichage.

Elles seront notifiées par acte extrajudiciaire au Gouverneur de la province, et transcrites par les soins du greffier provincial sur le registre visé à l'article 2.

Elles seront, à la requête de leurs auteurs, notifiées par exploit aux parties intéressées.

Les demandes en concurrence ne devront être insérées dans les journaux, et affichées comme il est dit ci-dessus, que si elles comprennent des terrains situés en dehors du périmètre de la demande primitive, sans toutefois que cette formalité soit un motif pour suspendre l'instruction de cette demande.

ART. 6 (modifié).

.. auront lieu, jusqu'à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de la date de l'affichage.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

ART. 7.

ART. 7 (modifié).

(Voir art. 1^{er}, II, 28 du *Projet* du 7 mai 1907, p. 5, Doc. n° 41.)

A l'expiration du délai de l'affichage *et des insertions*, et sur la preuve de l'accomplissement des formalités portées aux articles précédents, la Députation permanente chargée de l'instruction, sur le rapport de l'ingénieur des mines, et après avoir pris des informations sur les droits et les facultés des demandeurs, donnera son avis dans les soixante jours au plus tard.

suppression des mots « et des insertions ».

La Députation permanente de chacune des autres provinces dans lesquelles la mine s'étend devra, sur le rapport de l'ingénieur, émettre son avis dans le même délai de soixante jours.

Ces avis seront transmis, avec toutes les pièces de l'instruction, au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 8.

ART. 8 (modifié).

(Voir art. 1^{er} II, 28bis du *Projet* du 7 mai 1907, p. 5, Doc. n° 41.)

Il sera définitivement statué sur la demande en concession par un arrêté royal pris conformément à l'article 7 de la loi du 2 mai 1837.

... arrêté royal pris sur avis du Conseil des mines.

Après que la Députation permanente aura donné son avis, et jusqu'à la date de l'arrêté de concession, toute opposition pourra encore être adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail qui en saisira le Conseil des mines; toutefois, si le Conseil a

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

déjà émis son avis, il ne pourra plus être saisi que par arrêté royal.

Dans tous les cas, l'opposition sera notifiée par exploit, à la requête de l'opposant, aux parties intéressées.

Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine, acquise par concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les cours et tribunaux. Ce renvoi sera ordonné par un arrêté royal pris sur l'avis du Conseil des mines.

... Ce renvoi sera ordonné par arrêté royal, le Conseil des mines entendu.

ART. 9 (nouveau).

En cas d'inobservation des prescriptions contenues dans les articles précédents, la nullité de la concession pourra être prononcée par les tribunaux.

L'action en nullité se prescrit par l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la publication au Moniteur de l'acte de concession.

ART. 9.

(Voir art. 1^{er}, II, 28^{ter} du Projet du 7 mai 1907, p. 6, Doc. n° 41.)

Les demandes en concession formées au nom de l'État ne sont pas soumises à l'article 14 de la loi du 21 avril 1810 ni à l'obligation de justifier de l'existence d'un gîte exploitable. Elles seront accueillies de plein droit sans préjudice aux indemnités prévues par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810 et 9 de la loi du 2 mai 1837, et par

ART. 13 (Art. 9 du projet modifié comme suit.)

L'État, demandeur en concession, est dispensé d'établir l'existence d'un gîte exploitable et de prouver qu'il possède les facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux ainsi que les moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui seront imposées par l'acte de concession.

Ses demandes seront accueillies

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

l'article 11, § 4, de la loi du 2 mai 1857.

Le Conseil des mines n'aura à en connaître que pour le contrôle des formalités et pour la détermination des intérêts privés qui seraient à purger par l'acte octroyant la concession à l'État.

ART. 10.

(Voir art. 1^{er}, III, du Projet du 9 mai 1907, p. 6, Doc. n° 41.)

L'étendue de la concession sera déterminée par l'acte de concession. Elle sera limitée par des plans verticaux, passant en des points qui seront déterminés à la surface du sol, suivant un système admis par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Ces plans seront menés de la surface vers intérieur de la terre à une profondeur indéfinie.

Exceptionnellement, lorsque les circonstances l'exigeront, la concession pourra être bornée à des profondeurs déterminées et les limites pourront être formées autrement que par des plans verticaux.

ART. 11.

(Voir art. 31, du Projet du 7 mai 1907, p. 19, Doc. n° 41.)

L'État se réserve les mines situées sous les terrains teints en rose sur la carte annexée à la présente loi,

de plein droit sans préjudice aux indemnités éventuellement dues aux inventeurs et aux propriétaires de la surface.

Le Conseil des mines n'aura à en connaître que pour le contrôle des formalités et pour la détermination des intérêts privés qui seraient à purger par l'acte octroyant la concession à l'État.

L'étendue de la concession sera fixée par l'acte de concession . . .

.

ART. 13 (remplaçant l'article 11 du Projet.)

Les mines gisant sous les terrains teints en rose sur la carte annexée à la présente loi, sont réservées et ne

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

—

sans préjudice aux indemnités prévues par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810 et 9 de la loi du 2 mai 1837 et par l'article 11, § 4, de la loi du 2 mai 1837, lesquelles, le cas échéant, seront fixées par le Conseil des mines. Toutefois, il aura la faculté d'en concéder les parties, qui pour des raisons d'ordre technique, seraient nécessaires à l'exploitation des concessions limitrophes ; il rendra compte aux Chambres de l'usage de cette faculté.

ART. 12.

(Voir art. 32 du Projet du 7 mai 1907, p. 20, Doc. n° 41.)

Indépendamment des prescriptions relatives à l'exécution des lois et règlements sur la police des mines, les cahiers des charges des concessions pourront déterminer les obligations auxquelles les concessionnaires seront astreints, soit pour assurer l'hygiène dans les travaux, soit en vue de leur affiliation à des organismes ayant pour but de créer, d'outiller et d'exploiter dans l'intérêt commun, des ports ou rivages affectés au chargement et au transbordement des produits de la mine.

—

seront concessibles qu'en vertu d'une loi.

ART. 11

(Comme l'art. 12 du projet primitif.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

SECTION II.

DE L'EXÉCUTION DE CERTAINS TRAVAUX
SOUTERRAINS EN DEHORS DES TER-
RAINS CONCÉDÉS.

ART. 13.

(*Art. 2 du Projet du 7 mai 1907,*
p. 8, Doc. n° 41.)

La disposition suivante est ajoutée
à l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 :

« Les travaux souterrains à exé-
cuter, en dehors des terrains con-
cédés, pour la ventilation, l'écoule-
ment des eaux ou le transport des
produits de la mine pourront égale-
ment être déclarés d'utilité publique,
conformément aux dispositions du
présent article. »

SECTION III.

DE L'EXERCICE DE LA SURVEILLANCE
SUR LES MINES.

ART. 14.

(*Art. 1^{er}, VII, du Projet du*
7 mai 1907, p. 7, Doc. n° 41.)

Les arrêtés royaux régleront, en
ce qui concerne la mine et les dépen-
dances superficielles, les dispositions
à prendre soit à titre préventif, soit
en cas de danger imminent, tant pour
la sauvegarde de la sûreté, de la sa-
lubrité et de la commodité publiques
que pour l'intégrité de la mine, la
solidité des travaux, la sécurité et la
santé des ouvriers, ainsi que la con-
servation des propriétés de la sur-
face.

SECTION II.

DE L'EXÉCUTION DE CERTAINS TRAVAUX
SOUTERRAINS EN DEHORS DES TER-
RAINS CONCÉDÉS.

ART. 13.

(Comme à l'article 13 du projet pri-
mitif.)

SECTION III.

DE L'EXERCICE DE LA SURVEILLANCE
SUR LES MINES.

ART. 15.

(Ancien article 14 modifié comme
il suit) :

Des arrêtés royaux régleront, en
ce qui concerne *les mines, les mi-
nières et les carrières souterraines,*
ainsi que leurs dépendances superfi-
cielles, les dispositions à prendre
soit à titre préventif, soit en cas
de danger imminent, tant pour la
sauvegarde de la sûreté, de la salu-
brité et de la commodité publiques
que pour l'intégrité de la mine, la
solidité des travaux, la sécurité et
la santé des ouvriers, ainsi que la

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Ces arrêtés détermineront la compétence des autorités chargées de pourvoir aux mesures d'exécution, et notamment, s'il y a lieu, à la suspension de l'exploitation, à son interdiction provisoire, même pour un temps indéterminé, et à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens puits de mines existant dans le périmètre de la concession, seront à la charge du concessionnaire actuel, même lorsque ces travaux doivent être exécutés d'office en vertu des règlements prévus au présent article.

SECTION IV.

DE LA RESPONSABILITÉ DES DOMMAGES CAUSÉS PAR L'EXPLOITATION.

(Voir chap. II du Projet du 7 mai 1907, p. 8, Doc. n° 41.)

ART. 15.

(Art. 3 du Projet du 7 mai 1907, p. 8, Doc. n° 41.)

Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés par les travaux exécutés dans la mine.

S'il était à craindre que les ressources du concessionnaire ne

Modifications apportées au projet par le Sénat.

conservation des propriétés *et des eaux utiles* de la surface.

Ils détermineront la compétence des autorités chargées de pourvoir aux mesures d'exécution, et notamment, s'il y a lieu, à la suspension de l'exploitation, à son interdiction provisoire, même pour un temps indéterminé, et à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

Ils fixeront les recours et les garanties dont jouiront les intéressés.

Ces arrêtés seront pris après avis du Conseil des mines.

Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens puits de mines existant dans le périmètre de la concession, seront à la charge *de l'exploitant* actuel, même lorsque ces travaux doivent être exécutés d'office en vertu des règlements prévus au présent article.

SECTION IV.

DE LA RESPONSABILITÉ DES DOMMAGES CAUSÉS PAR L'EXPLOITATION.

ART. 16.

(Art. 15 du projet modifié comme suit :)

Le concessionnaire d'une mine est de plein droit tenu de réparer tous les dommages causés par les travaux exécutés dans la mine.

Il pourra être tenu de fournir caution de payer toutes indemnités,

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle; il pourra être tenu de fournir caution de payer toutes indemnités.

Les tribunaux seront juges de la nécessité de cette caution et en fixeront la nature et le montant.

Toutefois, la caution ne sera accordée que pour autant que les travaux souterrains soient de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue les travaux de recherches.

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire.

ART. 16.

(Art. 4 du Projet du 7 mai 1907, p. 9, Doc. n° 41.)

Les actions en réparation des dommages causés, d'une valeur inférieure à 2,500 francs, seront jugées comme en matière sommaire.

si ses travaux souterrains sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé, et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

Les tribunaux seront juges de la nécessité de cette caution et en fixeront la nature et le montant.

Les mêmes règles s'appliquent à toute personne qui effectue des travaux de recherches.

En cas de mutation de propriété, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau propriétaire.

ART. 17.

(Art. 16 du projet modifié comme suit:)

Les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 francs.

Si la demande ne dépasse pas 2,500 francs, les tribunaux civils statueront comme en matière sommaire.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

S'il y a lieu à expertise, le tribunal aura la faculté de désigner un seul expert.

Toute décision ordonnant une expertise détermine le délai dans lequel le rapport devra être déposé.

SECTION V.

DE L'ABANDON ET DE LA TRANSMISSION DES CONCESSIONS.

Voir chap. III du Projet. — De la renonciation, p. 10 du Document n° 41 du Sénat.)

ART. 17.

(Voir art. 3 du Projet du 7 mai 1907, p. 10, Doc. n° 41.)

Tout concessionnaire de mines pourra, moyennant l'autorisation du Roi, renoncer à sa concession, lorsqu'il aura été reconnu qu'il n'existe aucune gîte exploitable de la substance qui a fait l'objet de la concession ou que le gîte concédé a cessé d'être industriellement exploitable.

Dans le premier cas, la renonciation pourra ne porter que sur une partie de la concession.

ART. 18.

(Voir art. 6 du Projet du 7 mai 1907, p. 10, Doc. n° 41.)

La demande en renonciation sera introduite et instruite dans les formes prescrites par les lois pour les demandes en concession.

S'il y a lieu à expertise, le juge pourra ne désigner qu'un seul expert et il déterminera, dans sa décision, le délai dans lequel le rapport doit être déposé.

SECTION V.

DE L'ABANDON ET DE LA TRANSMISSION DES CONCESSIONS.

ART. 18.

(Comme l'art 17 du projet.)

ART. 19.

(Art. 18 du projet modifié.)

La demande en renonciation sera introduite et instruite *suivant les règles* prescrites par la loi pour les demandes en concession.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

ART. 19.

(Voir art. 7 du Projet du 7 mai 1907, p. 10, Doc. n° 41.)

Il sera statué par arrêté royal sur l'admissibilité de toute demande en renonciation.

Aucune renonciation ne sera admise que sur l'avis favorable du Conseil des mines.

L'arrêté royal en déterminera les conditions. Il fixera, le cas échéant, les délais dans lesquels le demandeur devra :

1° Exécuter les travaux de sûreté prescrits, conformément aux lois et règlements en vigueur ;

2° Obtenir la mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine, antérieurement à la transcription de la demande en renonciation dans le registre prévu par l'article 2.

Ces délais pourront, dans des cas exceptionnels, à la demande du concessionnaire, être prorogés par un arrêté royal, le Conseil des mines entendu.

ART. 20.

(Voir art. 8 du Projet du 7 mai 1907, p. 11, Doc. n° 41.)

A l'expiration des délais prévus

ART. 20.

(Art. 19 du projet modifié.)

Il sera statué par arrêté royal sur toute demande en renonciation.

Aucune renonciation ne sera admise que sur l'avis favorable du Conseil des mines.

L'arrêté royal en déterminera les conditions. Il fixera, le cas échéant, les délais dans lesquels le demandeur devra :

1° Exécuter les travaux de sûreté prescrits conformément aux lois et règlements en vigueur ;

2° Obtenir la mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine.

Ces délais pourront, dans des cas exceptionnels, à la demande du concessionnaire, être prorogés par un arrêté royal, le Conseil des mines entendu.

ART. 21.

(Art. 20 du projet.)

A l'expiration des délais prévus

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

par l'article précédent, le demandeur adressera à la Députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription, et informera ce collège de l'exécution des travaux prescrits.

La Députation permanente, après avoir pris l'avis de l'ingénieur des mines, constatera, dans les soixante jours de la réception du certificat prévu à l'article précédent, l'accomplissement des conditions imposées au demandeur.

L'arrêté de la Députation sera, par les soins du Gouverneur, notifié au demandeur et au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 21.

(Voir art. 9 du Projet du 7 mai 1907, p. 11, Doc. n^o 41.)

Un recours est ouvert aux intéressés ainsi qu'au Gouverneur contre les arrêtés des Députations permanentes pris en vertu de l'article précédent.

Ce recours doit être déposé au greffe du gouvernement provincial

par l'article précédent, le demandeur adressera à la Députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques, constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription, et informera ce collège de l'exécution des travaux prescrits.

La Députation permanente, après avoir pris l'avis de l'ingénieur des mines, *se prononcera*, dans les soixante jours de la réception du certificat prévu *ci-dessus*, sur l'accomplissement des conditions imposées au demandeur.

L'arrêté de la Députation sera, par les soins du Gouverneur, notifié au demandeur, *aux tiers opposants* et au Ministre de l'Industrie et du Travail *par lettre recommandée*.

Les créanciers hypothécaires ou privilégiés qui n'ont pas perdu le droit de prendre ou de renouveler une inscription sur la mine, seront admis à user de ce droit jusqu'à cet arrêté, ou en cas de recours formé par eux, jusqu'à l'expiration du délai de trente jours fixé par l'article 22.

ART. 22.

(Comme l'art. 21 du projet.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

dans les trente jours à compter de la notification.

Il sera statué sur ce recours par le Ministre de l'Industrie et du Travail qui prendra, au préalable, l'avis du Conseil des mines.

ART. 22.

(Voir art. 10 du Projet du 7 mai 1907, p. 11. Doc. n° 41.)

Un avis publié au *Moniteur* fera savoir si les conditions prescrites par l'arrêté royal ont été ou non accomplies.

Le cas échéant, la renonciation ne produira ses effets qu'à partir du jour de cette publication.

ART. 23.

(Voir art. 11 du Projet du 7 mai 1907, p. 12, Doc. n° 41.)

La renonciation aura pour effet d'exonérer le propriétaire de la mine des diverses charges et responsabilités résultant de la concession.

ART. 24.

Voir art. 12 du Projet du 7 mai 1907, p. 12, Doc. n° 41.)

Les sociétés minières dissoutes ne pourront clore leur liquidation avant d'avoir cédé leur concession ou, le

ART. 23.

(Comme l'article 22 du projet.)

ART. 24.

(Article 23 du projet modifié.)

La renonciation aura pour effet d'exonérer pour l'avenir le propriétaire de la mine des diverses charges résultant de la concession.

Il restera néanmoins responsable vis-à-vis des intéressés des dommages causés par les travaux de son exploitation.

ART. 25.

(Comme l'article 24 du projet.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

cas échéant, avant d'y avoir renoncé, conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 25.

(Voir art. 13 du Projet du 7 mai 1907, p. 12, Doc. n° 41.)

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mines faisant l'objet des concessions nouvelles ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, sauf le cas de saisie immobilière, partagées, louées ou amodiées même partiellement, sans une autorisation préalable du Gouvernement demandée et donnée dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertion dans les journaux et d'affichage prescrites par les articles 3 et 4 de la présente loi.

Le commandement préalable à la saisie immobilière devra être dénoncé, dans la huitaine de sa signification, au Ministre de l'Industrie

ART. 26.

(Art. 25 du projet modifié.)

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les mines ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, partagées, louées ou amodiées, même partiellement, sans une autorisation du Gouvernement demandée et obtenue dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertion dans les journaux et d'affichage, prescrites par les articles 3 et 4 de la présente loi.

Cette autorisation devra être préalable, sauf en cas d'adjudication publique, volontaire ou forcée de la mine.

Les acquéreurs, dans ce cas, ainsi que les légataires d'une mine, sont tenus de se pourvoir, dans les six mois de la date de l'adjudication ou du décès du testateur, d'une approbation du Gouvernement, demandée et obtenue dans les formes ci-dessus prescrites.

Sera nul tout acte non autorisé conformément aux dispositions qui précèdent.

Le commandement préalable à la saisie immobilière et le procès-verbal d'adjudication définitive devront être dénoncés, dans la huitaine, au

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

et du Travail, et la saisie ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'un jugement où l'Etat devra être appelé et sera partie.

Ministre de l'Industrie et du Travail.

SECTION VI.

DE LA DÉCHÉANCE.

(Voir chap. IV du projet du 7 mai 1907. — Dispositions applicables aux concessions nouvelles. — De la cession et de la déchéance, p. 12, Doc. n° 41.)

ART. 26.

(Voir art. 14 du Projet du 7 mai 1907, p. 13, Doc. n° 41.)

Tout concessionnaire d'une concession nouvelle sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer les travaux de son exploitation, au plus tard, cinq ans après la publication de l'acte de concession.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 27.

(Voir art. 15 du Projet du 7 mai 1907, p. 13, Doc. 41.)

La déchéance de la concession sera encourue dans le cas où le

SECTION VI.

DE LA DÉCHÉANCE.

ART. 27.

(Art. 26 du projet modifié)

Tout concessionnaire sera tenu, à moins d'empêchement légitime, de commencer ses travaux, au plus tard, cinq ans après la publication de l'acte de concession.

Ce délai prendra cours, pour les concessions antérieures à la présente loi, à partir de la mise en vigueur de celle-ci.

Les travaux commencés dans ce délai devront être régulièrement poursuivis jusqu'à la mise en exploitation effective de la mine et ne pourront être suspendus sans motifs légitimes.

ART. 28.

(Articles 27 et 28 du projet modifiés.)

La déchéance de la concession sera encourue, six mois après une som-

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

concessionnaire serait en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent.

Elle sera encourue de même lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et qu'elle n'aura pas été reprise dans les six mois d'une sommation dûment notifiée au concessionnaire par le Ministre de l'Industrie et du Travail et continuée régulièrement pendant au moins cinq ans ; le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

ART. 28.

(Voir art. 16 et art. 1^{er}, n° VI (alinéas 2 et 3), du Projet du 7 mai 1907, pp. 7 et 13, Doc. n° 41.)

Elle sera encore encourue dans le cas où, sans cause reconnue légitime et par le fait du concessionnaire, l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à compromettre les besoins du consommateur (1).

La déchéance de la concession est encourue lorsque l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs (2).

L'action en déchéance sera pour-

mation dûment notifiée au concessionnaire par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

1° Si le concessionnaire *est* en défaut de satisfaire au prescrit de l'article précédent ;

2° Lorsque l'exploitation commencée aura été abandonnée depuis au moins cinq ans et *que, à la suite de la sommation prévue ci-dessus,* elle n'aura pas été reprise et continuée régulièrement pendant au moins cinq ans ;

Le concessionnaire sera toutefois admis à justifier des causes majeures de son inaction.

3° *Lorsque, sans cause reconnue légitime et par le fait du concessionnaire, l'exploitation aura été restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou à compromettre les besoins des consommateurs.*

(1) OBSERVATION : Cet article 16 s'applique d'après le Projet du 7 mai 1907, *exclusivement* aux concessions nouvelles.

(2) OBSERVATION : Cet article 1^{er}, n° VI, d'après le projet du 7 mai 1907, s'applique, *sans distinction*, à toutes les concessions, anciennes et nouvelles.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

suivie dans les formes prévues par les articles 29 à 32 de la présente loi.

ART. 29.

ART. 29 (modifié).

(Voir art. 17 du Projet du 7 mai 1907, p. 14, Doc. n° 41.)

L'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux à la requête du ministère public; toutefois celui-ci ne pourra agir qu'à la demande du Ministre de l'Industrie et du Travail et de l'avis conforme du Conseil des mines.

L'action en déchéance sera poursuivie devant les tribunaux *civils* à la requête du ministère public; celui-ci *agira* sur la demande du Ministre de l'Industrie et du Travail, *formulée* de l'avis conforme du Conseil des mines.

ART. 30.

ART. 30 (modifié).

(Voir art. 18 du Projet du 7 mai 1907, p. 14, Doc. n° 41.)

Lorsque la déchéance aura été prononcée par un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée, la révocation sera proclamée par un arrêté royal.

La révocation aura pour effet de remettre les choses au même état que si la concession n'avait pas été octroyée. La mine ne pourra être remise en exploitation qu'en vertu d'un nouvel acte de concession.

Lorsque la déchéance aura été *admise* par un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée, la *concession sera révoquée* par un arrêté royal.

La révocation *produit ses effets à partir du jour où cet arrêté royal devient obligatoire. Elle remet* les choses au même état que si la concession n'avait pas été octroyée. La mine ne pourra être remise en exploitation qu'en vertu d'un nouvel acte de concession.

ART. 31.

ART. 31 (modifié).

(Voir art. 19 du Projet du 7 mai 1907, p. 14, Doc. n° 41.)

L'État, et le cas échéant, le nouveau concessionnaire auront la fa-

Le nouveau concessionnaire *aura* la faculté de reprendre les *puits, les*

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

culté de reprendre les dépendances de la mine visées à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu. L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions desdites dépendances.

En ce qui concerne la nomination des experts, la fixation, la consignation et le paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession des dépendances reprises, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Relativement aux droits réels dont les dépendances seraient grevées, la consignation produira les effets déterminés par les lois en cette matière.

ART. 32.

(Voir art. 20 du Projet du 7 mai 1907
p. 15, Doc. n° 41).

Jusqu'à concession nouvelle, le concessionnaire déchu demeurera personnellement responsable de l'entretien de la mine et de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la conservation

galeries et tous les travaux du fond en général, sans indemnité.

Quant aux autres dépendances de la mine et notamment quant aux terrains, bâtiments, machines, il ne pourra les reprendre qu'à charge d'indemniser, à dire d'experts, le concessionnaire déchu.

L'indemnité ne pourra toutefois excéder le montant des dépenses réellement effectuées pour les acquisitions ou constructions desdites dépendances.

En ce qui concerne la nomination des experts, etc. (comme au projet).

ART. 32 (modifié).

Le concessionnaire déchu restera responsable de tous les dommages qui seraient reconnus provenir de son exploitation.

Jusqu'à concession nouvelle, il sera tenu de pourvoir à l'entretien de la mine.

A défaut par lui d'exécuter les travaux nécessaires pour sauvegarder la sécurité publique et la con-

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

de la mine, l'Etat aura le droit, après une sommation restée infructueuse, et même sans cette formalité, en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Les frais déboursés par l'Etat à cet effet et les redevances arriérées qui lui seraient dues ainsi qu'aux propriétaires de la surface seront recouvrables par privilège sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu de l'article précédent.

TITRE II.

Des obligations des concessionnaires en ce qui concerne leur personnel ouvrier.

(Voir chap. V du projet du 7 mai 1907, p. 15. — Dispositions concernant les ouvriers.)

ART. 33.

(Voir art. 21 du Projet du 7 mai 1907, p. 51, Doc. n° 41.)

En attendant qu'une loi spéciale règle ce qui concerne la pension des ouvriers houilleurs, les concessionnaires des provinces de Limbourg et d'Anvers seront obligés d'affilier leurs ouvriers à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat. Cette affiliation se fera dans les conditions suivantes :

Le taux des versements sera calculé de façon que, en tenant compte des subsides accordés par les pouvoirs publics, un ouvrier ayant tra-

servation de la mine, l'Etat aura le droit, après une sommation restée infructueuse, et même sans cette formalité, en cas d'urgence, d'y faire procéder d'office.

Les frais déboursés par l'Etat à cet effet et les redevances arriérées qui lui seraient dues ainsi qu'aux propriétaires de la surface seront recouvrables par privilège sur les dépendances de la mine ou sur les sommes dont le nouveau concessionnaire serait redevable en vertu de l'article précédent.

TITRE II.

Des obligations des concessionnaires en ce qui concerne leur personnel ouvrier.

ART. 33 (modifié).

En attendant qu'une loi spéciale règle ce qui concerne la pension des ouvriers mineurs, les concessionnaires des mines concédées postérieurement au 7 février 1905 seront obligés d'affilier leurs ouvriers à la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat.

Les règles d'après lesquelles cette affiliation sera réalisée seront déterminées par arrêté royal conformément aux dispositions suivantes :

Les versements annuels que les

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

vaillé sans interruption à la mine depuis l'âge de 21 ans ait droit, à l'âge de 55 ans, à une pension de 360 francs. Le concessionnaire devra prendre à sa charge la moitié des versements à faire durant le temps où l'ouvrier est à son service; l'autre moitié sera prélevée sur le salaire de l'ouvrier. Les versements seront effectués à capital abandonné.

concessionnaires seront tenus d'effectuer sur chaque livret ne seront pas inférieurs à trente francs, dont la moitié sera à charge de l'ouvrier et pourra être prélevée sur le salaire.

Le montant de ces versements est réduit proportionnellement lorsqu'il s'agit d'ouvriers qui n'ont été employés qu'une partie de l'année.

La part à supporter par les concessionnaires sera versée à capital abandonné.

La part incombant aux ouvriers pourra être versée à capital abandonné ou à capital réservé; les titulaires des livrets auront la faculté d'indiquer le mode de versement de cette part et de fixer l'entrée en jouissance des rentes acquises par leur participation.

ART. 34.

(Voir art. 22 du Projet du 7 mai 1907, p. 16, Doc. n° 41.)

A partir de la troisième année qui suivra la promulgation de la présente loi, les femmes ne pourront être employées aux travaux du fond; la même interdiction s'appliquera aux garçons âgés de moins de 14 ans.

ART. 34.

(Comme l'art. 34 du projet primitif.)

ART. 35.

(Voir art. 23 du Projet du 7 mai 1907, p. 16, Doc. n° 41.)

Les concessionnaires doivent établir des bains-douches mis à la disposition des ouvriers.

ART. 35.

(Comme l'art. 35 du projet primitif.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

Un arrêté royal déterminera les conditions dans lesquelles des bains-douches doivent être établies à chaque siège d'exploitation des mines de houille en activité et fixera les délais accordés pour leur mise en service.

ART. 36.

(Voir art. 24 du Projet du 7 mai 1907, p. 16, Doc. n° 41.)

En vue d'empêcher l'abus des forces des ouvriers, et à défaut d'une loi spéciale relative à cet objet, un arrêté royal fixera, après avis du Conseil des Mines, du Conseil supérieur du Travail et des sections compétentes des Conseils de l'Industrie et du Travail, le nombre quotidien d'heures durant lesquelles les ouvriers pourront être employés à l'intérieur dans l'exploitation effective des mines de combustible du bassin du Nord.

ART. 37.

(Voir art. 25 du Projet du 7 mai 1907, p. 17, Doc. n° 41.)

Les concessionnaires sont tenus d'indiquer dans leurs règlements d'atelier les conditions de travail prévues par l'article 34 de la présente loi.

Ils sont obligés de tenir les registres que l'administration des mines jugera nécessaires pour le contrôle.

ART. 36 (modifié).

Aux fins de sauvegarder la santé des ouvriers et d'empêcher l'abus de leurs forces, à défaut d'une loi relative à cet objet, le Gouvernement fixera par disposition générale ou spéciale, après avis du Conseil des mines, des sections compétentes des Conseils de l'Industrie et du Travail, du Conseil supérieur de l'Hygiène et du Conseil supérieur du Travail, la durée quotidienne du travail à l'intérieur des mines de combustible concédées postérieurement au 7 février 1903.

ART. 37 (modifié).

Les concessionnaires sont tenus d'indiquer dans leurs règlements d'atelier les dispositions contenues dans le présent titre.

Ils sont obligés de tenir les registres que l'administration des mines jugera nécessaires pour le contrôle.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

ART. 138.

ART. 58.

(Voir art. 26 du *Projet du 7 mai*
1907, p. 17, *Doc. n° 41.*)

Indépendamment de leurs attributions ordinaires, les ingénieurs des mines sont chargés de veiller à l'exécution de toutes les dispositions contenues dans le présent titre.

(Comme l'article 38 du projet primitif.)

Ils ont la libre entrée des établissements placés sous leur surveillance.

Ils peuvent exiger la communication de tous les documents dont la tenue est obligatoire.

Les concessionnaires, leurs préposés et ouvriers sont tenus de fournir les renseignements jugés nécessaires.

TITRE III.

TITRE III.

Des pénalités.

Des pénalités.

(Voir chap. VI du *Projet du 7 mai*
1907. — *Des pénalités*, p. 17,
Doc. n° 41.)

ART. 59.

ART. 59 (*modifié*).

(Voir art. 27 du *Projet du 7 mai*
1907, p. 17, *Doc. n° 41.*)

Les concessionnaires qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 35 et 37 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 35 et 37 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article 34 de la présente loi seront punis :

(Le reste comme au projet.)

D'une amende de 26 à 100 francs,

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

si le nombre de personnes employées en contravention à la loi ne dépasse pas dix ;

D'une amende de 101 à 1,000 fr., si le nombre de ces personnes est supérieur à dix sans dépasser cent ;

D'une amende de 1,001 à 5,000 francs, s'il y en a davantage.

ART. 40.

ART. 40 (*modifié*).

(Voir art. 28 du *Projet du 7 mai 1907*, p. 18, *Doc. n° 41*.)

1° Les concessionnaires ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de l'article 38 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu des présentes dispositions, les peines établies ci-dessus pourront être portées au double ;

2° Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de l'article 34.

En cas de récidive dans les douze mois, à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double ;

3° L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions qui précèdent se prescrit par un an à

(Le n° 3° du texte primitif supprimé a été reporté à l'article 42.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

partir du jour où l'infraction a été commise.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions au 2°.

ART. 41.

(Voir art. 29 du Projet du 7 mai 1907, p. 19, Doc. n° 41.)

Toutes autres infractions à la loi, de même que les infractions aux règlements ou aux clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concession et les cahiers des charges, seront punies d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un an, ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation antérieure, la peine pourra être doublée.

Le chapitre VII de l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables à toutes les infractions visées dans le présent chapitre.

ART. 42.

(Voir art. 30 du Projet du 7 mai 1907, p. 19, Doc. n° 41.)

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, à peine de nullité

ART. 41 (modifié).

(L'alinéa 2 supprimé a été reporté à l'art. 42.)

ART. 42 (modifié).

Le chapitre VII et l'article 85 du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables à toutes les infractions visées dans le présent titre.

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures, à peine de nullité.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

TITRE IV.

Dispositions transitoires.

(Voir chap. VIII du Projet du 7 mai 1907. — Dispositions transitoires.) P. 21, Doc. n° 41.)

ART. 43.

(Voir art. 34 du Projet du 7 mai 1907, p. 21, Doc. n° 41.)

Les articles 1 à 6 inclusivement de la présente loi ne sont point applicables aux demandes en concession, extension ou maintenance de concession introduites avant la promulgation de la présente loi.

Celles de ces demandes qui sont déjà parvenues au Ministre de l'Industrie et du Travail seront tenues pour valables sans qu'il y ait lieu de recommencer aucune formalité. Les autres restent soumises, pour la continuation de l'instruction, aux formalités prescrites par les articles 22 à 27 de la loi du 21 avril 1810, et, moyennant l'accomplissement de ces formalités, elles seront aussi tenues pour valables lorsqu'elles parviendront au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 44.

(Voir art. 35 du Projet du 7 mai 1907, p. 21, Doc. n° 41.)

Dans les six mois qui suivront la

TITRE IV.

Dispositions transitoires.

L'action publique se prescrit par un an à partir du jour où ces infractions ont été commises.

ART. 43.

(Comme l'art. 43 du projet primitif.)

ART. 44.

(Supprimé.)

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

—

promulgation de la présente loi, l'Administration des mines adressera au Conseil des mines les propositions de modifications qu'elle jugera nécessaires d'apporter aux limites des concessions en instruction devant ce Collège; [elle] joindra les propositions de modifications et d'additions qu'elle croit devoir faire aux projets des cahiers des charges en suite du vote de la nouvelle loi.

Elle pourra, exceptionnellement, comprendre dans ses propositions des parcelles de terrains de minime importance, qui, par suite de la non-juxtaposition des limites, n'auraient pas été comprises dans les demandes déposées et instruites.

Elle provoquera, s'il y a lieu, de la part du Conseil, de nouvelles délibérations sur les demandes ayant déjà fait l'objet d'un avis définitif de ce Corps. Ces nouvelles délibérations ne pourront porter que sur l'étendue et les limites des concessions ainsi que sur les clauses des cahiers des charges.

Dans l'un et l'autre cas, le Conseil procédera conformément aux articles 4 et 5 de la loi du 2 mai 1837.

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

TITRE V.

Dispositions additionnelles.

(Voir chap. VII du projet du 7 mai 1907. — Dispositions spéciales, p. 19, Doc. n° 41.)

ART. 45.

(Voir art. 33 du projet du 7 mai 1907, p. 20, Doc. n° 41.)

Les fonctionnaires ou employés de l'État qui sont appelés à exercer leurs fonctions ou leur emploi dans les exploitations minières des provinces de Limbourg ou d'Anvers devront justifier par une épreuve, dont un arrêté royal déterminera les conditions, qu'ils possèdent la connaissance pratique et effective de la langue flamande.

Les fonctionnaires ou employés de l'État qui seront appelés à exercer leurs fonctions ou leur emploi dans les exploitations minières des arrondissements d'Arlon ou de Verviers devront justifier, par une épreuve, qu'ils possèdent la connaissance pratique et effective de la langue allemande.

ART. 46.

(Article 1^{er}; Préambule et n° I; n° II, 1^{er} alinéa; n° III, 1^{er} alinéa; n° IV; n° V; n° VI, 1^{er} alinéa; n° VII, 1^{er} alinéa; n° VIII et 36 du Projet de loi du 7 mai 1907, pp. 2, 6, 7, 8, 22, Doc. n° 41.)

Sont abrogés les articles 15, 22 à 30, 36, 37, alinéa 2, 38, 39, 49, 50,

TITRE V.

Dispositions additionnelles.

ART. 44.

(Comme art. 45 du projet primitif.)

ART. 45.

(Art. 46 du projet modifié.)

Sont abrogés les articles 15, 22 à 30, 36, 37 alinéa 2, 38, 39, 49, 50,

Texte du projet de loi déposé au Sénat le 7 mai 1907.

Modifications apportées au projet par le Sénat.

93 à 96 de la loi du 21 avril 1810(1).

93 à 96 de la loi du 21 avril 1810; les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813, et en général toutes les dispositions des lois et règlements antérieurs qui seraient contraires à la présente loi.

Les articles 41 et 42 de la présente loi remplacent les articles 93 à 96 dans les lois et règlements qui se réfèrent à ces articles pour édicter des peines contre les contrevenants.

L'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813 demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit pourvu, par des arrêtés royaux, à l'exécution de l'article 14 de la présente loi.

Toutefois, l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813 demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit pourvu, par des arrêtés royaux, à l'exécution de l'article 15 de la présente loi.

ART. 46 (nouveau).

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles qui restent en vigueur de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières et des lois du 2 mai 1837 et du 8 juillet 1865.

(1) OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR.

Les textes du Projet, remplacés par l'article 46, sont ainsi conçus :

A. Article premier. — Preamble. (Voir p. 2 du Projet n° 41.)

Les articles ci-après mentionnés de la loi du 21 avril 1810 sont modifiés ainsi qu'il suit :

B. Article premier, n° I (p. 2 du Projet n° 41). — L'article 15 est abrogé et remplacé par les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la présente loi. (L'alinéa 5 a été oublié lors du second vote.)

C. Article premier, n° II, 1^{er} alinéa (p. 2 du Projet n° 41). — Les articles 22 à 28 sont remplacés par les dispositions suivantes :

D. Article premier, n° III, 1^{er} alinéa (p. 6 du Projet n° 41). — L'article 29 est modifié ainsi qu'il suit :

E. Article premier, n° IV (p. 7 du Projet n° 41). — L'article 30 est abrogé.

F. Article premier, n° V (p. 7 du Projet n° 41). — L'article 36, l'alinéa 2 de l'article 37 et les articles 38 et 39 sont abrogés.

G. Article premier, n° VI, 1^{er} alinéa (p. 7 du Projet n° 41). — L'article 49 de la loi du 21 avril 1810 est remplacé par la disposition suivante :

H. Article premier, n° VII, 1^{er} alinéa (p. 7 du Projet n° 41). — L'article 50 est remplacé par les dispositions suivantes :

I. Article premier, n° VIII (p. 8 du Projet n° 41). — Les articles 93 à 96 sont abrogés et remplacés par les dispositions des articles 29 et 30.

Article 36 (p. 22 du Projet n° 41). — L'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et les articles 3, 4, 5 et 7 du décret du 3 janvier 1813 demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit pourvu, par des arrêtés royaux, à l'exécution de l'article premier, n° VII de la présente loi.

Ces diverses dispositions ont été coordonnées et réunies dans l'article 46, alinéa 1^{er}, nouveau.

DISCUSSION AU SEIN DE LA COMMISSION

MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LE SÉNAT.

La loi de 1810 ordonnait l'affichage *pendant quatre mois* et accordait aux demandeurs en concession et aux opposants le même délai, à compter de la date de l'affichage, pour la notification des demandes ou des oppositions.

La Chambre, dans l'article 4 et l'article 6 § 1, avait réduit ces délais à *trente jours*.

Le Sénat estime avec raison que le délai accordé aux demandeurs et aux opposants est trop bref et il propose de le porter à *soixante jours*. Il importe, en effet, de sauvegarder le droit des tiers, qui doivent avoir le temps de s'instruire et, le cas échéant, de se défendre. En exagérant la réduction des délais, on irait à l'encontre de surprises dommageables.

Sans doute, dit-on, les oppositions peuvent, en vertu de l'article 8, être adressées au Ministre de l'Industrie et du travail, qui en saisira le Conseil des mines, mais il est évident que les tiers peuvent avoir grand intérêt à ce que leurs demandes soient soumises à l'avis préalable de la Députation et de l'ingénieur des mines. Pour sauvegarder ces intérêts, un délai de soixante jours n'est pas exagéré.

* * *

En traitant des formalités prescrites pour la publicité de la demande en concession, la Chambre ne s'était pas préoccupée des conséquences de l'inobservation de ces formalités quand l'arrêté royal de concession a paru.

La jurisprudence reconnaît aujourd'hui avec Splingard, p. 37, et Bury, nos 140 à 144, 270 à 274, que la nullité de la concession est encourue, même lorsque le réclamant a eu connaissance de la demande. Ils admettent que la publicité de la demande est une formalité substantielle. *Pand. Belges, Mines*, nos 455 à 458.

L'article 9 nouveau, inséré par le Sénat, atténue la rigueur de cette sanction. Certes, il peut se présenter des cas où le non-accomplissement des formalités, requises pour la publicité, ont nui aux intérêts de ceux dans l'intérêt desquels elles ont été établies; mais de là à décréter la nullité absolue de la concession, il y a loin.

Ce sera donc aux tribunaux à juger s'il y a un droit lésé, et si la non-intervention du réclamant dans l'instruction a eu une influence sur la solution donnée par le Gouvernement à la demande.

C'est donc au demandeur en nullité à prouver le grief, base de son action. Mais la faculté d'intenter cette action doit être limitée dans le temps, sous

peine de diminuer la valeur réelle du titre du concessionnaire. C'est là l'explication en même temps que la justification du § 2 de l'article 9 nouveau.

* * *

Pour les demandes en concession formées au nom de l'État, le Sénat consacre, dans un texte qui nous paraît plus clair et plus précis, les principes admis par la jurisprudence et votés par la Chambre.

La réserve.

ART. 11. — La Chambre s'était prononcée pour l'établissement d'une réserve au profit de l'État, en admettant les limites tracées sur une carte annexée au projet de loi, sans que le Gouvernement pût la concéder, soit pour le tout, soit pour partie, lui laissant seulement la faculté de régulariser les limites des concessions voisines au point de vue technique (par 58 voix contre 52 et 8 abstentions).

Les arrêtés royaux d'août, d'octobre et de novembre 1906, par lesquels le Gouvernement accorda des concessions d'une importance totale de 27,830 hectares, respectèrent les zones réservées A. B. C. du plan communiqué à la Chambre des représentants.

Le texte voté par la Chambre a paru prêter à confusion entre les diverses théories qui se sont fait jour au sujet de la propriété des mines.

L'État se réserve, disait l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail. « Cette expression suppose que l'État conserve pour lui une chose qu'il considère comme lui appartenant : elle part de l'idée de domanialité, de l'idée que l'État est propriétaire des mines, mais qu'il a le droit de les concéder à des particuliers. »

» C'est là un principe que nous n'avons pas admis : nous avons voulu » respecter le principe de la loi de 1810, d'après lequel la mine appartient » au propriétaire de la surface, mais est soumise à un régime spécial, à des » sujétions particulières. »

L'honorable rapporteur au Sénat fit remarquer que les commissions réunies n'avaient pas voulu se départir du principe qui est la base de la loi de 1810.

Or, l'État, dans le système de la loi de 1810, n'a pas la propriété des mines. En accordant une concession il ne diminue pas son domaine, il n'agit pas comme propriétaire, mais il estime que la bonne exploitation des mines est d'intérêt général. C'est donc en vertu de son droit incontestable de régler tout ce qui est d'intérêt général que l'État a le droit et le devoir de prescrire des conditions très précises et d'imposer des garanties spéciales à ceux qui demandent à exploiter une mine.

A ceux qui invoquent contre cette thèse l'article 1^{er} de loi de 1791, « les mines sont à la disposition de l'État », on ne saurait assez rappeler que l'interprétation donnée à cet article par Mirabeau, dans la séance du 27 mars 1791, n'a été contredite par personne. « Ce serait une absurdité, disait-il, de proclamer que les mines sont à la disposition de la nation, dans ce sens

qu'elle peut ou les vendre ou les faire administrer pour son compte, ou les régir à l'instar des biens domaniaux, ou les concéder arbitrairement. Personne n'a demandé cela, il était donc inutile de le combattre. Le système que je soutiens a des bases bien différentes : il est basé sur ce principe que la nation a droit à l'exploitation des mines ; qu'ayant le plus grand intérêt à cette exploitation elle a intérêt à ce qu'elle se fasse bien, et qu'elle doit prendre, par conséquent, des mesures pour ne pas lui faire courir, sur cet objet, devenu de première nécessité, toutes les chances de la négligence et du hasard. »

Ce que l'on a voulu, en instituant la réserve, c'est tout en sauvegardant la réalisation de certains systèmes d'exploitation éviter le gaspillage ; concéder dès à présent le gisement tout entier, disait M. Hanrez en déposant son projet de loi sur les réserves, ce serait sacrifier l'avenir et priver peut-être, à une époque plus ou moins éloignée, notre industrie de ce pain noir qui lui est indispensable.

Il suffira, à cet effet, disait l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail, de rendre certaines zones inconcessibles !

Les gisements ne pourront être concédés aussi longtemps que le législateur n'aura pas levé l'espèce d'interdit dont ils sont frappés.

Cette réserve sera-t-elle exploitée ? Sera-t-elle exploitée par l'État ? par des particuliers ? La concession sera-t-elle temporaire ou perpétuelle ?

La loi spéciale aura à trancher toutes ces questions.

C'est cette conception, un peu vague, de la réserve qui paraît avoir été la base d'une transaction entre les partisans et les adversaires du système de la domanialité au Sénat.

« Une circonstance heureuse, disait l'honorable rapporteur au Sénat, nous permettra d'écarter presque toutes les questions théoriques sur la domanialité, sur la durée des concessions, sur l'exploitation par l'État. Je veux parler de l'institution de la réserve. Il s'est opéré une véritable transaction entre les opinions divergentes. On n'a plus insisté d'une façon aussi énergique sur les questions de principe parce qu'on était en présence de dispositions qui sauvegardaient l'avenir. »

Est-ce à dire que la conception des réserves, ainsi énoncée, échappe à toute critique. Nous ne le pensons pas.

L'État renonce à se dire propriétaire, mais il s'octroie la faculté de frapper d'interdit certaines zones exploitables. N'est-ce pas outrepasser, et de beaucoup, le droit de police et de surveillance, que seul il peut revendiquer ?

Voici un propriétaire qui a fait des fouilles dans son terrain ; il a trouvé le charbon, il a rencontré la couche exploitable — il est inventeur dans le sens de la loi de 1810.

Il a toutes les qualités pour mener à bien une exploitation fructueuse, il offre toutes les garanties de capacité que les autorités sont en droit d'exiger d'un concessionnaire. Sous quel prétexte lui refuse-t-on ce que d'autres citoyens ont obtenu dans les mêmes circonstances ?

De quel droit déclare-t-on inconcessibles certaines parties du territoire minier ?

Pour exercer ce droit exorbitant, l'État ne devrait-il pas commencer par exproprier et indemniser ?

Car, malgré toutes les subtilités juridiques, l'État, en refusant la concession, n'agit-il pas comme s'il était propriétaire, et propriétaire, il ne l'est pas, si on admet les principes de la loi de 1810.

Il est à remarquer enfin que le texte proposé est général et qu'il prévoit aussi bien que la houille, le fer, le sel ou la potasse qui pourraient se trouver dans les terrains réservés.

Mais, dit-on, c'est une transaction entre les partisans de divers systèmes. C'est grâce à l'institution de la réserve qu'on a pu éviter les discussions de principe, puisque cette institution sauvegardait l'avenir. La question est précisément de savoir si l'on peut transiger en sacrifiant les droits des autres. Or, il est manifeste que les droits des propriétaires des terrains réservés sont sacrifiés sans indemnités.

Une dernière considération nous paraît trouver sa place dans la critique que nous faisons du système.

Quelles que soient les circonstances particulières qu'on veuille imaginer et qui exigeraient que l'État prit la libre disposition d'une mine, que ce soit pour l'exploiter elle-même, que ce soit pour l'affermir à une société exploitante, il est manifeste qu'une loi spéciale pourrait déclarer d'utilité publique le rachat d'une concession. Pour rendre cette mesure pratique et acceptable, il suffirait d'établir le coût exact de l'opération. Contrairement à ce qui se fait pour les expropriations d'utilité publique, pour la matière toute spéciale qui nous occupe on pourrait fixer dans la concession elle-même les bases d'évaluation et les objets qui feraient l'objet du rachat.

C'est ce que vient de faire le législateur français; c'est ce qui nous paraît plus conforme aux principes du droit et de la logique.

*
* *

ART. 14.

Je considère, quant à moi, disait l'honorable rapporteur au Sénat, l'article 14 comme un des plus importants et des plus graves de la loi, car il étend extraordinairement, et peut-être d'une façon un peu excessive, les pouvoirs de l'administration.

Elle va intervenir par voie d'autorité chaque fois qu'il s'agira de la sécurité de la surface, de la commodité et de la salubrité de la mine, de l'hygiène des travaux.

Relisez l'article, et vous verrez combien l'administration acquiert de puissance. On étend donc les dispositions de la loi de 1810. J'admets qu'il y a nécessité de le faire, surtout dans l'intérêt de la santé et de la sécurité de la classe ouvrière. Mais, dans notre pays, on n'aime pas d'être à la discrétion de l'administration.

Et c'est pour cela que nous avons dit que dans certains cas prévus par l'article 7 de la loi du 2 mai 1837 il y a obligation de maintenir la nécessité, aujourd'hui admise et consacrée, d'un avis du conseil des mines.

Le Sénat s'est rallié à cette manière de voir, et il a inscrit la garantie de la consultation préalable du Conseil des mines dans le texte voté par la Chambre. Nul doute que celle-ci ne maintienne cette disposition.

ART. 15.

L'article 15, ancien article 14, investit le pouvoir exécutif des droits les plus étendus tant pour parer aux périls nés et actuels que pour empêcher les dangers et les inconvénients que l'administration peut prévoir dans l'exploitation des mines.

Dans les discussions de la Chambre en 1907, plusieurs membres ont attiré tout particulièrement l'attention sur les dangers que peuvent présenter les terrils au point de vue de la santé publique, en même temps que sur les inconvénients qu'ils présentent au point de vue du développement normal des agglomérations qui se forment autour des exploitations des mines.

Des membres se sont demandés si l'article 15 donne au Gouvernement le droit de prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde de tous les droits.

La Commission estime que l'article 15 ne fait aucune réserve; elle croit en conséquence qu'avant de proposer des modifications à l'article et il y a lieu d'attendre la discussion qui déterminera l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux termes du libellé admis par le Sénat.

* * *

ART. 17.

Par l'article 17 la Chambre a voulu simplifier la procédure et accélérer le règlement des dommages causés; mais elle n'a donné aucune compétence spéciale au juge de paix.

Le Sénat, acceptant la manière de voir des commissions réunies, a voulu étendre la compétence des juges de paix lorsque le principe de la responsabilité et le partage de cette responsabilité ne sont pas en discussion.

De cette façon le petit propriétaire, pour revendiquer son droit, ne devra pas redouter les frais de procédure et d'expertise qui seront notablement réduits puisqu'il peut se présenter en personne, sans le concours d'un avoué, et que le juge aura la faculté de désigner un seul expert.

ART. 20.

Les commissions réunies avaient voulu formuler dans un texte précis les diverses conditions de la renonciation.

Elles proposaient de libeller le texte : *s'il est établi que la demande réunit les conditions de fond et de forme prescrites par les articles précédents, si les oppositions éventuelles des tiers sont reconnues mal fondées, et si le Conseil des mines émet un avis favorable, la demande sera déclarée recevable par arrêté royal.*

Le texte voté par la Chambre disait : *l'admissibilité.*

Le Gouvernement estimant que le mot admissibilité est inutile, du moment qu'on admet qu'un arrêté royal statue sur toute demande, le libellé qui ne faisait que donner les conditions d'admissibilité devenait inutile. D'autre part le Sénat a voulu que le demandeur en renonciation obtînt mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine, sans restriction.

Le paragraphe final de l'article 21 du Sénat sauvegarde mieux les intérêts des créanciers hypothécaires ou privilégiés.

* * *

Redevances.

Le projet du Gouvernement de 1903 prévoyait des prélèvements spéciaux imposés aux concessionnaires du nouveau bassin.

Ces prélèvements, disait l'Exposé des motifs, ne se confondent pas avec la redevance fixe et la redevance proportionnelle, que tous, anciens et nouveaux, ont à acquitter : ils ont, comme les redevances, le caractère d'un impôt ; mais, à raison de leur irrégularité, de l'incertitude même de la perception, il ne serait point prudent d'en escompter le produit en vue de dépenses déterminées. Pour ces motifs, et comme il était prévu à l'article 21 du projet, le Gouvernement proposait d'en verser le montant à un fonds spécial rattaché au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, fonds dont l'emploi serait déterminé par la Législature.

La Commission spéciale supprima ce prélèvement et, au vote, le Gouvernement déclara y renoncer.

* * *

Tel qu'il était présenté, ce prélèvement constituait réellement un impôt progressif, imposé exclusivement aux charbonnages de la Campine.

Tous les Belges devant être égaux devant la loi, il était difficile de justifier le prélèvement en tant qu'il grevait uniquement les concessions du nouveau bassin charbonnier. — Rapp., 25 janv. 1908, p. 33.

Le texte proposé fut critiqué à un autre point de vue.

D'après le projet, ces prélèvements, dont le montant devait constituer un fonds spécial rattaché au Budget des Recettes et Dépenses pour ordre, ne pouvaient être grevés de centimes additionnels au profit des provinces et des communes.

Le fonds spécial avait ainsi un double défaut : d'une part, il était alimenté par les charbonnages de deux provinces seulement ; et à ces mêmes provinces et communes on enlevait par le même article le droit de créer les ressources indispensables à parer aux exigences de la nouvelle industrie qui venait s'établir sur leur territoire.

C'est ce point de vue qui a fait l'objet des discussions à la Chambre, jusqu'au moment où le Ministre de l'Industrie et du Travail retirait purement et simplement l'article 21 de la discussion — faisait tomber en même temps les amendements présentés à cet article.

Cependant ni la proposition du Gouvernement, non plus que les amen-

dements présentés à l'occasion de sa discussion, n'ont jamais visé les redevances aux propriétaires du sol, pas plus que les redevances fixes dues à l'État.

C'est que les premières ne sont, en réalité, que la reconnaissance du droit absolu que le Code civil reconnaît au propriétaire sur le fonds et le tréfonds de son bien, droit dont il doit céder une partie, dans un but d'intérêt général.

Dans cette création, disait Saint-Jean d'Angely dans l'Exposé des motifs de la loi, « le droit du propriétaire ne doit pas être méconnu ni oublié : il » faut, au contraire, qu'il soit consacré pour être purgé, réglé pour être » acquitté, afin que la propriété que l'acte du Gouvernement désigne, défi- » nit, limite et crée en vertu de la loi, soit d'autant plus inviolable, plus » sacrée, qu'elle aura plus strictement satisfait à tous les droits des inté- » ressés, même à toutes les prétentions ».

Quant à la redevance fixe, elle constitue un véritable impôt. Elle reste donc due, quoi que fasse le concessionnaire, qu'il exploite ou qu'il n'exploite pas, aussi longtemps que la concession subsiste. Elle est actuellement d'un franc pour les concessions qui ont une étendue de 1,500 hectares au moins, 2 francs par hectare en plus jusqu'à 2,000 hectares, 5 francs par hectare en plus jusqu'à 2,500 hectares, et ainsi de suite, en majorant d'un franc par accroissement de 500 hectares.

C'est à la redevance proportionnelle que sont allées les critiques, c'est à la redevance proportionnelle que les auteurs de propositions ont cherché à trouver une autre base, capable de produire un rendement plus important ou plus proportionné aux bénéfices.

L'article 38 veut que la redevance proportionnelle soit réglée, chaque année, par le Budget de l'État, comme les autres contributions publiques. Ces lois budgétaires la fixent invariablement à 2 1/2 p. c. du produit net.

M. le sénateur Wiener proposait d'établir une redevance proportionnelle de 2 p. c. non plus sur les bénéfices nets de l'exploitation, mais sur l'extraction brute, redevance que l'État pourrait prélever en nature ou percevoir en son équivalent en argent.

Notre collègue M. Denis proposa, le 13 mars 1906, l'amendement suivant :

« La participation de l'État au produit net des mines est réglée comme suit :

» Le capital réel par tonne extraite sera déterminé pour toute mine concédée ; un arrêté royal en fixera le mode d'évaluation. Eu égard à ce capital, on établira le produit net par tonne extraite qui correspondra à un minimum d'intérêt du capital équivalent à l'intérêt des fonds d'État, augmenté de 1 p. c. Ce minimum sera soustrait à tout partage.

Au delà du produit net par tonne correspondant au minimum d'intérêt, la part de l'État prélevée sur les accroissements du produit net de 50 en 50 centimes sera déterminée par une progression dont le taux initial sera de 10 p. c. et qui croîtra de 10 p. c. pour chacun des excédents successifs de 50 centimes.

L'administration, afin d'établir le produit net, se borne d'année en année

à prendre le montant des dépenses et le montant des recettes, en déduisant celles-là de celles-ci.

Elle ne tient compte d'aucune autre chose, elle ne se demande pas si une partie des dépenses n'ont pas augmenté la valeur des installations.

Elle ne se préoccupe pas du capital qui est censé ne pas exister.

La proposition d'établir une redevance de 2 p. c. sur l'extraction brute méconnaît, nous semble-t-il, le caractère d'impôt direct que doit garder la redevance à l'État, c'est-à-dire une imposition sur le revenu présumé ou réel.

Or, cette redevance frapperait également les entreprises en boni et celles qui seraient en déficit. Ce n'est pas le bénéfice qui serait frappé, puisqu'on ne tient aucun compte de ce bénéfice, ce serait l'extraction, et la charge serait d'autant plus forte que l'extraction serait plus importante.

La participation au produit net se heurtera toujours au système adopté pour l'établir.

Or, à ce point de vue, l'administration suit encore toujours le même système que celui adopté par les instructions de 1814 — et c'est là ce qui est à la base de toutes les critiques.

Elle considère le capital que l'on enfouit dans le sol sous forme de travaux de tout genre, comme devant disparaître et s'évanouir avec les couches de houille que l'on remonte à la surface. Dès lors, chaque année doit amortir la partie des dépenses faites pendant l'exercice.

Il est manifeste que ce système ne saurait donner un résultat exact si l'on considère une ou quelques années, les dépenses de creusement ou autres devant varier sensiblement d'une année à l'autre. Il est vrai que l'inconvénient est moindre si l'on opère sur de longues périodes, comme c'est le cas pour l'administration des mines; il peut, en effet, paraître indifférent, au point de vue du résultat final, que l'on mette toutes les dépenses de l'année au compte de l'exploitation, ou qu'on fasse pour chacune des dépenses un compte d'amortissement réparti sur les années d'existence probable de la mine.

Mais il n'en reste pas moins vrai que le système prête le flanc aux critiques, principalement au point de vue de l'évaluation du produit net imposable de chaque mine. Cette évaluation doit fatalement être arbitraire. Les renseignements que le comité d'évaluation est en droit d'exiger pouvant être intéressants, l'intérêt des déclarants est opposé à celui des arbitres. En fait, des conflits nombreux, et dont la solution est souvent fort délicate, surgissent, à l'occasion de cette évaluation, entre les exploitants et l'administration.

Par la loi budgétaire de l'année 1910 le Gouvernement français vient de changer entièrement ce mode de perception de la redevance proportionnelle en la prélevant, à l'avenir, non plus sur le produit net arbitré par l'administration, mais sur les bénéfices distribués, et étendant ce système aux opérations accessoires, fabrication de coke, agglomérés, etc., qui seront à l'avenir dispensés de la patente.

Ce système, dans sa simplicité, paraît séduisant et de nature à corriger les défauts qu'on se plaît à invoquer contre le mode d'évaluation actuel.

Car on ne doit pas oublier que le système de taxation sert de base à une série d'impositions qui viennent s'y ajouter. L'erreur initiale suit le charbonnage et a fatalement sa répercussion sur le quantum des charges qui lui sont imposées par les provinces et les communes.

Il est donc du plus haut intérêt pour l'administration des charbonnages de donner une base fixe à cette évaluation.

Le Conseil des Mines avait été saisi, en 1901, d'une proposition de M. le directeur général des Mines, proposant pour base à la fois le bénéfice réalisé à la tonne et l'importance de l'extraction des charbonnages.

Le Conseil, dans son rapport, se rallie à la première base et combat la seconde : « La redevance, dit-il, est un impôt sur le revenu et il est juste de » frapper plus fort les gros revenus que les petits. »

Si on entend par gros revenus les revenus provenant d'un bénéfice important à la tonne, parfait ; mais, s'il applique en même temps le mot gros à une autre situation, c'est-à-dire à un petit bénéfice unitaire réalisé sur une forte extraction, il y a lieu de faire des réserves. Une grande extraction ne marche pas toujours de pair avec un grand bénéfice, une grosse extraction peut parfaitement provenir et provient presque toujours d'installations plus importantes et plus coûteuses ; une grosse extraction, si le bénéfice unitaire est faible, peut rémunérer très médiocrement un gros capital.

Cette considération d'équité doit faire écarter l'élément, importance de l'extraction.

Mais en fait d'impôt sur le revenu, l'idéal est d'atteindre le bénéfice et tout le bénéfice, et on peut admettre que l'excédent des bénéfices dépassant une rémunération industrielle convenable soit imposé dans une proportion plus grande que ne l'est cette première rémunération ; c'est une question de mesure.

Il semble bien, du reste, que ce sont ces principes qui ont inspiré MM. Denis et Janson lorsqu'ils ont libellé les amendements présentés lors de la discussion du projet de 1906.

Pour arriver à ce résultat, il conviendrait de remplacer le produit net tel qu'il est établi par l'administration, par le tableau des bénéfices, qui doit servir à rémunérer les actions et les parts de fondateurs. Le pourcentage sur ces bénéfices servirait à liquider les charges imposées par les provinces et les communes, ou tout au moins établirait une base incontestablement juste et équitable pour la fixation des centimes additionnels et les taxes. Seules les sociétés civiles, et elles sont en très petit nombre, seraient taxées d'après le système actuellement en vigueur.

Les sociétés anonymes seraient taxées d'après les bénéfices telles qu'ils résultent de l'examen du bilan.

La Commission à l'unanimité des membres présents, préconise le système, de la taxation sur les bénéfices réalisés.

Quant à la proposition, inscrite dans la loi française et qui consiste à superposer une seconde taxe à la première, du moment que le bénéfice atteint un quantum déterminé, elle a été acceptée par 3 oui contre 2 non et une abstention.

Les opposants étaient plutôt favorables au principe, mais ils ont fait valoir, qu'avant d'inscrire la superposition dans la loi, il y a lieu de bien déterminer les effets de cette augmentation des charges.

Les éléments d'appréciation, dont la Commission dispose ne suffisent pas pour se faire une conviction raisonnée sur la question.

Article 1, loi du 2 mai 1837.

ART. 1.

« Parmi les lacunes qu'il importe de combler, disait l'honorable rapporteur des Commissions du Sénat, se trouve les dispositions qui régissent la concession des mines de fer. »

Dans son rapport sur la révision des lois de 1810 à 1837, le conseil des mines faisait remarquer qu'à diverses reprises le conseil avait proclamé :

1° Qu'il est utile et nécessaire de mettre fin par une disposition législative à l'état anormal et extra-légal dans lequel se sont placés, avec la tolérance de l'administration, la plupart de nos exploitants de minerais de fer;

2° Que le rétablissement de la concessibilité des minerais de fer est le moyen le plus rationnel de satisfaire aux justes réclamations de l'industrie.

Le conseil aurait voulu formuler un texte légal conforme à ses desiderata.

Mais on voulait aller vite et écarter tout ce qui ne se rapportait pas directement aux concessions du Limbourg, et le conseil proposa l'ajournement, tout en formulant le vœu de voir reprendre au plus tôt une étude promise dès 1833, commencée à diverses reprises et finalement suspendue depuis plus de vingt ans.

L'article 1 de la loi de 1837 suspend le droit du Gouvernement d'accorder des concessions de minerai de fer :

« Les attributions conférées au Conseil d'État par la loi du 21 avril 1810 sur les mines, à l'exception des demandes de concessions ou extensions de mines de fer, seront exercées par un conseil des mines... »

La loi maintient cependant les articles 68 et 69, de la loi de 1810 qui établissent :

1° Qu'il ne pourra (dans l'exploitation des minerais de fer) être poussé de travaux réguliers par des galeries souterraines sans avoir obtenu une concession dans la forme voulue par la loi;

2° Qu'il ne pourra être établi de concession que si l'exploitation à ciel ouvert cesse d'être possible et si l'établissement de puits, galeries et travaux d'art est nécessaire, ou si l'exploitation, quoique possible encore, doit durer peu d'années et rendre ensuite impossible l'exploitation avec puits et galeries.

La conséquence bizarre et illogique qui résulte de ces dispositions est que la loi admet l'existence de minerais qui ne sauraient être exploitées sans concession (art. 68, 69 de la loi de 1810), tout en disant que les demandes en concession ne peuvent être accueillies (art. 1, loi 2 mai 1837)

Elles resteront donc inexploitable.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler comment la restriction, tant critiquée aujourd'hui, a été inscrite dans la loi de 1837.

A cette époque, les petits cultivateurs, petits propriétaires, recueillaient sur leurs terrains, aux crêtes des gisements, le minerai de fer, qu'ils envoyaient par petites quantités aux hauts fourneaux de leurs régions.

Lors de la discussion de la loi, ils envoyèrent de nombreuses pétitions à la Chambre; ils avaient peur, en effet, de voir leur industrie périlcliter par l'octroi à des particuliers ou à des sociétés des concessions de minerais.

Ils furent chaudement défendus, notamment par M. Pirmez, qui ne voulait pas, disait-il, priver ces petits propriétaires de leur gagne-pain. Puis, parlant de l'idée que le minerai ne se trouve qu'à la surface ou à quelques toises sous le sol, il critiquait vivement le système des concessions, qui permettait d'exproprier, moyennant une rémunération dérisoire. — Comment, dit-il, tel propriétaire, qui eût pu extraire facilement lui-même et sans frais pour 50,000 francs de minerai de fer dans l'étendue d'un hectare, recevra pour cela deux indemnités : la première de 23 centimes au moins, 1 franc au plus, c'est la redevance fixe; — la seconde fixée à 1 p. c. du produit net de la mine. (Art. 9, loi du 2 mai 1837.)

En vain, le Ministre de l'Intérieur fit-il remarquer qu'en combinant les différents articles, on devait demeurer convaincu que le projet de loi accordait réellement des garanties suffisantes aux propriétaires du sol.

En effet, chaque fois que des galeries d'écoulement ou des machines d'épuisement ne seront pas nécessaires pour l'exploitation d'une mine, le propriétaire du sol peut exploiter sans concession.

Toutes les fois qu'il faudra des galeries d'écoulement, des machines d'épuisement, il ne peut l'exploiter que moyennant une concession; mais il est assuré de l'obtenir s'il peut, par ses propres moyens, ou en s'associant avec les propriétaires voisins, procéder à l'exploitation régulière de la mine.

La Chambre ne se rendit pas à ces considérations, et elle estima, qu'avant d'établir la concessibilité des mines de fer, il importait d'attendre les leçons de l'expérience. D'ailleurs, fut-il dit, il était inutile d'accorder des concessions de minerai, l'exploitation de l'époque suffisant aux besoins de la forgerie, et elle décida que la loi serait révisée sous ce rapport après une période d'expérimentation qu'on fixa à dix ans.

Dès 1858, cependant, le Gouvernement avait déposé un projet provisoire pour établir un état normal pour l'exploitation du minerai de fer.

Voici ce projet :

Article 1. — Provisoirement et jusqu'à décision ultérieure, les minerais de fer pourront être extraits sans acte de concession, même par puits, galeries et travaux d'art, et sauf les droits des concessionnaires actuels.

Art. 2. — L'exploitation des minerais de fer par puits, galeries et travaux d'art sera soumise à la surveillance de l'administration, comme il est dit au titre V de la loi du 21 avril 1810, ainsi qu'à toutes les dispositions et règlements de police applicables aux mines.

Art. 3. — Sauf les articles qui précèdent, les dispositions de la loi du 21 avril 1810, relatives aux minerais de fer, continueront à sortir leur effet. (Art. 67-68, loi du 2 mai 1837.)

La Chambre n'adopta pas ce projet. D'ailleurs, les communes intéressées protestèrent et la Chambre fut saisie entre autres de pétitions des bourgmestres, échevins et membres des conseils communaux des villes de Châtelet, Philippeville, Enghien, Charleroi, qui protestèrent vivement contre ces concessions, au nom des intérêts de l'État, de l'industrie, des communes et des particuliers.

Depuis cette époque déjà lointaine, la majeure partie, presque la totalité de ces différentes petites exploitations de minerais de fer, sont abandonnées; les propriétaires ont reculé devant les frais énormes qu'entraînait pour eux la transformation d'une exploitation de surface en exploitation en profondeur par puits, galeries, etc.

Les minerais du pays peuvent se classer, d'après leur origine, en trois catégories : les minerais de campine, exploités à ciel ouvert et constituant environ 43 p. c. de la production belge.

La limonite de fer est exploitée dans le sud du Luxembourg : la grande partie (4 exploitations sur 5) l'est au moyen de galeries creusées à flanc de coteau. Ces exploitations représentent 39 p. c. du minerai belge.

Les gisements de la moyenne Belgique ne sont plus exploitées qu'à un seul endroit, près des Sclaigneux, dans la vallée de la Meuse. Cette exploitation contribue pour 18 p. c. à la production nationale.

Les rapports sur la situation de l'industrie minière et métallurgique dans les provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg, pour l'année 1908, nous donnent une idée exacte de la situation.

Une seule exploitation de minerai de fer a été activée en 1908 dans la province de Liège. Elle a été pratiquée souterrainement et a produit 54,030 tonnes d'oligiste d'une valeur totale de 339,800 francs, soit des diminutions se chiffrant par 2,370 tonnes en quantité et par 10,330 francs en valeur par rapport à l'année précédente.

Le prix moyen de vente a, au contraire, légèrement augmenté : il est monté à fr. 9.98 en 1908, contre 9.56 en 1907.

(Rapport pour Liège, p. 41.)

Dans la province de Namur, une seule exploitation subsistait et, elle a été abandonnée à la fin du mois d'avril. Pendant les quatre mois d'activité, elle a produit, avec 10 ouvriers, dont 6 à l'intérieur des travaux et 4 à la surface, 570 tonnes d'oligiste auxquelles il a été attribué une valeur globale de 4,000 francs, soit fr. 7.50 la tonne.

(Rapport pour Namur, p. 16.)

Pour la province de Luxembourg :

Trois sièges souterrains et un siège à ciel ouvert ont été en activité à Halanzy et à Musson, mais deux d'entre eux — un de chaque catégorie — n'ont fourni qu'une quantité minime de minette. Au total, 46 ouvriers ont été occupés à l'intérieur des travaux et 15 à la surface, qui ont produit 73,970 tonnes de minette auxquelles il a été attribué une valeur de 127,500 francs, soit fr. 1.72 à la tonne. Comparés à ceux de l'année 1907, ces chiffres accusent une diminution de 9,630 tonnes en quantité et de 30,030 francs en valeur.

La situation actuelle est donc hautement préjudiciable, tant aux propriétaires du sol, qui ne jouissent pas des valeurs minières du sous-sol, qu'aux industries sidérurgiques, forcées de payer très cher à l'étranger ce que le sol belge pouvait leur offrir dans des conditions plus avantageuses et de meilleure qualité.

Car les analyses produites démontrent qu'il existe en Belgique de nombreux gisements et de toute première qualité donnant jusqu'à 55.75 p. c. de fer métallique.

Il suffit de voir ce qui s'est passé dans le département de Meurthe-et-Moselle, où les maîtres de forges ont repris avec énergie l'exploitation des mines du bassin de Nancy et où ils ont découvert, en 1883, le grand centre actuel de production et, en 1894, son prolongement vers le sud.

Ils y ont exécuté plus de 200 sondages, dont 26 encore en cours, plusieurs allant jusqu'à 200 mètres de profondeur.

Le succès a couronné leurs efforts puisqu'ils ont découvert une couche de minerai de fer qui couvre dans son ensemble une superficie de 92,000 hectares.

Actuellement, en Belgique, aucun intérêt ne pousse l'ingénieur vers la recherche des couches de minerai.

L'inventeur n'a qu'un intérêt négatif à faire connaître les résultats de ses études, de ses recherches, de ses sondages. C'est la meilleure réponse à faire à ceux qui croient la modification inutile parce que sans objet.

D'ailleurs, le minerai existe ou il n'existe pas. S'il existe, son exploitation par voie de concession doit rendre de signalés services à une de nos industries les plus importantes.

S'il n'existe pas, la modification proposée ne nuira à personne, les concessions ne devant être données que pour des couches exploitables.

En 1862, le Conseil des mines accompagnait ses avis sur la matière des réflexions suivantes :

« C'est avec fondement que, depuis plus de vingt-cinq années, des plaintes » nombreuses se sont élevées sur le gaspillage dont les minerais de fer de » toute nature sont l'objet dans le royaume, et qu'un intérêt pressant sollicite l'administration supérieure de s'occuper à cet égard de la revision » de la législation existante : que lors de cette revision, on pourra satisfaire » dans de justes limites à ce que les réclamations des conseils provinciaux » ont de fondé. »

Près d'un demi-siècle s'est passé depuis lors et rien n'est venu modifier la situation, les plaintes sont les mêmes : la loi est restée muette.

Le 18 mai 1883, le Conseil émit l'avis qu'il y avait lieu de présenter aux Chambres législatives au sujet de la loi dont l'article 1^{er} portait :

« Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1837, le Conseil des mines » exercera à l'avenir, à l'égard des demandes en concession ou extension de » concession de mines et minerais de fer, les attributions qui lui sont conférées par la dite loi, »

C'est le principe auquel il est temps de donner une sanction.

Actuellement, le système légal manque de logique par la coexistence de l'article 1^{er} et des articles 68 et 69 de la loi de 1810.

Dans les hypothèses indiquées aux articles 68 et 69, l'exploitation du minerai de fer est soumise au régime des mines. — Elle ne peut avoir lieu sans concession. — La loi du 2 mai 1837, ayant excepté des attributions du Conseil des mines les demandes en concession ou extension de mines de fer, les exploitations de cette nature ne sont plus légalement possibles, sauf pour les concessions accordées sous le régime hollandais, 1826 à 1830. §

La Commission estime avec le Conseil des mines qu'il est urgent que la loi intervienne pour mettre fin aux abus.

* * *

La seule question intéressante à résoudre est celle de savoir quand il y a mine dans le sens attribué à ce mot par la loi de 1810.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 21 avril 1810, les minerais de fer dits d'alluvion font partie des minières *lorsqu'ils sont exploitables à ciel ouvert*, et ils deviennent des mines *lorsqu'ils sont exploitables par des travaux souterrains*. (Beyret-Lallier, n° 536. — RICHARD, *Législation des mines*, II. 285. — COTELLE, II, 282 et suivants.

Cette distinction a paru, jusqu'à présent, arrêter le législateur.

Que faut-il entendre par « pousser des travaux réguliers par galeries souterraines » ?

« Par cette expression de travaux réguliers souterrains, dit la circulaire » du directeur général des Mines de France du 30 juin 1819, il ne faut point » entendre des fouilles de quelques mètres de profondeur, pratiquées, çà et » là, au moyen de puits de toutes dimensions, soutenus par un boisage » provisoire, ou souvent même sans boisage, et destinées à être abandonnées » au bout de quelques semaines ou de quelques mois.

» Cette expression ne s'applique pas non plus à des chambres sans suite, à » des boyaux étagés par un boisage volant, et à de petites galeries non » coordonnées entr'elles, dont la direction se règle par hasard, suivant la » rencontre des nids de minerai. »

A plus forte raison ne doit-on point considérer comme travaux d'art, de véritables excavations à ciel ouvert, parce qu'elles se combineraient avec quelque fouille souterraine momentanée, ou parce que les entailles auraient lieu par banquettes étagées, ou bien encore parce que l'extraction s'exécuterait par moyen de treuils ou de tout autre mécanisme.

En 1837, on pouvait dire avec raison que la question ne se posait pas.

L'espèce et la nature du gisement des minerais de fer en Belgique, ne nécessitent pas des travaux difficiles et coûteux pour leur extraction, puisque *partout on pouvait exploiter à ciel ouvert* et que le minerai était, pour ainsi dire, à la surface du sol.

On ne voyait pas la *nécessité de concéder* ces minerais et d'assujettir les travaux d'exploitation à des formalités gênantes.

La loi, disait-on, n'avait rien à déterminer, rien à prévoir, rien à empêcher pour le moment; quand cela deviendra nécessaire plus tard, les propriétaires y pourvoiront, s'ils sont libres.

On prévoyait à cette époque que cette exploitation, si simple à ciel ouvert, pouvait durer *au moins encore pendant deux siècles*, sans jamais nuire aux travaux d'art *qui pourraient devenir nécessaires par la suite*.

Toutes ces raisons militaient victorieusement, en 1837, pour la non-concessibilité des minerais de fer. On ne prévoyait pas l'exploitation souterraine par travaux d'art.

Il n'en est plus de même à présent.

La plupart des exploitations sont abandonnées par suite du gisement du gîte au-dessous du niveau auquel on tient les eaux ; à peu d'exceptions près, les minerais de fer ne pourraient être exploités au-dessous de ce niveau qu'à l'aide de travaux réguliers par puits et galeries souterraines.

Ils ne sont plus assez abondants dans la zone supérieure, ni même dans la zone neutre de la minière, pour permettre une exploitation par le propriétaire de la surface.

Dans tous les cas, étant donné l'importance des travaux, il faut que les exploitants disposent de l'entière du gisement, afin d'assurer le bon aménagement des travaux et de permettre d'amortir dans la plus grande mesure possible l'immobilisation des capitaux nécessaires à l'extraction.

D'ailleurs les réclamations des propriétaires de la surface, justifiées en 1837, ne se feront pas jour actuellement, puisque les avantages qui résultent de l'exception inscrite dans la loi sont devenus imaginaires, attendu qu'il ne reste plus guère que des minerais gisant à grande profondeur, ou tout au moins dans des conditions telles que leur exploitation réclamera presque toujours l'emploi de machines et de travaux d'art réguliers. D'ailleurs tous les droits seraient sauvegardés si l'on inscrivait dans la loi que *les minerais de fer sont concessibles à l'exception de ceux qui constituent la minière superficielle, et peuvent être enlevés par fouilles et tranchées*.

COMMUNICATION DANS L'INTÉRÊT D'UNE MINIÈRE.

Article 12 de la loi du 2 mai 1837.

L'article 12 de la loi du 2 mai 1837 *sur les mines* est ainsi conçu :

« Le Gouvernement, sur la proposition du Conseil des mines, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir des communications dans l'intérêt d'une exploitation des mines. La déclaration d'utilité publique sera précédée d'une enquête. Les dispositions de la loi du 7 avril 1835, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et autres lois sur la matière, seront observées ; l'indemnité due au propriétaire sera fixée au double.

» Lorsque les biens ou leurs dépendances seront occupés par leurs propriétaires, les tribunaux pourront prendre cette circonstance en considération pour la fixation des indemnités. »

Le second rapporteur de cette loi, M. le député Fallow, indique la raison d'être de cet article :

« La loi du 21 avril 1810, dit-il, a prévu le cas où la surface se trouve temporairement occupée par les travaux nécessaires à l'extraction de la

mine et, dans ce cas, elle accorde au propriétaire de la superficie une indemnité double pour dédommagement. Le principe de cette indemnité double ne peut s'expliquer autrement qu'en raison du concours d'un double intérêt, celui de l'exploitant joint à la cause d'utilité publique. Mais cette loi n'avait pas prévu, du moins explicitement, qu'il ne suffisait pas de donner à l'exploitant le droit d'extraire la mine du sein de la terre; elle n'avait pas prévu qu'il fallait, en outre, lui donner le moyen d'utiliser ce droit, c'est-à-dire de pouvoir livrer la mine extraite aux besoins de la consommation.

» L'exploitant n'est pas maître de l'emplacement des travaux de l'exploitation d'une mine comme de l'emplacement d'une usine. L'industriel peut placer son usine de manière à s'assurer les communications nécessaires, pour en faire sortir les produits avec facilité et profit, tandis que l'exploitant se trouve forcé d'ouvrir les travaux d'extraction de la mine dans des localités souvent éloignées de toute communication ou bien vers lesquels il ne pourrait aboutir sans être assujéti à des frais de transport tellement onéreux, qu'étant impossible à lui de soutenir la concurrence avec les autres exploitations voisines, il se trouverait contraint d'abandonner ses travaux...

» La proposition du Gouvernement sur ce point, quoique appuyée à l'unanimité par la Commission, fut attaquée assez vivement par quelques membres de cette Chambre, qui croyaient y apercevoir une atteinte portée à la propriété, hors du cas exceptionnel prévu par la loi constitutionnelle.

» Ces attaques n'eurent point de succès; il n'était pas possible, en effet, de méconnaître qu'il s'agissait bien ici, et à un degré très élevé, de la cause de l'utilité publique. Les mines sont une source de richesse tellement féconde pour le pays, elles sont d'une nécessité si indispensable pour l'industrie et le commerce, qu'il est évidemment de l'intérêt général de ne négliger aucun moyen extraordinaire d'en favoriser l'exploitation lorsque les moyens ordinaires font défaut. »

L'on s'est demandé, en invoquant les motifs qui ont inspiré cette innovation, si la disposition de l'article 12 de la loi de 1837 pouvait s'appliquer aux MINIÈRES ET AUX CARRIÈRES.

La question fut soumise plusieurs fois au Conseil des mines :

Le Ministre de Travaux publics demanda au Conseil des mines, si la disposition de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 s'appliquerait, au cas où la demande en ouverture de communication nouvelle serait faite dans l'intérêt de l'exploitation d'une minière.

1. Avis du 8 février 1861. Chicora. Jurisprudence du Conseil des mines, page 54 (1856-1862).

« La disposition de l'article 12 de la loi du 12 mai 1837, qui autorise l'expropriation pour cause d'utilité publique dans l'intérêt de l'exploitation des mines, est de sa nature un droit rigoureux, dont l'application doit, par cela même, être restreinte dans les plus étroites limites.

» Ainsi le bénéfice de cette disposition ne peut être étendu aux exploitations que la loi désigne sous la dénomination générale de minières. »

Les termes de l'article 12 ne permettent aucune autre interprétation. Le privilège ne peut être invoqué qu'en faveur de mines concédées.

En vain objecte-t-on que les mines de fer qui ne peuvent être exploitées qu'avec galeries et travaux d'art sont concessibles, aux termes de l'article 69 de la loi du 21 avril 1810; que dès lors ces mines tout au moins pourraient invoquer le bénéfice de l'article 12, car l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1837 a formellement excepté des attributions du conseil les demandes en concession ou en extension de mines de fer, quel que soit leur situation ou quelle que soit la manière dont elles doivent être exploitées.

La loi seule peut donc porter remède à une situation dont on se plaint depuis plus d'un demi-siècle, et il paraît que la question doit être examinée à l'occasion de la revision des lois de 1810 et 1837.

*
* *
*

2. Avis du 10 octobre 1862. — Chicora. Jurisprudence du Conseil des Mines (1856-1862), p. 68.

« La disposition de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 relatif à l'ouverture de voies de communication ne peut être invoquée qu'en faveur d'exploitations de mines concédées.

» Le bénéfice de cette disposition ne peut être étendu aux mines et aux minières de fer qui s'exploitent sans concession. »

Cet avis est intéressant à plus d'un titre,

a) Parce qu'il constate « que dans leur dernière session, les conseils provinciaux du Hainaut, de Namur et de Liège ont émis le vœu qu'un projet de loi soit présenté à la législature à l'effet d'étendre le bénéfice de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 aux mines et aux minières de fer qui s'exploitent sans concession ».

b) Parce qu'il déclare que c'est avec raison que les conseils provinciaux ont cru qu'il y avait lieu de réclamer l'intervention du législateur pour étendre aux mines et minières de fer qui s'exploitent sans concession, ainsi qu'aux carrières, le bénéfice de l'article 12.

c) Parce qu'il considère que c'est avec fondement que, depuis plus de vingt-cinq années, des plaintes nombreuses se sont élevées sur le gaspillage dont les minerais de fer de toute nature sont l'objet dans le royaume, et qu'un intérêt pressant sollicite l'administration supérieure de s'occuper, à cet égard, de la revision de la législation existante; que, lors de cette revision, on pourra satisfaire, dans de justes limites, à ce que les réclamations des conseils provinciaux ont de fondé.

3. Même avis du 20 novembre 1863. — Chicora. Jurisprudence du Conseil des Mines (1863-1873.)

« Dans l'état actuel de la législation sur les mines et minières de fer, il ne convient pas d'étendre le bénéfice de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 aux mines de fer qui s'exploitent sans concession.

» Il y a nécessité de procéder à la révision de la partie de la législation qui régit l'exploitation de la mine et du minerai de fer. »

4. Avis du 27 juillet 1886. — F. Du Pont. Jurisprudence du Conseil des Mines (1880-1887), p. 174.

« La disposition de l'article 12 de la loi de 1837 ne peut être appliquée

en faveur d'autres établissements industriels que des mines. Spécialement elle n'est pas applicable à une carrière. »

Voici un autre élément intéressant de la question :

Rapport du conseiller Du Pont, joint à l'avis du Conseil des mines du 18 mai 1883. Jurisprudence du Conseil des mines, t. VI, p. 57.

« Dans la séance de la Chambre des représentants du 21 avril 1875, le Gouvernement déposa un projet de loi sur les raccordements industriels par chemin de fer. Le projet ajourné alors à la session suivante n'a pas encore été mis en discussion. Le projet visait *non seulement les exploitations de mines, minières et carrières*, mais encore tous les autres établissements industriels. La section centrale posa, à cet égard, les questions suivantes :

» 1° N'y a-t-il pas lieu de faire une distinction entre les industries qui ont une *base préexistante en quelque sorte naturelle*, telles que les gisements de houille et de minerais, les carrières, les chutes d'eau et celles qui sont le fait de la seule volonté de l'homme, et qu'on pourrait dire purement artificielles ?

» 2° Ne faut-il pas distinguer également entre les établissements industriels existant avant la création du chemin de fer *et du canal*, et ceux qui suivent cette création ?

» 3° N'y aurait-il pas aussi, au-dessus des garanties administratives, à étudier la constitution d'un jury spécial, dernier recours des intérêts en conflits ?

» Le Gouvernement, par l'organe de M. Beernaert, Ministre des Travaux publics, répondit qu'il peut y avoir autant d'intérêt à raccorder un établissement métallurgique, par exemple, à une voie de communication nouvelle, qu'une houillère ou une carrière, et que, dès lors, si on peut affirmer que l'industriel qui érige une usine avec la pensée de la raccorder à un chemin de fer ou à un canal préexistant, ne peut être assimilé à celui qui cherche à se relier à une voie de communication construite depuis que son établissement existe, ce cas ne comporte cependant pas une décision négative absolue : il y aurait là des circonstances de fait à apprécier par les commissions d'enquête, le Conseil des mines et le Gouvernement; qu'enfin l'intervention d'un corps indépendant tel que le Conseil des mines devait rassurer tous les intérêts, ainsi qu'une expérience déjà longue en des matières généralement plus importantes paraissait le justifier.

» Ces considérations ne purent convaincre la section centrale, qui, *après avoir adopté une formule pratique*, conçue en ces termes : « La loi ne sera applicable qu'aux établissements procédant d'une base préexistante, en quelque sorte naturelle, tels que gisements de houille, de minières, carrières, chutes d'eau et aux établissements existant avant la création du chemin de fer et du canal », s'en tint à l'addition suivante au texte du projet : « S'il s'agit du raccordement d'un établissement industriel dont la création ou l'exploitation seraient postérieures à l'existence du chemin de fer, la déclaration d'utilité publique devra, en outre, être précédée de l'avis conforme de la Députation permanente du conseil provincial. »

» Le système du Gouvernement demandant la déclaration d'utilité

publique en faveur de tous les établissements industriels, indistinctement, nous semble empreint d'une certaine exagération, dont furent victimes ceux qui en avaient réellement besoin. La formule à laquelle s'était, dans le principe, ralliée la section centrale, à l'unanimité des membres présents, nous paraît satisfaisante, dans la mesure d'une juste équité, aux réclamations que peuvent présenter les plus exigeants partisans de l'industrie. Quant au système mixte que la section a proposé, il nous semble présenter plus d'un inconvénient. Nous ne comprenons pas bien l'avis conforme de deux corps prononçant à des degrés de juridiction différents; ne serait-ce pas, en certains cas, enlever de ces degrés à l'une des parties en cause? Le simple avis des députations permanentes, suivi de la proposition du Conseil des mines, garantit mieux, selon nous, tous les intérêts. »

Il est certain d'ailleurs, et l'interprétation extensive donnée par la doctrine et la jurisprudence aux articles 682 et suivants du Code civil le démontre, que la tendance actuelle est de permettre au propriétaire d'un fonds enclavé de retirer de son bien toute l'utilité que ce fonds comporte, de l'exploiter comme s'il n'était pas enclavé, en tenant compte des besoins nouveaux, des modifications utiles apportées à l'exploitation.

Le droit du propriétaire d'utiliser son fonds, d'en retirer tout le profit possible, les besoins économiques, l'état de l'industrie, le développement de la production, la concurrence, exigent des moyens de communication faciles, peu coûteux, pour assurer la célérité dans la fourniture et l'expédition des commandes et le bon marché des produits.

Mais jusqu'ici, la jurisprudence ne s'est point occupée du droit plus étendu, nécessaire cependant à l'industriel, d'établir des modes de transport permanents lui permettant de sortir utilement d'enclave. De là, la nécessité d'une loi.

Au point de vue spécial qui nous occupe, l'expérience nous apprend que des industriels, en se syndiquant en petit nombre, ont pu pendant des années empêcher la concurrence, entraver la création de minières et carrières en essayant de les enclaver par l'accaparement de tous les terrains voisins d'une rivière, d'un canal ou d'un chemin de fer.

De là, ce double dommage : le propriétaire des fonds enclavés ne pouvait jouir de son bien, ni le vendre à sa valeur réelle; l'industriel employant le produit du sol ainsi monopolisé, était forcé de subir des prix exorbitants qu'une légitime concurrence eût fait baisser.

La Commission à l'unanimité propose de modifier l'article 12 dans le sens indiqué, en y ajoutant, après les mots, *dans l'intérêt d'une exploitation des mines* les mots *minières et carrières*.

Un membre se réserve de combattre la double indemnité due au propriétaire, en proposant de la réduire conformément au droit commun en matière d'expropriation, à une indemnité juste et équitable.

Modifications à la loi du 21 avril 1810.

Articles 73-74-75. — Le 6 décembre 1881, M. Saintelette déposa un projet de loi portant abrogation des articles 73 et 74 de la loi de 1810, ren-

des inutiles par les prescriptions de l'arrêté royal du 29 janvier 1863 sur la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ces établissements sont autorisés par les députations permanentes, sur avis et propositions de l'inspecteur du travail, après une enquête de commodo et incommodo de quinze jours. L'inspecteur du travail a la surveillance permanente de ces établissements.

Cependant, les articles 73 et 74 de la loi du 21 avril 1810 continuent à régir tout un groupe d'usines, mentionnées à l'article 73, et l'article 74 leur applique un mode d'autorisation suranné et sans rapport avec les habitudes et les nécessités industrielles modernes.

Partant de l'idée que les usines visées par l'article 73 se créent dans le voisinage des mines, dont elles consommaient ou utilisaient les produits, l'article 74 fait mention de l'examen de demandes en préférence qui seraient survenues pendant cette longue enquête de quatre mois — alors qu'en réalité les usines visées sont devenues complètement indépendantes d'un gîte déterminé de combustible ou de minerai. Comme emplacement elles recherchent un endroit favorable au point de vue des facilités, des communications et des moyens de transport. Elles ne s'occupent et n'ont pas, tout au moins en ordre principal, à s'occuper du gîte dont elles emploient les produits.

A quoi peut bien servir l'avis qu'on exige de l'administration des mines sur la quantité du minerai à traiter, alors qu'il ne s'agit évidemment plus de répartir équitablement entre plusieurs usines la production d'un gîte déterminé ?

Pourquoi maintenir la disposition qui exige l'avis de l'administration des forêts pour le bois à utiliser ? La houille n'a-t-elle pas remplacé le bois dans la métallurgie générale et spéciale ?

Pourquoi maintenir le régime de la loi de 1810 pour des usines qui n'ont plus de rapports directs avec l'industrie extractive ?

Pourquoi laisser aux ingénieurs des mines la surveillance de toute la série des établissements prévus par l'article 73 comme à l'époque où ces établissements étaient naturellement groupés autour du gîte minéral dont ils étaient pour ainsi dire le complément ?

Ce régime distinct de la loi de 1810 pour certaines usines, et de l'arrêté du 29 janvier 1863 pour les autres, est de nature à créer des conflits d'attributions entre les services de l'inspection du travail et de l'administration des mines.

Aussi l'arrêté royal du 22 octobre 1895 a voulu parer à cette difficulté en mentionnant dans son annexe A une liste d'établissements dont la surveillance incombe aux ingénieurs des mines ; mais cette répartition est absolument arbitraire, puisque dans certains cas, notamment pour les paragraphes *f* et *g*, l'ingénieur des mines surveille les dépendances de certaines usines métallurgiques qui sont tout simplement des établissements classés existant ailleurs sous la surveillance de l'inspecteur du travail.

Mais en supposant la classification nettement précisée, la marge entre l'usine métallurgique et la fabrique de produits chimiques est bientôt franchie.

Une puissante société possède des usines de grillage de minerais de zinc. Ses gaz sulfureux sont évacués dans l'atmosphère : elle est soumise à la loi de 1810.

Elle se décide à recueillir ses gaz sulfureux dans des chambres de plomb : elle devient fabrique de produits chimiques, établissement classé, et soumis comme tel à la surveillance de l'inspecteur du travail.

Les simples fonderies de fer sont des établissements classés : inspection du travail.

La plupart sont amenés à adopter un petit outillage propre à fournir des fontes dures et des aciers. L'installation comportant un petit convertisseur, fût-ce de la capacité d'un hectolitre, l'administration est en droit d'exiger une permission en vertu de la loi de 1810.

*
* *
*

La Commission estime qu'il y a lieu de supprimer de la loi de 1810 les articles 73, 74 et 75. La loi sur les établissements dangereux ou insalubres serait seule applicable.

Amendements proposés par la Commission.

I.

Abroger les articles 73, 74 et 75 de la loi du 21 avril 1810 et rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} de l'article 45 du projet :

« Sont abrogés les articles 15, 22 à 30, 36, 37, alinéa 2, 38, 39, 49, 50, 73, 74, 75, 93 à 96 de la loi du 21 avril 1810; les articles ... (la suite comme à l'article). »

II.

Intercaler un article 45^{bis} ainsi conçu :

Les mots : « à l'exception des demandes en concession ou extension des mines de fer » sont supprimés dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1837, qui sera rédigé comme suit :

« Les attributions conférées au Conseil d'État par la loi du 21 avril

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

I.

De artikelen 73, 74 en 75 der wet van 21 April 1810 in te trekken en het 1^{ste} lid van artikel 45 van het ontwerp te doen luiden als volgt :

« Worden ingetrokken de artikelen 15, 22 tot 30, 36, 37, 2^{de} lid, 38, 39, 49, 50, 73, 74, 75, 93 tot 96 der wet van 21 April 1810, de artikelen... (het overige zooals in het artikel).

II.

Een artikel 45^{bis} in te lassen, luidende als volgt :

Uit het 1^{ste} lid van artikel 1 der wet van 2 Mei 1837 vallen weg de woorden : « ter uitzondering van de aanvragen om vergunning of uitbreiding van ijzermijnen » ; het luidt dus :

« De bevoegdheden, door de wet van 21 April 1810 op de mijnen ver-

1810 sur les mines, seront exercées par un conseil de mines composé d'un président et de quatre conseillers nommés par le Roi; un greffier, également nommé par le roi, sera attaché à ce conseil ».

III.

Intercaler un article 45^{ter} ainsi conçu :

Les mots : « minières et carrières » sont ajoutés après les mots : « exploitation des mines » de l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 qui sera rédigé comme suit :

« Le Gouvernement, sur la proposition du conseil des mines, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir des communications dans l'intérêt d'une exploitation des mines, *minières et carrières*. La déclaration d'utilité publique sera précédée d'une enquête. Les dispositions de la loi du 17 avril 1835, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et autres lois sur la matière, seront observées; l'indemnité due au propriétaire sera fixée au double ».

leend aan den Raad van State, worden uitgeoefend door een mijnraad, bestaande uit een voorzitter en vier raadsleden, benoemd door den Koning; een griffier, insgelijks benoemd door den Koning, is aan dien raad verbonden. »

III.

Een artikel 45^{ter} in te lasschen, luidende als volgt :

In het 1^{ste} lid van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837, worden ingevoegd de woorden : « graverijen en groeven » na de woorden : « ontginning van mijnen » ; het luidt dus :

« Op voorstel van den mijnraad kan de Regeering verklaren, dat er ten algemeenen nutte verkeerswegen dienen te worden aangelegd in het belang eener ontginning van mijnen, *graverijen en groeven*. Aan de verklaring van het bestaan van het openbaar nut moet een onderzoek voorafgaan. De bepalingen der wet van 17 April 1835 op de onteigening ten algemeenen nutte, alsmede de andere wetten op dat gebied moeten nagekomen worden; de vergoeding, aan den eigenaar verschuldigd, wordt bepaald op het dubbel. »

Le projet ainsi modifié a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
ALPH. VERSTEYLEN.

Le Président,
COOREMAN.

NOTE DE MINORITÉ

Sur la Réserve.

Il faut rappeler ici les sages paroles de M. Dupont, rapporteur au Sénat : « L'idée émise par MM. Hanrez et Harzé de constituer une Réserve, a été accueillie avec une grande faveur par tous ceux qui se sont occupés de la question de la Revision de la loi de 1810. Les uns ont eu surtout en vue d'éviter le danger de concéder dès à présent le gisement tout entier. « Ce serait, disait M. Hanrez, sacrifier l'avenir et priver, peut-être à une époque plus ou moins éloignée, notre industrie de ce pain noir qui lui est indispensable. » D'autres s'y sont ralliés, parce qu'ils y ont vu, soit un premier pas vers l'exploitation par l'État ou par l'intermédiaire d'une Compagnie fermière, soit la possibilité de revenir à des concessions temporaires, avec un simple droit d'exploitation, soit un moyen pour l'État de se procurer, dans des conditions avantageuses, le charbon qui lui est nécessaire. *On peut affirmer que cette disposition, en ménageant, dans une mesure équitable, l'avenir, et la solution définitive des ces graves problèmes, a servi de transaction naturelle entre les opinions extrêmes, et a contribué à assurer à la loi la majorité exceptionnelle qu'elle a obtenue dans tous les partis. »*

Ce qui serait extrêmement grave, ce serait d'ébranler aujourd'hui devant la Chambre cette transaction si laborieusement conquise. On se fonde sur ce que le législateur ayant reculé devant la consécration de la domanialité des mines, l'État est sans droit à rendre des zones minières inconcessibles, il n'a d'autre droit que celui de prescrire des conditions très précises, et d'imposer des garanties spéciales à ceux qui demandent à exploiter une mine ; les demandeurs en concession, spécialement les propriétaires superficiaires, auraient ainsi, dans les conditions fixées par la loi et dans toutes les parties du domaine des mines, le même droit acquis à la concession : Hors de là l'État ne pourrait intervenir qu'après la concession, par voie d'expropriation, et en vertu d'une loi spéciale à cet objet. D'un trait, ce serait anéantir le principe de prévoyance sociale qui domine le projet de loi et la transaction des écoles, ou le fait céder devant le droit individuel de propriété. On rappelle d'abord un passage de Mirabeau, souvent cité ; mais ce qu'il faut rappeler ici c'est que, d'abord, Mirabeau lui-même a porté les plus rudes coups au prétendu droit du propriétaire de la surface sur les mines : « Veut-on examiner, dit-il, si les mines sont essentiellement des propriétés privées, dépendantes de la surface qui les couvre ? Je dis que la Société *n'a fait* une propriété du sol qu'à charge de la culture ; et, sous ce rapport, le

sol ne s'entend que de la surface... Je dis que si l'intérêt commun et la justice sont les deux fondements de la propriété, l'intérêt commun et l'équité n'exigent pas que les mines soient des accessoires de la surface. Je dis que l'intérieur de la terre n'est pas susceptible d'un partage; que les mines, par leur nature irrégulière, le sont encore moins... » Mirabeau voyait dans la propriété une pure création de la loi adaptée à l'intérêt public, et c'est dans ce sens large qu'il faut comprendre son fameux principe : les mines sont à la disposition de la nation; certes sa pensée était d'en assurer par là l'exploitation, et, fidèle à l'individualisme de son temps, il ne songeait qu'au mobile de l'intérêt personnel; mais l'intérêt social pouvait comprendre la suspension de la concessibilité. La concession, selon la loi de 1791, ne conférait d'ailleurs qu'un droit temporaire et soumis à la déchéance.

A la fin du XVIII^e siècle et en 1810, on songeait par-dessus tout à assurer la mise en valeur des richesses naturelles, et à faire appel aux capitaux privés. Le problème de la production dominait tout; mais au XIX^e et au XX^e siècles, ceux de la Distribution ou Échange, et de la Répartition ont pris une importance considérable, et ces problèmes peuvent réclamer l'intervention directe de l'État, ils la réclament sous nos yeux.

Mirabeau transporté à la fin du XIX^e siècle, au sein d'un État, comme l'Empire d'Allemagne, exploitant un vaste réseau de chemins de fer, eût été préoccupé d'assurer à l'État le combustible au prix les plus avantageux, et sans subir les exigences des cartels de concessionnaires.

De là le développement de l'exploitation des mines par l'État: aux vastes domaines de la Saar et de la Haute-Silésie on ajoute le rachat de concessions dans le bassin de la Ruhr, et faute d'une législation antérieure prévoyante, on se heurte à des conflits redoutables avec les banques détentrices des titres d'une puissante société minière, comme l'*Hibernia*. Quelle prévoyance n'inspire pas aux savants contemporains l'évolution industrielle même ?

Ces cartels se développent ainsi que les machines dans l'industrie, comme un fait irrésistible défiant les entraves légales : il reste la seule force de l'État à lui opposer; les théoriciens modernes qui légitiment les cartels, font appel à cette puissance supérieure pour en conjurer les abus : « L'exploitation éventuelle des réserves que l'État belge s'est aménagée dans le bassin houiller de la Campine, pourra libérer l'administration des chemins de fer, *au moins en partie*, de l'influence des syndicats charbonniers pour son approvisionnement en combustibles. L'État interviendra de cette façon, à la fois comme producteur et comme consommateur. Il en est de même dans les tentatives faites en 1907, par l'État prussien, en vue de racheter les titres de la société charbonnière l'*Hibernia*. Il eût participé, à titre d'exploitant, aux délibérations du *Syndicat rhénan westphalien des charbons*, et il eût produit une partie des charbons nécessaires à la consommation des chemins de fer (1) ».

(1) DE LEENER, *L'organisation syndicale des chefs d'industrie*, 1910, II, p. 548:

Ainsi s'exprime M. de Leener ; et ailleurs sur l'action régulatrice de l'État : « Un effet de pondération peut être aussi exercé par l'État en tant que producteur, sans que néanmoins il participe nécessairement aux syndicats organisés entre les entreprises privées. La production et la vente de produits par l'État, agissant en compétition avec un syndicat, permettrait de réfréner une hausse exagérée des prix syndicaux. Si l'État belge exploitait les concessions charbonnières qu'il s'est réservées en Campine, il serait éventuellement capable de modérer les prix imposés aux acheteurs par les syndicats de charbonnages. Il lui suffirait, pour produire cet effet, de vendre à plus bas prix. (1) »

On juge de l'extension qui pourrait être donnée aux prétentions du propriétaire de la surface par ce passage du rapport : « Voici un propriétaire qui a fait des fouilles dans son terrain : il a trouvé le charbon, il est inventeur dans le sens de la loi de 1810... il a toutes les qualités pour mener à bien une exploitation fructueuse, il offre toutes les garanties de capacité que ces autorités ont le droit d'exiger d'un concessionnaire. Sous quel prétexte lui refuse-t-on ce que d'autres citoyens ont obtenu dans les mêmes circonstances ? » L'intérêt privé essaiera-t-il donc de fixer lui-même contre l'État l'étendue des domaines concessibles, — comme d'en imposer la concession ?

Même en 1837, à l'époque où l'on renforça, contre l'esprit de la loi de 1810, les droits des propriétaires de la surface, on n'admit pas que le propriétaire eût, même en réunissant toutes ces conditions, un droit acquis à la concession. Le droit de ne pas concéder fut toujours consacré comme garantie suprême de l'intérêt public.

M. Nothomb, ministre des travaux publics, s'exprimait ainsi, le 6 avril 1837 : « Une demande en concession ne présente en apparence qu'une question de droit privé. Cette question étant décidée par le conseil des mines, le conseil ayant déclaré qu'il y a lieu de donner la concession, le Gouvernement peut-il, par des motifs en dehors de la question de droit privé, par des motifs d'économie sociale et d'intérêt public, refuser ou ajourner l'approbation sollicitée ? Ici se révèle une autre question que celle de droit privé : la question politique, d'intérêt public, d'économie sociale. Eh bien, je dis qu'il peut se présenter des cas où cet intérêt doit prévaloir, des cas où la question politique se produirait tellement évidente, tellement impérieuse, que le Gouvernement devrait ne pas accorder et au moins ajourner l'approbation. Telle est selon moi, la portée du droit du Gouvernement. Il faut donc qu'il use avec une extrême circonspection de la loi ; s'il n'apportait pas à l'exercice du pouvoir que vous lui attribuez une grande réserve, il arriverait que, dans un avenir très rapproché, le sol entier de la Belgique serait concédé, que la loi se trouverait épuisée dans son action ; alors nous serions arrivés, par suite de l'impossibilité de toute concession nouvelle, à un véritable monopole. Les concessions seraient acquises à tous ceux qui se seraient empressés de les demander, à tous ceux à qui le Gouvernement se serait empressé de les accorder ; il n'y aurait plus rien de concessible ; la loi serait devenue sans application dans l'avenir. »

(1) DE LEENER, *L'organisation syndicale des chefs d'industrie*, p. 547.

On a justement montré que le but que poursuivait Napoléon et sa pensée maîtresse étaient les mêmes que ceux que poursuivait Mirabeau (1), ils voulaient assurer une bonne exploitation des mines, liée indiscutablement à l'intérêt général ; mais ajoutons avec insistance que si l'un et l'autre, pour y atteindre, sollicitaient l'intérêt privé, l'un considérait comme suffisante pour le stimuler la garantie de cinquante ans d'exploitation, l'autre poursuivait directement l'assimilation de la concession à la propriété privée. Cependant il n'est pas exact de soutenir que le système de 1791 ait, à l'égard du principe de la concession temporaire subi un échec, et justifié l'article 7 de la loi de 1810 : l'expérience de la loi de 1791 n'était pas suffisante, il s'en faut, pour qu'on la condamnât à cet égard ; l'échec est pour la disposition déplorable qui autorisait le propriétaire de la surface à exploiter jusqu'à 400 pieds de profondeur ; le vice et les abus ont été dans la propriété privée de la surface, et non dans l'absence de propriété du fond. Je regrette d'être, sur ce point, en désaccord avec les deux honorables rapporteurs du Sénat et de la Chambre. (V. Dupont, p. 19-20) et même avec les auteurs du projet français, soumis à la Chambre des députés le 17 novembre 1908 (2).

Ce projet, comme le projet belge, tend à renforcer l'intérêt général. En France, on maintient le droit absolu du Gouvernement de choisir l'attributaire de la concession parmi les demandeurs ; en Belgique, bien que le projet maintienne le droit de préférence du propriétaire du sol, l'analyse des droits de ce propriétaire, donnée par M. Dupont, ramène à nos conclusions : « Le droit sur la mine consacré par la loi de 1810 au profit de la surface est une propriété vinculée et presque éteinte. Le titulaire de ce droit ne peut disposer de la mine ; il ne peut en jouir ni l'exploiter sans une concession accordée par le Gouvernement ; ce sont les pouvoirs publics qui, par le décret de concession, créent la propriété nouvelle, *sans cession, ni transmission, ni expropriation*. A dater du droit de concession, la propriété de maître du sol disparaît, il ne lui reste que le droit à la redevance. Avant le décret il possède seulement le droit de recherche et un droit de préférence à la concession. On le voit, l'intérêt général prime manifestement les droits particuliers. » (P. 18.)

L'étendue du domaine actuellement concédé en Campine, en y joignant 5,000 hectares environ, sur lesquels il n'est pas encore statué, s'élève à 27,950 hectares ; la réserve instituée par le vote des Chambres est de 49,980 hectares. La réserve représenterait donc les sept dixièmes du territoire concédé ; mais c'est là une illusion ; la réserve comprend trois territoires : deux d'entre eux (B et C de la Carte du Bassin houiller de la Campine) sont inclus dans le domaine concédé du Limbourg, c'est la seule partie riche des gisements : cette réserve limbourgeoise représente

(1) Voir Rapport de M. Dupont, p. 19.

(2) Projet de loi sur le régime général des mines. Chambre des députés, n° 2014, 17 novembre 1908. « L'exemple de la loi de 1791 est là, y est-il dit, pour montrer les inconvénients de la concession temporaire et le gaspillage qui en résulte. » C'est une erreur : on confond là encore les abus du propriétaire de la surface avec l'exploitation du fond.

9,600 hectares, soit un peu plus du tiers du domaine concédé (34.4 p. c.); quant à la réserve A, située dans la province d'Anvers pour la plus grande partie, elle doit être considérée comme à peu près inexploitable. Son étendue qui dépasse celle des deux autres réunies (10,380 hectares), fait illusion. Il faut le dire bien haut, pour échapper à quelque nouvelle marque d'imprévoyance.

On a évalué l'étendue de la région houillère de la Campine à environ 160,000 hectares, dont 88,000 probablement susceptibles d'exploitation. Il faut revenir de l'optimisme primitif, et se dire que ce qui est concédé, joint aux 9,600 hectares réservés, forme, au moins pour longtemps, la région lucrativement exploitable.

Si on rapproche le domaine concédé en Campine de la partie exploitée de l'ancien bassin, on constate que, dans cet ancien bassin, 106,000 hectares sont concédés; mais la partie exploitée actuellement n'est que de 51,030 hectares, moins de la moitié (1). Avec une production moyenne de 443 tonnes par hectare, elle produit actuellement 22,743,000 tonnes; si la région concédée du Limbourg a la même productivité moyenne, elle donnera 11,402,743 tonnes, même en faisant abstraction des 3,000 hectares sur lesquels il n'est pas statué; c'est la moitié de ce que donne l'ancien bassin. Ce n'est pas tout; dans la partie non exploitée de l'ancien bassin, il y a encore de véritables et importantes réserves susceptibles d'être mises bientôt en valeur. N'est-il pas évident, d'après ces considérations, que l'industrie privée disposera d'une puissance énorme? En proposant d'assimiler à la réserve toute la partie non encore concédée, on ne fait encore appel qu'à une prévoyance insuffisante.

Sur le rachat et la clause de rachat.

L'État n'a pas seulement, comme moyen de défense, la constitution de réserves dans le nouveau bassin et la possibilité de les exploiter, et par là de peser sur le marché; il peut encore intervenir par le rachat de mines concédées et en exploitation. Quand on agite ces problèmes, il faut se faire une idée de l'évolution syndicale et patronale en Belgique. L'entente s'est d'abord réalisée par régions; ainsi se sont constitués des syndicats dans le Centre, à Liège, à Charleroi et dans le Couchant de Mons; c'est ici que le groupement est le plus imparfait; le syndicat national a succédé aux ententes régionales: un syndicat national réunit presque tous les charbonnages en vue des adjudications de l'État. La *Société Générale*, à elle seule, patronne des charbonnages produisant plus du quart de la production du pays. Par ces groupements, des décisions collectives tendent à s'y substituer à la concurrence individuelle, dans la détermination des prix et la répartition des débouchés (2). Il existe même des syndicats internationaux. Les conditions d'emploi des travailleurs sont l'objet d'ententes du même ordre: l'Union des charbonnages constitue même, dans le Hainaut, un syndicat d'assurance

(1) V. DE NOEL, *Les moyens de production et l'effet utile de l'ouvrier dans les houillères belges*, p. 127.

(2) Voir DE LEENER, *Organisation syndicale des chefs d'industrie*, 1, pp. 73-94.

contre la grève (1). Des défenseurs des syndicats patronaux, comme M. De Leener, sont préoccupés d'armer l'Etat contre leurs abus éventuels. Le rachat des concessions permet de pénétrer directement dans les syndicats, ou d'y introduire directement une action concurrente puissante, ou un contrôle efficace, c'est ce qu'a voulu l'Etat prussien en rachetant les titres de l'Hibernia (2).

C'est pourquoi toute concession nouvelle devrait renfermer une clause de rachat. Il suffit de rappeler les difficultés des négociations relatives au rachat du réseau du Grand Central ou du réseau des Flandres, pour inspirer la prudence du législateur. C'est l'expérience du passé qui a déterminé le législateur à introduire la disposition spéciale de l'article 6 dans la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways. Par malheur, la clause de rachat ne pourrait plus être imposée aux concessions accordées. C'est ce qui commande à l'égard des concessions actuelles une mesure générale du même ordre. Un projet de loi déposé en France le 17 novembre 1908 autorise l'Etat à racheter à toute époque toute concession de mines. « Il faut, dit l'auteur, M. Barthou, dans l'Exposé des motifs, reconnaître qu'il peut se produire des circonstances où il serait nécessaire que le Gouvernement pût reprendre la libre disposition d'une mine déterminée. » C'est ce que montre, d'une manière bien plus saisissante encore, M. De Leener; une loi spéciale devrait donc compléter la loi sur les mines révisée (3).

L'honorable rapporteur se montre favorable à la clause de rachat, et il admet, comme nous l'avions proposé, et comme la loi du 9 juillet 1875, d'ailleurs, l'a consacré pour les tramways, que les bases d'évaluation et les objets faisant l'objet du rachat soient fixées dans l'acte de concession, ou plutôt dans le cahier des charges.

Seulement, il oppose ce rachat à la réserve. Nous faisons, nous, coexister la réserve et le rachat. Voilà ce qui nous sépare radicalement. De plus, la clause de rachat si légitime et si juste, où pourra-t-on, grâce à l'imprévoyance des pouvoirs publics, l'introduire encore ?

C'est pourquoi il faut une loi sur le rachat applicable à toute concession. (*Voir annexe.*)

Le minerai de fer.

L'honorable rapporteur reconnaît avec nous-même la nécessité de reviser la loi de 1837 qui, depuis 73 ans, suspend la concessibilité du minerai de fer. Il faut lire le rapport déposé le 10 mars 1874 par M. Descamps, pour se faire une idée des abus que la mesure prise alors, et qui n'était que temporaire dans la pensée du législateur, devait entraîner. L'exploitation était livrée par les propriétaires à des sous-traitants, dont la seule préoccupation était de produire vite, beaucoup et le moins cher possible. « Ils abandonnent, disait M. Descamps, les parties dures du gîte, n'abattent que les parties les plus

(1) *Ibidem*, p. 97.

(2) Voir le même ouvrage de DE LEENER, II, pp. 346 et suiv.

(3) Voir en marge le projet français.

(4) Voir une note dans le volume de Splingard : *Des concessions des mines dans leurs rapports avec le Droit civil*, 1880.

tendres : quand une veine d'eau se présente, ils abandonnent une exploitation désormais trop onéreuse et la laissent envahir : l'on perd ainsi *les gîtes les plus riches* qui, n'ayant jamais été connus ni exploités par les exploitants pressés de jouir, n'ont donné lieu qu'à un véritable *pillage*, funeste aux intérêts des maîtres de forges, à ceux des propriétaires et du pays. »

Le rapport de M. Descamps avait pour objet une pétition des maîtres de forges réclamant le rétablissement de la concessibilité. Depuis lors, chaque année, ils ont reproduit la même demande de revision. Aujourd'hui il est impossible de connaître exactement l'état des gisements anciens. L'abrogation de la disposition de la loi de 1837 peut seule ramener les préoccupations de ce côté.

Nous avons, il y a trente ans, réclamé cette revision, et provoqué l'expérimentation de la participation des ouvriers aux bénéfices dans les exploitations du minerai de fer.

Sans abandonner un tel idéal, nous pensons qu'il y aurait peut-être place ici pour la réalisation du projet de feu le regretté M. Finet. Ecartée de l'exploitation des mines de houille par les Chambres, peut-être trouvera-t-elle grâce ici. C'est qu'en effet, en remontant aux origines de la loi de 1837, on constate qu'elle est due à la réaction des communes, dont les biens renfermaient des gisements, contre les abus des concessions sous le régime néerlandais. Une société nationale, réunissant les communes intéressées, l'État, les provinces et même les particuliers, pourrait avoir un droit de préférence à la concession, comme la Société nationale des chemins de fer vicinaux ; elle réunirait plus aisément les capitaux nécessaires et à meilleur marché ; mais ce qu'un tel organisme pourrait faire immédiatement et aux moindres frais possibles, c'est reconnaître par de nouvelles recherches l'état réel de nos gisements de minerai de fer, état sur lequel nos meilleurs géologues peuvent nous éclairer complètement aujourd'hui. Après la période de pillage des gisements les plus riches, d'anarchie dans l'exploitation, il faut s'appliquer surtout à une exploitation unitaire, à une coordination aussi parfaite que possible des recherches et des efforts. A ces divers besoins la conception de Finet répond.

Sur la redevance des mines, l'impôt sur la rente minière, et la participation de l'État aux bénéfices extraordinaires des concessionnaires.

Le Gouvernement a abandonné son projet d'une participation de l'État aux bénéfices extraordinaires des concessionnaires de mines. Il y avait là cependant une idée juste et neuve. C'est pourquoi je reproduis la partie de ma note primitive qui s'y rapporte, en la faisant suivre de considérations nouvelles.

« Il s'agit de donner à cette participation un caractère sérieux, sans atteindre les concessionnaires dans leurs espérances légitimes, et dans les conditions d'une concurrence normale.

» La quotité assurée à l'État progresse avec l'augmentation du produit net par tonne de houille extraite, à partir d'un *minimum* déterminé, 2 francs par tonne. Voyons ce que le système eût produit dans l'ancien bassin.

» Ici la difficulté qui pèse sur tout le projet, malgré la justice de son inspiration ici, c'est que l'ancien bassin est protégé par l'article 33 de la loi de 1810. qui limite des charges variables à la redevance de 5 p. c. du produit net; le péril est de placer le bassin nouveau dans des conditions de lutte inférieures. C'est encore une contradiction du régime des concessions perpétuelles que je repousse. »

*Liège.**Hainaut.*

	Produit net par tonne.	Part de l'Etat d'après le projet de loi, par tonne.		Produit net par tonne.	Part de l'Etat d'après le projet de loi.
1876 . .	+ 0.28			+ 0.33	
1877 . .	— 0.56			+ 0.08	
1878 . .	— 0.53			+ 0.07	
1879 . .	— 0.10			+ 0.06	
1880 . .	+ 0.37			+ 0.22	
1881 . .	— 0.22			— 0.02	
1882 . .	+ 0.14			+ 0.35	
1883 . .	+ 0.29			0.29	
1884 . .	+ 0.48			0.35	
1885 . .	+ 0.45			0.45	
1886 . .	+ 0.45			0.29	
1887 . .	+ 0.47			0.49	
1888 . .	+ 0.80			0.63	
1889 . .	+ 1.46			1.02	
1890 . .	+ 3.83	2 p. c. fr. 0,0766		2.63	1 p. c. fr. 0,0263
1891 . .	+ 2.21	1 p. c. fr. 0,0221		1.74	
1892 . .	+ 0.87			0.52	
1893 . .	+ 0.37			0.54	
1894 . .	+ 0.33			0.44	
1895 . .	+ 0.34			0.45	
1896 . .	+ 0.60			0.50	
1897 . .	+ 1.23			0.83	
1898 . .	+ 1.38			0.97	
1899 . .	+ 2.15	1 p. c. fr. 0,0215		1.59	
1900 . .	+ 3.20	4 p. c. fr. 0,2600		3.97	2 p. c. fr. 0,0794
1901 . .	+ 2.85	1 p. c. fr. 0,0285		2.19	1 p. c. fr. 0,0219
1902 . .	+ 1.77			1.32	
1903 . .	+ 1.92			1.09	
1904 . .	+ 1.27			0.64	
1905 . .	+ 1.42			0.67	
1906 . .	+ 2.50	1 p. c. fr. 0,0251		1.75	
1907 . .	+ 2.63	1 p. c. fr. 0,0263		2.04	1 p. c. fr. 0,0204
1908 . .	+ 1.96			1.51	
1909 . .	+ 1.12			0.59	

On voit que pendant ses trente-quatre ans, la participation de l'État ne se

fût réalisée que sept fois à Liège, quatre fois dans l'ensemble du Hainaut (1).

Les données n'étant que des moyennes, on ne peut avec rigueur déterminer quel eût été le produit effectif, car elles présentent la compensation des bénéfices élevés et faibles, des pertes même entre les diverses parties du bassin, entre les diverses exploitations.

Le projet exonère un *minimum* de produit net, mais nous ne sommes pas éclairés sur le taux des profits auquel ce *minimum* correspond, nous n'avons aucune donnée sur le capital correspondant. Le projet est comme suspendu dans les airs.

N'est-il pas possible, non seulement de lui donner une base positive, mais de déterminer une règle de partage plus juste?

On peut déterminer un *minimum* d'intérêt du capital engagé qui serait exempt de tout partage avec l'État. Le taux que je proposerais serait de 4 p. c. au-dessus de l'intérêt des fonds d'État d'après le cours de la rente à fixer périodiquement. Ce taux, 4 p. c. aujourd'hui, n'est pas arbitraire, on voit qu'il se rapproche de la moyenne du taux d'intérêt recueilli de 1850 à 1902, dans les mines, en adoptant du moins, un capital moyen de 23 francs par tonne extraite, chiffre que l'administration des mines a admis dans certains calculs.

Ensemble des bassins de la Belgique.

Années.	Produit net par tonne.	Capital supposé par tonne.	Taux d'intérêt de capital.
1850-1864	1.27	23 fr.	5 p. c.
1865-1869	1.20	»	4.8 »
1870-1879	1.31	»	5.2 »
1880-1887	0.28	»	1.1 »
1888-1894	1.12	»	4.5 »
1895-1902	1.61	»	6.4 »
1900-1903	2.42	»	9.7 »
1850-1902	1.15	»	4.6 »

Une seconde donnée qui peut être établie avec approximation, c'est le montant du capital par tonne extraite. Ici il ne peut être question que du capital correspondant à des versements effectifs.

Dans le bassin rhénan-westphalien, le capital par tonne extraite (actions et obligations) est en 1903 :

Pour 16 sociétés	12 marks 44
Pour 3 autres	13 marks 55 (2).

Le capital moyen déterminé et le produit net par tonne constaté, le taux 4 p. c. du capital par tonne, qui est partageable avec l'État.

(1) M. G. DE GREEP vient de faire des calculs analogues sur l'ensemble des bassins. Voir *Indépendance belge*, 15 janvier 1906. D'accord avec lui sur bien des critiques, je dois chercher ici des éléments d'une solution positive.

(2) Circulaires des houillères de France, n° 2675.

d'intérêt peut être calculé, et avec lui l'excédent du produit net, au delà de . Une telle méthode aurait un avantage considérable, ce serait d'atteindre la rente minière par le partage, c'est-à-dire l'excédent de revenu des mines, naturellement les plus productives sur les moins productives, pour de mêmes applications de capital. L'imperfection du projet est en ce que le produit net, uniformément imposé, peut correspondre, entre les diverses mines, à des applications bien inégales de capital, et à des époques différentes, à des capitaux très inégaux pour la même mine. Nous voyons dans les Tableaux des mines de la Ruhr le capital par tonne varier en 1903 de 4 marks 78 à 24 marks 95. Toutes ces mines étant syndiquées, les prix de vente par tonne sont uniformes.

Dans une importante étude (1), le *Moniteur des Intérêts matériels* forme deux catégories de mines en Belgique : à forte et à faible production. Je calcule que quinze mines à faible produit ont un capital moyen de 48 francs par tonne extraite, dix-sept mines à forte production un capital moyen de 36 francs par tonne. Dans un syndicat on tendrait à assurer un minimum de bénéfice aux mines les moins productives, soit par hypothèse, 4 p. c., ce qui correspond, pour les mines à faible produit, à un produit net de fr. 1.92 par tonne, tandis qu'avec fr. 1.44 les mines à fort produit ont déjà 4 p. c. C'est cette différence que n'atteint pas la participation projetée. Si le produit net par tonne était 2 francs, d'après le projet de loi, le revenu du capital serait de 5.5 p. c. pour les mines à 36 francs de capital par tonne, et de 4.1 p. c. pour les mines à 48 francs de capital. Dans le système projeté, ils supporteraient cependant une charge identique : 2 centimes par tonne. Dans les mines à faible production, la redevance pourrait retentir sur le salaire. La charge de la rente ne se répercuterait pas.

Si l'État exploitait lui-même, son effort devrait tendre à n'atteindre au profit du Trésor que la rente des mines.

C'est le sentiment de cette inégalité qui a déterminé l'atténuation extrême de la part de l'État. L'atteinte de la rente minière, jointe à la fixation d'un *minimum* d'intérêt exempt du partage et rapproché de la moyenne générale de revenu par tonne de l'ancien bassin, aurait donc cet avantage de rapprocher le nouveau bassin des conditions de concurrence normales avec l'ancien bassin. Cette méthode permettrait aussi d'assurer à l'État une part mieux calculée, plus juste, plus considérable. Voici les produits nets et les revenus des capitaux sur lesquels elle doit se prélever :

Produit net par tonne.	Taux d'intérêt dans l'hypothèse d'un capital par tonne de		
	25 fr.	55 fr.	50 fr.
—	—	—	—
2 fr.	8 p. c.	5.7 p. c.	4 p. c.
3 »	12 »	8.5 »	6 »
4 »	16 »	11.4 »	8 »
5 »	20 »	14.3 »	10 »
6 »	24 »	17.1 »	12 »

(1) 10 décembre 1903.

La réduction du taux d'intérêt du capital par le prélèvement de l'État serait très faible, d'après le projet ; ainsi avec un produit net de 3 francs et un capital de 25 francs, le taux d'intérêt serait réduit à 11.88 p. c., au lieu de 12.

Les deux facteurs de la détermination de la part de l'État seraient périodiquement établis, d'après moi ; un arrêté royal fixerait les conditions de l'évaluation du capital, et le partage s'opérerait suivant une quotité croissante, comme les bénéfices de la Banque impériale d'Allemagne, en tenant compte de l'importance des risques.

Supposons que le capital moyen soit de 50 francs par tonne, le minimum d'intérêt exempt du partage, 4 p. c., correspondrait à un produit net de 2 francs par tonne. Le partage s'accomplirait au delà, par le prélèvement d'une quotité progressive sur les excédents successifs.

Voici la tentative d'une solution à mes yeux modérée : le prélèvement serait d'une quotité initiale de 10 p. c. du premier excédent de 50 centimes sur le produit net initial, supposé ici de 2 francs pour un capital hypothétique de 50 francs. Un taux progressif de 10 p. c. atteindrait les excédents successifs de 50 centimes :

Produit net par tonne.	Part de l'Etat.	Part du concessionnaire.	Taux de l'intérêt du capital.
—	—	—	—
2.50	10 p. c. sur 0.50 = 0.05	2.45	4.9 p. c.
3.00	$\left\{ \begin{array}{l} 10 \text{ — } 0.50 \\ 20 \text{ — } 0.50 \end{array} \right\} = 0.15$	2.85	5.7 —
3.50	$\left\{ \begin{array}{l} 10 \text{ — } 0.50 \\ 20 \text{ — } 0.50 \\ 50 \text{ — } 0.50 \end{array} \right\} = 0.50$	3.20	6.4 —
et ainsi de suite.			
4.00	 = 0.50	3.50	7.0 —
4.50	 = 0.75	3.75	7.5 —
5.00	 = 1.05	3.95	7.9 —
5.50	 = 1.40	4.10	8.2 —

En cas de concours de demandes en concession, il y aurait lieu à adjudication entre les concurrents agréés par le Conseil des mines.

Le point de départ pour chaque mine concédée serait le produit net par tonne assurant 4 p. c., mais il varierait avec la productivité de la mine ; c'est le seul moyen d'atteindre la rente.

La loi devrait décider, dès à présent, qu'une quotité certaine de la part de l'Etat sera, quel que soit son règlement, et sans rien préjuger à l'égard de surplus, appliquée à subsidier les institutions de prévoyance et d'assurance des ouvriers mineurs. Cette part serait au moins de moitié, et dans ces institutions de prévoyance, il faudrait compter avant tout la *réserve* indiquée plus haut et destinée, sinon à opérer la péréquation des salaires, du moins à assurer un *minimum*. Ce serait un élément de solution du grand problème. La loi pourrait étendre cette participation *minimum*.

Que cette puissance collective du travail, qui dans son unité imposante,

avec une continuité admirable et un dévouement sublime accomplit cette œuvre de la production minérale, et anime notre puissance industrielle tout entière, qu'elle vienne indirectement participer au produit net des mines par l'intermédiaire de l'Etat, c'est là ce qui satisfait bien imparfaitement encore mes rêves d'émancipation et mon idéal de justice. »

Dans cette partie de ma note primitive, je n'étais préoccupé que de réaliser entre l'Etat et le concessionnaire, le partage des bénéfices au delà d'un minimum de revenu exclu de ce partage, mais il faut ici combiner ce partage avec l'impôt, qui atteint légitimement même cette part du revenu exclue du partage des bénéfices. Transportés dans le domaine de l'impôt, nous devons chercher à donner à la redevance des mines la base la plus juste possible. On peut combiner l'impôt sur le produit net des mines avec l'impôt sur la rente minière qui était spécialement atteinte par le partage. La rente existe dans les mines, elle naît de l'inégale productivité actuelle des gisements.

M. de Noël, dans un remarquable rapport, en a établi la réalité. De mêmes applications de capital et de travail donnent des revenus inégaux.

Supposons trois mines de productivité inégale, donnant par exemple un produit net de 2 francs par tonne, mais dont les capitaux par tonne diffèrent comme les chiffres suivants : 25 francs, 55 francs, 50 francs. Si nous recherchions quel est pour un même capital-tonne le revenu de chacune de ces mines, nous constaterions :

Que la 1^{re} pour un capital-tonne de 25 francs a 2 francs de revenu.

2 ^e	—	—	25 francs a fr. 1.42	—
3 ^e	—	—	25 francs a 1 franc	—

Relativement à cette troisième, la moins productive, les deux autres recueillent donc des rentes qui sont respectivement de 1 franc et de 42 centimes par tonne.

Eh bien nous pourrions diviser l'impôt en deux parties, une première frappant le revenu, une seconde frappant la rente.

Pour 25 francs de capital-tonne le revenu est de :

1 ^{re} mine.	2 ^e mine.	3 ^e mine.
2 francs.	fr. 1.42.	1 franc.

Supposons que ce revenu soit frappé de 3 p. c. d'impôt, il donnera par tonne :

fr. 0.06.	fr. 0.0426.	fr. 0.03.
-----------	-------------	-----------

La rente, c'est-à-dire l'excédent du revenu d'une mine relativement à l'autre pour le même capital, est donc :

1 franc.	fr. 0.42	0
----------	----------	---

Supposons qu'on le frappe aussi d'un impôt de 3 p. c., elle donnera :

fr. 0.03	fr. 0.0126	0
----------	------------	---

La charge totale par tonne sera :

1 ^{re} mine.	2 ^e mine.	3 ^e mine.
fr. 0.09.	fr. 0.0552.	fr. 0.03.

Le Gouvernement français a tenté d'atteindre le même résultat dans le projet déposé par M. Barthou, le 17 novembre 1908 (Chambre des Députés, n° 2114).

Il commence par déclarer légitime qu'en matière de mines, industrie monopolisée de fait, à l'origine de l'appropriation de laquelle l'Etat intervient, celui-ci réclame une certaine part dans les bénéfices quand ils s'élèvent au-dessus d'un certain revenu.

Aussi dispose-t-il, lorsque le produit net d'une année dépasse le dixième du capital de premier établissement (estimé comme étant celui qui serait actuellement nécessaire pour établir la mine avec la production effective maximum qu'elle a pu atteindre avec le concessionnaire actuel,) que la redevance *sur l'excédent* sera portée à 20 p. c.

M. Barthou est convaincu que l'évaluation du capital est possible avec une suffisante rigueur. C'est ce qui me paraît aussi établi par les documents invoqués ci-dessus.

Le rapport de M. De Noël nous révèle sous divers aspects l'existence de la rente dans les mines (1). C'est ainsi que l'effet utile de l'ouvrier du fond varie de moins de 200 à plus de 280 tonnes : le salaire à la tonne, l'élément principal du coût de production, est de moins de 5 francs dans 4 mines ;

de 5 à 6 dans	9
de 6 à 7 dans	23
de 7 à 8 dans	32
de 8 à 9 dans	22
de 9 à 10 dans	8
de plus de 10 dans	2.

Les bénéfices inégaux révèlent l'existence de la rente, bien que nous n'ayons pas de données rigoureuses sur le montant du capital. A Liège d'après M. Libert, par tonne

		1906	1907
le bénéfice de 6 francs a été relevé dans			1 mine
—	5	—	3 mines
—	4	—	5 —
—	3	—	8 —
—	2	—	7 —
—	1	—	5 —
moins de 1	—		5 —
mines en perte		6 —	10 —

En supposant un capital moyen de 36 francs par tonne commun à toutes ces mines, en 1907, la taxe spéciale sera perçue sur fr. 2.40 dans une mine, sur fr. 1.40 dans 3 mines, sur 40 centimes dans 5 mines. Mais il serait injuste d'atteindre les rentes minières réalisées avant l'application de

(1) DE NOËL, *Les moyens de production et l'effet utile de l'ouvrier dans les houillères belges*, p. 115-118.

cet impôt : la raison en est que capitalisées elles ont dû, sur le marché des capitaux, modifier le cours des titres et par là se transformer en intérêt du capital pour les porteurs actuels ; ce qui peut seulement être atteint dans l'avenir et légitimement, ce sont *les accroissements futurs de la rente minière*. Pour s'en faire une idée, qu'on suppose tout le bassin du Hainaut réuni en une seule exploitation : son bénéfice moyen par tonne sera dans la décade 1900-1909 de fr. 1.53 ; il serait à Liège de fr. 2.27. La taxe sur la rente devrait exonérer cette moyenne : mais les charbonnages étant divisés, c'est la moyenne décennale de chacun d'eux qui donnera le revenu exonéré de la taxe sur la rente.

Le produit net doit continuer à être évalué par les officiers des mines. Là où la mine est exploitée par une société anonyme, par une société en commandite ou à parts d'intérêts, le produit net imposable ne peut être fixé à un chiffre inférieur au montant total des sommes distribuées au cours de l'exercice antérieur à l'année de l'imposition. Cette disposition empruntée à la législation française est équitable.

Conseils de conciliation.

L'idée d'incorporer à l'acte de toute concession nouvelle l'obligation d'instituer un conseil de conciliation et d'*arbitrage* a été repoussée par la Chambre. Je la reprends en écartant l'obligation de l'*arbitrage*, qui n'a pas de chance d'être accueillie, et à laquelle je reste fidèle. Il ne faut pas confondre l'action d'un conseil de conciliation permanent avec celle des conseils de l'industrie et du travail. Celle-ci est médiatrice, celle-là est un mode de réalisation du contrat de travail même. La confusion est d'autant moins admissible que la circonscription du conseil de l'industrie et du travail pourra différer considérablement de celle d'un véritable conseil de conciliation. En effet, l'observation révèle qu'il existe des syndicats de concessionnaires embrassant des bassins entiers, et ayant pour objet les conditions d'emploi du travail, et même l'assurance contre la grève. Il faut que l'action conciliatrice puisse de plein droit s'étendre jusque-là. Sans doute, la réunion des sections compétentes des conseils de l'industrie pourra identifier alors les deux institutions, mais il suffit qu'elles conservent des caractères différentiels importants pour que la proposition soit légitime. Il s'agit de graviter vers un *régime contractuel*, vers le contrat collectif qui régit les houillères anglaises, et qui a permis à M. Raynaud d'intituler un volume : *Une industrie sans grèves* ; on ne peut mieux y parvenir qu'en plaçant à la base le conseil d'usine, de droit, et en donnant, de droit, la même flexibilité aux institutions conciliatrices qu'aux syndicats d'emploiement du patronat. En Angleterre, c'est l'initiative du Gouvernement, dans la grève du Midland, qui est au point de départ des conseils de conciliation et d'*arbitrage* actuels.

Habitations ouvrières.

Il est aujourd'hui établi qu'une conférence des comités de patronage des habitations ouvrières du Limbourg a tenté d'instituer, en 1906, une société

d'intérêt public pour la construction, la location et la vente d'habitations ouvrières dans la région minière de cette province. Elle n'y a pas réussi malgré les plus remarquables efforts. Aujourd'hui, les habitations ouvrières sont directement construites par les concessionnaires. Cette solution fait naître les plus graves problèmes relativement à l'indépendance du travailleur. C'est pourquoi il est nécessaire de soulever encore la proposition primitive que j'avais faite et dont l'adoption eût, au témoignage, j'ose le dire, du Congrès national récent sur les habitations à bon marché, donné la solution d'un problème qui subsiste aujourd'hui dans toute sa gravité. Il s'agit pour l'ensemble des concessions de plus de 9,000 habitations. La Conférence de Hasselt avait été surtout préoccupée d'une société provinciale. Il nous paraît nécessaire que l'Etat lui-même y intervienne avec la province et les communes intéressées (1). Les concessionnaires eussent-ils construit une partie des habitations, une institution indépendante peut encore rendre les plus grands services, et donner un point d'appui solide à l'indépendance ouvrière, en contrebalançant l'action personnelle, qui, surtout exclusive, serait redoutable. Elle pourrait, elle devrait, racheter les maisons construites.

Il faut que la loi le dise.

H. DENIS.

(1) V. Conférence des habitations ouvrières, tenue à Hasselt les 16 et 17 mai 1906. Hasselt 1906.

V. aussi mon rapport au Congrès national des habitations ouvrières des 2-4 juillet 1910 et les débats de ce Congrès.

AMENDEMENTS.

I. — *Dispositions additionnelles au Titre I.*

1° A l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1837, supprimer les mots : à l'exception des demandes en concession ou en extension des mines de fer ;

2° Le Gouvernement est autorisé à constituer une société nationale des mines de fer de la Belgique, avec le concours des provinces et des communes intéressées. L'intervention de l'Etat dans la formations du capital ne pourra dépasser la moitié de ce capital. Il pourra garantir vis-à-vis des tiers l'intérêt et l'amortissement des obligations émises par la société.

Cette société aura un droit de préférence à l'obtention des concessions de mines de fer.

Dans les cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement communiquera aux Chambres un rapport sur l'état actuel et la mise en valeur des gisements de minerai de fer et de manganèse. Un crédit spécial sera affecté aux recherches qui seraient jugées nécessaires.

Toute concession de mines de fer sera suspendue jusqu'au dépôt de ce rapport.

ART. 13. — Les parties du territoire houiller non concédées à ce jour, sont assimilées à la réserve et soumises au même régime.

Ajouter une section VII au titre I : *Du rachat des concessions.*

Toute concession nouvelle renfermera une clause de rachat par l'Etat. Le cahier des charges en fixera les conditions.

A toute époque, l'Etat pourra racheter toute concession de mine. Une loi spéciale réglera les conditions de ce rachat.

II. — *Article additionnel au Titre II.*

1° Sans préjudice aux dispositions légales relatives à l'intervention et à la médiation des conseils de l'industrie et du travail, le Gouvernement inscrit dans le cahier des charges de toute concession l'obligation pour le concessionnaire de soumettre les différends qui naîtraient entre lui et les travailleurs qu'il occupe, la recherche des mesures propres à les prévenir, l'examen des revendications, à un conseil permanent de conciliation consacrant dans sa composition l'égalité des parties. Toute constitution de syndicat d'emploi entre les concessionnaires entraîne de plein droit une extension correspondante des conseils permanents de conciliation ;

2° Une société d'intérêt public sera constituée par le concours de l'Etat, de la province, des communes et des bureaux de bienfaisance intéressés, en vue de construire, aménager, racheter, revendre et donner en location de, habitations ouvrières dans le bassin houiller du nord de la Belgique.

III. — *Titre des Redevances.*

La loi d'impôt fixe chaque année le taux de la redevance des mines. Il ne sera pas inférieur à 5 p. c. du produit net de l'exploitation pendant l'année précédente.

Le produit net sera évalué par le corps des mines; néanmoins, lorsque la concession est exploitée par une société par actions ayant ou non adopté la forme commerciale, ou par une société en commandite ou à parts d'intérêts dont les dividendes sont déterminés par les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales des associés, et si l'exploitation de la concession forme l'objet principal de la société, le produit net imposable ne pourra être fixé à un chiffre inférieur au montant total des sommes distribuées aux actionnaires et porteurs de parts, au cours de l'exercice qui a précédé l'année de l'imposition.

Si le produit net d'une concession dépasse le dixième du capital de premier établissement (estimé comme étant celui qui serait actuellement nécessaire pour établir la mine avec la production effective maximum qu'elle a pu atteindre), la redevance sera accrue progressivement de cinquante en cinquante centimes d'excédent du produit net.

Le capital par tonne extraite étant évalué sur les bases ci-dessus, le taux initial sera accru de 10 p. c. sur les premiers 50 centimes, et pour chacun des excédents successifs de 50 centimes, s'élèvera de 10 p. c.

Néanmoins, la moyenne des produits nets par tonne des dix dernières années sera pour chaque mine en exploitation actuellement exonérée de cette taxe supplémentaire; fût-elle supérieure au dixième du capital.

L'évaluation du capital devra être approuvée par le Conseil des mines.

Subsidiairement au paragraphe 3 ci-dessus, après « *qu'elle a pu atteindre* » ajouter : une taxe de 20 p. c. frappera l'excédent. Supprimer le paragraphe 4, maintenir les paragraphes 5 et 6.

ANNEXE.

N° 2113.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

NEUVIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1908.

Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 17 novembre 1908.

Projet de loi sur le rachat des concessions de mines (Renvoyé à la Commission des mines) présenté au nom de M. Armand FALLIÈRES, président de la République française; par M. Louis BARTHOU, ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes et par M. J. CAILLAUX, ministre des Finances.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement vient de déposer un projet de loi sur le régime des mines; c'est une refonte générale et complète de la loi du 21 avril 1810, qui forme actuellement la base de notre droit minier.

Ainsi qu'il est expliqué dans l'Exposé des motifs de ce projet de loi, le Gouvernement s'était demandé au cours des études qu'a nécessitées la préparation d'une œuvre aussi importante, si les concessions de mines devaient continuer d'être instituées à titre perpétuel ou s'il était préférable de les accorder pour une durée limitée. Un examen approfondi de la question a montré que, pour les raisons développées dans l'Exposé des motifs précité, et qu'il serait superflu de reproduire ici, il était indispensable de maintenir aux concessions le caractère de perpétuité que le législateur de 1810 leur a attribué.

Néanmoins, il faut le reconnaître, il peut se produire des circonstances particulières où il serait nécessaire que le gouvernement pût reprendre la libre disposition d'une mine déterminée.

La loi de 1810 prévoit bien qu'un concessionnaire peut être exproprié pour cause d'utilité publique, en vertu de lois spéciales, dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés; l'indemnité qui lui est due est réglée conformément aux dispositions du droit commun. Mais la législation ne prévoit pas le rachat des concessions, et il y a là une lacune qu'il nous a paru opportun de combler.

Tel est l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Sans entrer dans l'examen détaillé des articles qui sont suffisamment clairs par eux-mêmes, il est utile d'indiquer les idées générales qui nous ont inspirés dans la préparation du texte soumis à vos délibérations.

Après avoir posé le principe qu'à toute époque une concession de mine peut être rachetée par l'État, il nous a paru que le Gouvernement, avant de demander au Parlement le vote nécessaire, devait être en mesure de lui indiquer le coût exact de l'opération. Le Parlement sera ainsi à même d'apprécier les conséquences du rachat et de se prononcer en toute connaissance de cause. Ce système nous a paru de beaucoup préférable à celui qui est suivi dans les expropriations pour cause d'utilité publique, où les sommes allouées à chaque intéressé ne sont fixées qu'après coup et où le Parlement peut se trouver engagé dans une dépense bien supérieure à celle qu'il avait prévue.

A cet effet, un inventaire descriptif de tous les objets à comprendre dans le rachat doit être préalablement dressé. Il est ensuite soumis à une Commission arbitrale, spécialement nommée dans chaque cas, dont la composition est de nature à offrir toutes les garanties désirables tant au concessionnaire intéressé qu'à l'État. Cette Commission détermine les objets sur lesquels portera le rachat et fixe les indemnités qui seront dues au concessionnaire dépossédé et à tous ceux qui ont des droits à faire valoir sur la mine.

Un délai est assigné, passé lequel, si la sentence de la Commission arbitrale n'est pas rendue et si le concessionnaire le requiert, la procédure de rachat est annulée de plein droit pour ne pouvoir être reprise qu'au bout de trois années. Il importe, en effet, de ne pas laisser indéfiniment le concessionnaire sous le coup de la procédure de rachat dont l'ouverture ne lui permet plus de jouir librement de sa propriété. Mais il est juste d'autre part, si le

retard provient de la nécessité où le concessionnaire se trouverait de fournir à la Commission des indications complémentaires sur la valeur de la mine, de lui laisser le temps de les réunir. C'est pour cela que le projet de loi lui concède la faculté de réclamer l'annulation de la procédure, sans que cette annulation soit obligatoire par le fait même de l'expiration du délai imparti.

Une fois la sentence de la Commission rendue, elle ne devient exécutoire et le rachat ne peut avoir lieu que lorsque les crédits nécessaires ont été accordés par une loi spéciale. Le Parlement, comme nous l'avons dit plus haut, mis en possession de la sentence, peut se rendre un compte exact des frais de l'opération et décide à ce moment s'il convient d'effectuer le rachat. Comme pour la reddition de la sentence, un délai est assigné pour le vote de la loi. Ce même souci des intérêts légitimes du concessionnaire a inspiré cette disposition, de manière à éviter à celui-ci le préjudice grave que lui causerait un ajournement prolongé de la décision du Parlement.

Enfin, le projet de loi stipule que les mines rachetées pourront être, soit exploitées directement en régie par l'État, soit vendues ou affermées à des amodiataires. Toute latitude est ainsi laissée à l'Administration pour tirer de ces mines le parti qui paraîtrait le plus avantageux au point de vue de l'intérêt général.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

ARTICLE PREMIER.

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes et par le Ministre des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ART. 2.

Sont rachetées, en même temps que la concession, tous les immeubles et meubles servant à l'exploitation tant de la mine que de ses dépendances légales, et l'État se substitue de plein droit au concessionnaire pour tous les baux contractés en vue de l'exploitation.

ART. 3.

En cas de rachat, le concessionnaire peut requérir la reprise par l'État de toutes les industries annexes de la mine, telles que fours à coke, usines à briquettes, ainsi que de toute usine qui, dans les deux années précédant celle de l'ouverture de la procédure de rachat, aura consommé ou transformé la moitié au moins des produits de l'extraction.

ART. 4.

La procédure de rachat ne peut être engagée pour chaque concession qu'en vertu d'un décret spécial délibéré en Conseil d'État.

ART. 5.

Ampliation du décret est adressée au Préfet qui le notifie au concessionnaire ainsi qu'au service des mines, et en assure l'affichage et la publication pendant la durée d'un mois aux chefs-lieux du département et de l'arrondissement où la mine est située, dans la commune où le concessionnaire est domicilié et dans toutes les communes sur le territoire desquelles s'étend la mine.

Le décret est, en outre, inséré deux fois, à quinze jours d'intervalle, au *Journal officiel* et dans l'un des journaux de chaque arrondissement où la mine est située.

ART. 6.

Aussitôt après la notification du décret, il est procédé par le service des mines, en présence du concessionnaire ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif de la mine et de ses dépendances légales. Le concessionnaire est tenu de mettre à la disposition de l'Administration les titres qui le constituent propriétaire ou locataire.

ART. 7.

Avant la clôture de l'inventaire, le concessionnaire doit, à peine de forclusion, notifier au Préfet les industries ou usines annexes dont il entend requérir le rachat en vertu de l'article 3 de la présente loi.

L'inventaire descriptif de ces industries ou usines est dressé, sans délai, dans les mêmes formes que celui de la mine.

L'ouverture de la procédure de rachat concernant lesdites industries ou usines est portée à la connaissance du public dans les conditions indiquées à l'article 5.

ART. 8.

Le concessionnaire est tenu, au cours de l'inventaire, d'appeler et de faire connaître au service des mines les amodiataires, locataires, ainsi que ceux qui, à sa connaissance, bénéficient de servitudes ou de contrats de fournitures; sinon, il restera seul chargé envers eux des indemnités qu'ils pourront réclamer.

Les autres intéressés sont tenus de faire valoir leurs droits et de se faire connaître au Préfet, à peine de forclusion, dans le délai d'un mois à dater de la publication du décret ordonnant l'ouverture de la procédure de rachat, en ce qui concerne la mine et ses dépendances légales ou de l'avis annonçant l'ouverture de la procédure de rachat, en ce qui concerne les industries ou usines annexes.

ART. 9.

Après la clôture de l'inventaire, le dossier est transmis au Ministre des Travaux publics, qui provoque la réunion d'une commission arbitrale spéciale chargée de déterminer les objets qui seront compris dans

le rachat et de fixer l'indemnité due au concessionnaire et celles revenant aux autres intéressés.

Cette commission est composée de cinq membres nommés :

Deux par le concessionnaire ;

Un par le Conseil d'État, parmi les membres du Conseil ;

Un par la Cour des comptes, parmi les membres de la Cour ;

Un par le Conseil général des mines, parmi les membres du Conseil.

La Commission élit son président et son secrétaire ; elle siège au Ministère des travaux publics.

ART. 10.

Si, dans le délai d'un mois à dater de la notification à lui faite en exécution de l'article 5, le concessionnaire n'a pas fait connaître au Ministre des Travaux publics les arbitres dont le choix lui est réservé, le vice-président du Conseil d'État y pourvoit d'office, à la requête du Ministère des Travaux publics,

ART. 11.

Les arbitres statuent à la majorité.

Si leur sentence n'est pas rendue dans le délai de dix mois à dater de la notification de l'ouverture de la procédure de rachat au concessionnaire, et si celui-ci en adresse la requête par acte extrajudiciaire au Ministre des Travaux publics, la procédure de rachat est annulée et ne peut plus être reprise qu'en vertu d'un décret nouveau et après un délai de trois ans.

ART. 12.

La sentence arbitrale est notifiée aux intéressés par les soins du Ministre des Travaux publics.

Elle peut être déférée dans le délai de deux mois au Conseil d'État, au contentieux, pour violation de la loi.

En cas d'annulation de la sentence, il est procédé à la détermination des indemnités par cinq nouveaux arbitres désignés et opérant ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ART. 13.

Les frais et honoraires des arbitres sont à la charge de l'État.

Ils sont fixés par la Commission arbitrale, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

ART. 14.

La sentence de la Commission arbitrale ne devient exécutoire et le rachat n'est définitif qu'après l'ouverture des crédits nécessaires à l'opération en vertu d'une loi spéciale.

Si, dans le délai de huit mois, à dater de la sentence arbitrale, les crédits

n'ont pas été votés, la procédure se trouve annulée et ne peut être reprise que dans les conditions indiquées à l'article 14.

En cas de pourvoi formé par la concessionnaire contre la sentence arbitrale, ce délai ne court qu'à dater de la sentence définitive.

ART. 15.

Le concessionnaire reste en possession de la mine jusqu'au paiement, entre les mains des ayants droit ou jusqu'à la consignation de toutes les indemnités fixées par la commission arbitrale.

Il ne peut ni affermer, ni aliéner aucune dépendance immobilière de la mine, ni consentir sur elle aucun droit réel à partir de la notification qui lui aura été faite du décret portant ouverture de la procédure de rachat.

ART. 16.

Les approvisionnements et les marchandises fabriquées ou en cours de fabrication existant au jour de la prise de possession sont repris par l'État et remboursés à dire d'experts.

ART. 17.

Les suites du rachat, quant aux privilèges, hypothèques et autres droits réels, sont réglés conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1844 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 18.

Les mines et usines rachetées sont, soit exploitées directement en régie, soit affermées ou vendues au mieux de l'intérêt général par les soins du Ministre des Travaux publics et avec le concours de l'administration des Domaines, dans les conditions qui seront déterminées par des décrets rendus dans la forme de règlements d'administration publique, contresignés par les Ministres des Travaux publics et des Finances.

Tous les impôts mis par la loi à la charge des concessionnaires de mines incomberont à l'exploitant amodiatraire de l'État.

ART. 19.

L'article 7 de la loi du 21 avril 1810 est abrogé en tant qu'il est contraire à la présente loi.

Fait à Paris, le 17 novembre 1908.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Travaux publics,
des postes et des Télégraphes.*

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des Finances,

Signé : J. CAILLAUX

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1910.

Ontwerp van wet tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810
en 2 Mei 1837 op de mijnen, graverijen en groeven (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 7 Mei 1907 legde de Minister van Nijverheid en Arbeid in den Senaat het ontwerp over, hetwelk, na in de Kamer behandeld te zijn geweest, bij koninklijk besluit van 11 April 1907 was ingetrokken geworden.

Het ontwerp, bij den Senaat aanhangig gemaakt (n^o 41, 1906-1907) onder het voorbehoud van het recht om amendementen daarop in te dienen, nam den tekst, zooals hij door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd aangenomen, ongewijzigd over. Ten einde de behandeling gemakkelijker te maken, namen de vereenigde commissiën van den Senaat eene nieuwe indeeling van het ontwerp in titels en afdeelingen aan en wijzigden de volgorde, alsmede de nommering der artikelen als volgt :

« Zij waren van meening dat de nommering der artikelen van hoofd-
» stuk I te ingewikkeld was. Waarom zou men afwijken van de schikking
» aangenomen door de wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837?
» Waarom zou men hare eenvoudige en gelijke nommering niet aannemen?
» Is het wel practisch, in een wet artikelen op te nemen als deze: « *Artikel 1*,
» *n^o II, 28bis of ter* », en andere soortgelijke? »

De wet van 21 April 1810 behelst tien titels en een reeks artikelen, genummerd van 1 tot 96. In eenige dier titels komen verschillende afdeelingen voor.

Daarop steunde men om de wet van 2 Mei 1837 ook in vier titels en in

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n^o 113 (zittingsjaar 1907-1908).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Cooreman, *voorzitter*, Buisset, Cartuyvels, Dallemagne, Denis, Hubert, Polet, Verhaegen en Versteylen.

negentien artikelen in te deelen, genommerd zooals in de wet van 1810 en in meestal onze wetten.

De indeeling in titels en afdeelingen, aangenomen voor deze twee aan herziening onderworpen wetten, blijkt ook heden noodzakelijk.

Het ontwerp werd bijgevolg ingedeeld in vijf titels met onderverdeeling in afdeelingen, zooals werd gedaan voor de wet van 1810.

MIJNWET.

Titel I. — Bepalingen tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837.

Afdeeling I. Van het bekomen van vergunningen, art. 1 tot 12.

— II. Van de uitvoering van sommige ondergrondse werken buiten de vergunde terreinen, art. 13.

— III. Van het uitoefenen van het toezicht op de mijnen, art. 14.

— IV. Van de aansprakelijkheid voor schade voortspruitende uit de ontginning, art. 15 en 16.

— V. Van den afstand en de overdracht der vergunningen, art. 17 tot 25.

— VI. Van de vervallenverklaring, art. 26 tot 32.

Titel II. — Van de verplichtingen der vergunninghouders wat betreft hun arbeiderspersoneel, art. 33 tot 38.

Titel III. — Strafbepalingen, art. 39 tot 42.

Titel IV. — Overgangsbepalingen, art. 43 en 44.

Titel V. — Bijkomende bepalingen, art. 45 en 46.

Het ontwerp werd door den Senaat aangenomen den 13ⁿ Februari 1908.

De Kamer besliste, met het onderzoek van het ontwerp te belasten de Commissie, die vroeger het eerste ontwerp onderzocht, dat bij de Kamer aanhangig werd gemaakt den 7ⁿ Februari 1908.

Om de behandeling gemakkelijker te maken namen de leden van de Commissie de indeeling aan, zooals zij door den Senaat werd bepaald.

Na dit beknopt overzicht deelen wij den tekst van het ontwerp mee, zooals het door den Senaat werd ingedeeld en onderverdeeld; daarnaast zijn vermeld de wijzigingen gebracht in de artikelen :



MIJNWET

TITEL I.

Bepalingen tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810
en 2 Mei 1837.

(Zie Hoofds. I van het Ontwerp van 7 Mei 1907 : *Wijzigingen in de wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837, blz. 2, Stuk. Senaat n° 41, 1906-1907.*)

AFDEELING I. — Van het bekomen van vergunningen.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

ARTIKEL 1.

(Zie art. 1, II, 22 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 2, Stuk. Senaat n° 41.)

Aanvraag om vergunning wordt gedaan bij eenvoudig verzoekschrift gericht tot de Bestendige Afvaardiging van de provincie waarin het mijnveld is gelegen. Indien de aanvrager een vreemdeling is, moet hij eene woonplaats kiezen binnen het Rijk.

Een regelmatig plan van den bovengrond, met aanduiding van de omgrenzing der gevraagde uitgestrektheid op eene schaal van 1/10000^e, wordt in vierdubbel bij de aanvraag gevoegd.

Op dat plan worden de naburige vergunde mijnvelden aangewezen.

Mocht het mijnveld, met het oog waarop vergunning is aangevraagd, zich uitstrekken over verschillende provinciën, dan zal de aanvraag worden gericht tot de Bestendige

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp

ARTIKEL 1.

(Zooals art 1 van het eerste ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

Afvaardiging van de provincie waarin het zijne grootste uitgestrektheid heeft. Van de aanvraag en van het bijgaande plan wordt een afschrift overgelegd ter griffie van het provinciaal bestuur van elke der overige provinciën.

De plannen dienen gekeurd door den mijningenieur, en de Bestendige Afvaardigingen zijn, elk voor zich, gehouden de haar bestemde afschriften voor echt te verklaren.

ART. 2.

(Zie art. 1, II, 23 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 3, Stuk n^o 41.)

Door de zorg van den provincialen griffier wordt de aanvraag onder hare dagteekening overgeschreven in een bijzonder boek en voor echt verklaarde uittreksels van deze overgeschreven aanvragen worden aan de verzoekers afgegeven.

De boeken mogen worden ingezien door al degenen die zulks aanvragen.

ART. 3.

(Zie art. 1, II, 24 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 3, Stuk n^o 41.)

Binnen dertig dagen te rekenen van de overschrijving, beveelt, zoo er grond voor is, de Bestendige Afvaardiging die de aanvraag heeft ontvangen, op verslag van den mijningenieur, het bekendmaken, bij aanplakking en bij opneming in de nieuwsbladen, van de aanvraag om vergunning. Van hare beschikking wordt den aanvragers onmiddellijk kennis gegeven

ART. 2.

(Zooals art. 2 van het eerste ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

De belanghebbenden, alsook de Gouverneur, mogen gedurende dertig dagen, te rekenen van den dag der kennisgeving, in beroep komen van de beschikking der Bestendige Alvaardiging. Over dat beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die vooraf den Mijnsraad hoort.

ART. 4.

(Zie art. 1, II, 25 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 4, Stuk n^o 41.)

De gemeentebesturen zorgen, op kosten van de aanvragers, voor het aanplakken en voor het opnemen in de nieuwsbladen. De plaatschriften worden en blijven aangeplakt gedurende dertig dagen in de hoofdplaatsen der provinciën, in die der bestuurlijke arrondissementen waarin het mijnveld is gelegen, in de werkelijke of gekozen woonplaats van den aanvrager en in al de gemeenten over welker grondgebied het mijnveld zich mocht uitstrekken.

Zij worden, zoolang de aanplaking duurt, in het *Staatsblad* en, zoo er bestaan, in ten minste één nieuwsblad van elke der bovenbedoelde gemeenten, tweemaal, met een tusschentijd van vijftien dagen, opgenomen.

ART. 5.

(Zie art. 1, II, 26 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 4, Stuk n^o 41.)

De vereischten, bepaald in de eerste vier alinea's van artikel 1, zijn voorgeschreven op straffe van

ART. 4 (gewijzigd).

. zestig dagen

. dertig dagen. . . .

ART. 5.

(Zooals art. 5 van het eerste ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

nietigheid der aanvraag ; die van het laatste lid van artikel 1 en van de artikelen 2, 3 en 4 op straffe van nietigheid van het onderzoek.

Het voldoen aan de vereischten omtrent het aanplakken en omtrent het opnemen in de nieuwsbladen wordt, binnen acht dagen, bij de Bestendige Afvaardiging bevestigd door de Colleges van Burgemeester en Schepenen, met overlegging van de nieuwsbladen, zoo er grond voor is.

ART. 6.

(Zie art. 1, II, 27 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 4, Stuk n^r 41.)

Aanvragen van mededingers en verzetschriften daartegen worden ontvangen door de Bestendige Afvaardiging, op welker beschikking werd overgegaan tot opneming in de nieuwsbladen en aanplakking, tot op den dertigsten dag te rekenen van dien der aanplakking.

Zij worden buitengerechtelijk beteekend aan den Gouverneur der provincie en, door de zorg van den provincialen griffier, overgeschreven in het bij artikel 2 bedoeld boek.

Op verzoek van hunne inzenders worden zij bij exploit aan de belanghebbende partijen beteekend.

De aanvragen van mededingers moeten alleen dan worden opgenomen in de nieuwsbladen en aangeplakt, zooals hierboven is bepaald, wanneer zij mijnvelden begrijpen, gelegen buiten het gebied der eerste aanvraag, derwijze nochtans dat dit vereischte geen reden is om het onderzoek van deze aanvraag op te schorsen.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 6 (gewijzigd).

Aanvragen van mededingers en verzetschriften daartegen worden door de Bestendige Afvaardiging, op welker beschikking wordt overgegaan tot opneming in de nieuwsbladen en aanplakking, ontvangen tot na verloop van een termijn van zestig dagen te rekenen van den datum der aanplakking.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

ART. 7.

(Zie art. 1, II, 28 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 5, Stuk n^o 41.)

Na verloop van het tijdsbestek voor de aanplakking en de opneming in de nieuwsbladen, en op bewijs dat voldaan is aan de vereischten, bepaald bij de voorgaande artikelen, brengt de met het onderzoek belaste Bestendige Afvaardiging, op verslag van den mijningenieur, en na inlichtingen te hebben ingewonnen omtrent de rechten en middelen der aanvragers, haar advies uit ten laatste binnen zestig dagen.

De Bestendige Afvaardiging van elke der andere provinciën over welke de mijn zich uitstrekt, brengt, op verslag van den mijningenieur, haar advies uit binnen zestig dagen.

Deze adviezen worden met al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 8.

(Zie art. 1, II, 28bis van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 5, Stuk n^o 41.)

Over de aanvraag om vergunning wordt bepaald beslist bij koninklijk besluit genomen overeenkomstig artikel 7 der wet van 2 Mei 1837.

Nadat de Bestendige Afvaardiging haar advies heeft uitgebracht, en tot op den dag van het vergunningsbesluit, mag elk verzet nog worden gericht tot den Minister van Nijverheid en Arbeid, die het zal aanhan-

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 7 (gewijzigd).

De woorden : « en de opneming in de nieuwsbladen » worden wegge-
laten.

ART. 8 (gewijzigd).

. . koninklijk besluit genomen na
den Mynraad gehoord te hebben.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

gig maken bij den Mijraad; heeft de Mijraad evenwel zijn advies reeds uitgebracht, dan kan een verzet hem nog enkel bereiken bij koninklijk besluit.

In allen gevalle wordt het verzet, op aanzoek van den tegenstander, bij exploit beteekend aan de belanghebbende partijen.

Indien het verzet steunt op den mijneigendom, door vergunning of anderszins verkregen, worden partijen verwezen naar de gerechtshoven en rechtbanken. Deze verwijzing wordt bevolen bij koninklijk besluit, den Mijraad gehoord.

ART. 9.

(Zie art. 1, II, 28^{ter} van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 6, Stuk n^r 41.)

De aanvragen om vergunning, uit naam van den Staat gedaan, zijn niet onderworpen aan artikel 14 der wet van 21 April 1810 en evenmin aan de verplichting het bestaan van een ontginbaar kolenveld te bewijzen. Zij worden van rechtswege toegestaan, behoudens de vergoedingen voorzien bij de artikelen 6 en

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

. Deze verwijzing wordt bevolen bij koninklijk besluit, den Mijraad gehoord.

ART. 9 (nieuw).

Ingeval de voorschriften van de voorgaande artikelen niet werden nageleefd, kan de nietigheid der vergunning door de rechtbanken worden uitgesproken.

De rechtsvordering tot nietigverklaring verjaart door verloop van een termijn van vijf jaren te rekenen van de afkondiging der akte van concessie in het Staatsblad.

ART. 13. (Art. 9 van het ontwerp, gewijzigd als volgt) :

De Staat, wanneer hij aanvrager is om vergunning, is niet verplicht te bewijzen dat een ontginbaar kolenveld aanwezig is, noch dat hij de noodige middelen bezit om de werken te ondernemen en te leiden, alsook om de rechten en vergoedingen te betalen welke door de vergunningsakte worden opgelegd.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907:

42 der wet van 21 April 1810, artikel 9 der wet van 2 Mei 1837 en artikel 11, § 4, der wet van 2 Mei 1837.

De Mijpraad neemt daarvan kennis, doch alleen wat betreft het toezicht over de formaliteiten en de bepaling der bijzondere belangen, die behooren te worden aangezuiverd door de akte waarbij vergunning wordt verleend aan den Staat.

ART. 10.

(Zie art. 1, III, van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 6, Stuk n^o 41.)

De uitgestrektheid van het in concessie gegeven mijnveld wordt bepaald door de akte van vergunning. Zij wordt begrensd door loodrechte plannen, loopende door punten op den bovengrond aan te duiden, naar een stelsel aangenomen door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Deze plannen worden getrokken van den bovengrond naar den ondergrond tot op eene onbepaalde diepte.

Bij uitzondering, wanneer de omstandigheden het mochten eischen, mag het in concessie gegeven mijnveld op bepaalde diepten uitscheiden en de begrenzing anders worden aangegeven dan door loodrechte plannen.

ART. 11.

(Zie art. 31 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 19, Stuk n^o 41.)

De Staat behoudt zich de mijnen voor, die zijn gelegen onder de

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

Zijne aanvragen worden van rechtswege toegestaan, behoudens de vergoedingen, *bij voorkomend geval verschuldigd aan de ontdekkers alsmede aan de eigenaars van den bovengrond.*

De Mijpraad neemt daarvan kennis, doch alleen wat betreft het toezicht over de formaliteiten en de bepaling der bijzondere belangen, die behooren te worden aangezuiverd door de akte, waarbij vergunning wordt verleend aan den Staat.

De uitgestrektheid van het in concessie gegeven mijnveld wordt *vastgesteld* in de akte van vergunning

ART. 13 (vervangende artikel 11 van het Ontwerp).

De mijnen, die zijn gelegen onder de gronden in het licht rood getint

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

gronden in het licht rood getint op de bij deze wet gevoegde kaart, onverminderd de vergoedingen voorzien bij de artikelen 6 en 42 der wet van 21 April 1810 en 9 der wet van 2 Mei 1837 alsmede bij artikel 11, § 4, der wet van 2 Mei 1837, en welke, bij voorkomend geval, door den Mijnraad worden bepaald. Hij heeft echter het recht de gedeelten daarvan in concessie te geven, welke, om redenen van technischen aard, mochten noodig zijn voor de ontginning van de aangrenzende vergunningen; hij geeft aan de Kamers rekenschap van het gebruik van dat recht.

ART. 12.

(Zie art. 32 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 20, Stuk n^o 41.)

Behalve de bepalingen omtrent de uitvoering der wetten en verordeningen op de politie der mijnen, mogen de bestekken der concessies de verplichtingen vaststellen die de concessiehouders moeten in acht nemen, hetzij om de gezondheid op de werken te verzekeren, hetzij met het oog op hunne aansluiting bij inrichtingen die ten doel hebben, in het algemeen belang, havens of kaden aan te leggen, toe te rusten of te benuttigen, bestemd voor het in- en overladen van de mijnvoortbrengselen.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

op de bij deze wet gevoegde kaart, worden voorbehouden en kunnen slechts krachtens eene wet vergunbaar gemaakt worden.

ART. 11.

(Zooals artikel 12 van het eerste ontwerp)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

AFDEELING II.

VAN DE UITVOERING VAN SOMMIGE ONDERGRONDSCHEN WERKEN BUITEN DE VERGUNDE TERREINEN.

ART. 13.

(*Art. 2 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 8, Stuk n^o 41.*)

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 :

« De ondergrondse werken, buiten het vergund mijnveld uit te voeren met het oog op de luchtstrooming, den waterafvoer of het vervoer van de mijnvoortbrengselen, kunnen eveneens van algemeen nut worden verklaard, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. »

AFDEELING III.

VAN HET UITOEFENEN VAN HET TOEZICHT OP DE MIJNEN.

ART. 14.

(*Art. 1, VII, van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 7, Stuk n^o 41.*)

Wat de mijn en hare bovengrondse aanhoorigheden aangaat, voorzien koninklijke besluiten in de maatregelen te nemen hetzij bij wijze van voorkoming, hetzij ingeval van dreigend gevaar, zoowel om de openbare veiligheid, gezondheid en geriefelijkheid te waarborgen als met het oog op de gaafheid der mijn, de stevigheid der werken, de veiligheid en de gezondheid der arbeiders en

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

AFDEELING II.

VAN DE UITVOERING VAN SOMMIGE ONDERGRONDSCHEN WERKEN BUITEN DE VERGUNDE TERREINEN.

ART. 13.

(Zooals artikel 13 van het eerste ontwerp)

AFDEELING III.

VAN HET UITOEFENEN VAN HET TOEZICHT OP DE MIJNEN.

ART. 13.

(Vroeger artikel 14, gewijzigd als volgt :)

Wat betreft de mijnen, de grave-rijen en de onderaardsche groeven alsmede hare bovengrondse aanhoorigheden, voorzien koninklijke besluiten in de maatregelen te nemen hetzij bij wijze van voorkoming, hetzij ingeval van dreigend gevaar, zoowel om de openbare veiligheid, gezondheid en geriefelijkheid te waarborgen als met het oog op de gaafheid der mijn, de stevigheid der

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

het behoud der bovengrondsche eigendommen.

Deze besluiten omschrijven de bevoegdheid der overheden, belast met de maatregelen van uitvoering en, inzonderheid, zoo daartoe aanleiding bestaat, de schorsing van het bedrijf, het verbod voorloopig te ontginnen, zelfs voor een onbepaalden tijd, en het ambtshalve uitvoeren van de noodige werken.

De werken, met inbegrip van die uit te voeren voor de veiligheid der voormalige mijnschachten, binnen de omgrenzing van het vergund mijnveld aanwezig, komen ten laste van den tegenwoordigen vergunninghouder, zelfs indien die werken ambtshalve moeten worden uitgevoerd krachtens de verordeningen voorzien bij dit artikel.

AFDEELING IV.

VAN DE AANSPRAKELIJKHEID VOOR
SCHADE VOORTSPRUITENDE UIT DE
ONTGINNING.

(Zie hoofdst. II van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 8, Stuk n^o 41.)

ART. 15.

(Art. 3 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 8, Stuk n^o 41.)

De vergunninghouder van eene mijn is van rechtswege verplicht te

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

werken, de veiligheid en de gezondheid der arbeiders en het behoud der eigendommen *en bruikbare wateren* van den bovengrond.

Zij omschrijven de bevoegdheid der overheden, belast met de maatregelen van uitvoering en, inzonderheid, zoo daartoe aanleiding bestaat, de schorsing van het bedrijf, het verbod voorloopig te ontginnen, zelfs voor een onbepaalden tijd, en het ambtshalve uitvoeren van de noodige werken.

Zij bepalen het verhaalen de waarborgen waarop de belanghebbenden recht hebben.

Deze besluiten worden genomen, na den Mijnsraad te hebben gehoord.

De werken, met inbegrip van die uit te voeren voor de veiligheid der voormalige mijnschachten, binnen de omgrenzing van het vergund mijnveld aanwezig, komen ten laste van den tegenwoordigen *ontginner*, zelfs indien deze werken ambtshalve moeten worden uitgevoerd krachtens de verordeningen voorzien bij dit artikel.

AFDEELING IV.

VAN DE AANSPRAKELIJKHEID VOOR
SCHADE VOORTSPRUITENDE UIT DE
ONTGINNING.

ART. 16.

(Art. 15 van het ontwerp, gewijzigd als volgt :)

De vergunninghouder van eene mijn is van rechtswege verplicht te

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

vergoeden elke schade veroorzaakt door uitvoering van de werken in de mijn.

Indien het te vreezen is, dat de middelen van den vergunninghouder niet toereikend mochten zijn om de geldelijke gevolgen van zijne mogelijke aansprakelijkheid te bestrijden, kan hij worden gehouden zekerheid te stellen tot het betalen van elke vergoeding.

De rechtbanken oordeelen over de noodzakelijkheid van dezen waarborg en bepalen daarvan den aard en het bedrag.

Echter wordt de waarborg enkel toegestaan voor zooveel de ondergrondse werken van aard zijn, na korten tijd, eene bepaalde schade te veroorzaken.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elken persoon, die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom zijn de gewezen en de nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade voortspruitende uit werken, reeds uitgevoerd op het oogenblik der overdracht.

ART. 16.

(*Art. 4 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 9, Stuk n^o 41.*)

Over rechtsvorderingen tot vergoeding van de veroorzaakte schade, minder dan 2,500 frank bedragende, wordt als in kortgeding beslist.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

vergoeden elke schade veroorzaakt door uitvoering van de werken in de mijn.

Hij kan worden gehouden zekerheid te stellen tot het betalen van elke vergoeding, *indien zijne ondergrondse werken van aard zijn om, binnen een kort tijdsverloop, eene bepaalde schade te veroorzaken*, en indien het te vreezen is dat zijne middelen niet toereikend mochten zijn om de gevolgen van zijne mogelijke aansprakelijkheid te bestrijden.

De rechtbanken oordeelen over de noodzakelijkheid van dezen waarborg en bepalen daarvan den aard en het bedrag.

Dezelfde voorschriften zijn van toepassing op elken persoon die opsporingswerken verricht.

Bij overdracht van eigendom, zijn de gewezen en de nieuwe eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de schade voortspruitende uit werken, reeds uitgevoerd op het oogenblik der overdracht.

ART. 17.

(*Art. 16 van het ontwerp, gewijzigd als volgt :*)

De vrederechters nemen kennis van de gedingen tot vergoeding der veroorzaakte schade, wanneer de vergunninghouders het eens zijn over het beginsel en over het onderling verdeelen van hunne aansprakelijkheid, in hoogsten aanleg tot het bedrag van 1,000 frank, en in eersten aanleg tot het bedrag van 2,500 frank.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Moet er tot een onderzoek door deskundigen worden overgegaan, dan staat het de rechtbank vrij één deskundige aan te wijzen.

Elke beslissing, waarbij een onderzoek door deskundigen wordt bevolen, bepaalt het tijdsbestek waarbinnen het verslag moet worden overgelegd.

AFDEELING V.

VAN AFSTAND EN VAN OVERDRACHT DER VERGUNNINGEN.

(Zie hoofds. III van het Ontwerp, blz. 10, Stuk. Senaat, n^r 41).

ART. 17.

(Zie art. 5 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 10, Stuk n^r 41.)

Elke concessiehouder van mijnen kan, met machtiging van den Koning, van het hem vergund mijnveld afstand doen, indien werd bevonden dat er geen ontginbare afzetting van de stof, welke het voorwerp der vergunning uitmaakte, voorhanden is of indien de vergunde afzetting opgehouden heeft met voordeel ontginbaar te zijn.

In het eerste geval kan de afstanddoening slechts een gedeelte der vergunning betreffen.

ART. 18.

(Zie art. 6 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 10, Stuk n^r 41.)

Aanvraag om afstanddoening wordt

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

Gaat de eisch 2,500 frank niet te boven, dan doen de burgerlijke rechtbanken uitspraak zooals in summierere zaken.

Moet er tot een onderzoek door deskundigen worden overgegaan, dan kan de rechter slechts één deskundige aanwijzen; in zijne beslissing bepaalt hij binnen welken termijn het verslag moet worden overgelegd.

AFDEELING V.

VAN AFSTAND EN VAN OVERDRACHT DER VERGUNNINGEN.

ART. 18.

(Zooals art 17 van het ontwerp.)

ART. 19,

(Art. 18 van het gewijzigd ontwerp.

Aanvraag om afstanddoening

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

ingediend en onderzocht volgens de wettelijke voorschriften omtrent aanvragen om vergunning.

ART. 19.

(Zie art. 7 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 10, Stuk n^o 41.)

Overde ontvankelijkheid van elke aanvraag om afstanddoening wordt bij koninklijk besluit uitspraak gedaan.

Afstanddoening wordt slechts op gunstig advies van den Mynraad ingewilligd.

Een koninklijk besluit regelt daarvan de voorwaarden. Bij voorkomend geval, bepaalt het de tijdsbestekken binnen welke de aanvrager :

1^o De voorgeschreven veiligheidswerken, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verordeningen, moet uitvoeren ;

2^o De handlichting moet bekomen van elke verpanding van de mijn, vóór het overschrijven van de aanvraag om afstanddoening in het bij artikel 2 voorziene boek.

Die tijdsbestekken mogen, in buitengewone gevallen, op aanvraag van den vergunninghouder worden verlengd bij koninklijk besluit, den Mynraad gehoord.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

wordt ingediend en onderzocht volgens de regelen voorgeschreven door de wet omtrent aanvragen om vergunning.

Derde belanghebbenden kunnen in verzet komen tegen de aanvraag, mits artikel 6 wordt nageleefd.

De aanvraag wordt door den eischer en op zijne kosten beteekend aan de schuldeischers die eene niet vervallen inschrijving op de mijn bezitten. Het bewijs van deze beteekening moet bij het verzoekschrift gevoegd worden.

ART. 20.

(Art. 19 van het gewijzigd ontwerp.)

Over elke aanvraag om afstanddoening wordt bij koninklijk besluit uitspraak gedaan.

Afstanddoening wordt slechts op gunstig advies van den Mynraad ingewilligd.

Een koninklijk besluit regelt daarvan de voorwaarden en, bij voorkomend geval, bepaalt de tijdsbestekken binnen welke de aanvrager :

1^o Moet uitvoeren de voorgeschreven veiligheidswerken, overeenkomstig de van kracht zijnde wetten en verordeningen ;

2^o Moet bekomen de handlichting van elke verpanding van de mijn.

Deze tijdsbestekken mogen, in buitengewone gevallen, op aanvraag van den vergunninghouder worden verlengd bij koninklijk besluit, den Mynraad gehoord.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

ART. 20.

(Zie art. 8 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 11, Stuk n^o 41.)

Na verloop van de bij het vorig artikel voorziene tijdsbestekken, doet de aanvrager aan de Bestendige Afvaardiging een bewijsschrift van den hypotheekbewaardergeworden, waarbij wordt bevestigd dat de mijn onbezwaard en vrij van alle inschrijving is, en bericht hij dien raad dat de voorgeschrevene werken zijn uitgevoerd.

De Bestendige Afvaardiging, den mijningenieur gehoord, bevestigt, binnen zestig dagen na de ontvangst van het getuigschrift bij het vorig artikel voorzien, dat de aan den aanvrager opgelegde voorwaarden vervuld zijn.

De beschikking van de Bestendige Afvaardiging wordt door de zorg van den Gouverneur ter kennis gebracht van den aanvrager en van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 21.

(Zie art. 9 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 11, Stuk n^o 41.)

De belanghebbenden alsook de

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 21.

(Artikel 20 van het ontwerp.)

Na verloop van de bij het vorig artikel voorziene tijdsbestekken, doet de aanvrager aan de Bestendige Afvaardiging geworden een bewijsschrift van den hypotheekbewaarder, waarbij wordt bevestigd dat de mijn onbezwaard en vrij van alle inschrijving is, en meldt hij aan dat college dat de voorgeschrevene werken zijn uitgevoerd.

De Bestendige Afvaardiging, den mijningenieur gehoord, doet, binnen zestig dagen na de ontvangst van het hierboven voorzien bewijsschrift, uitspraak over de vervulling van de voorwaarden die den aanvrager zijn opgelegd.

Het besluit van de Bestendige Afvaardiging wordt door de zorg van den Gouverneur, bij aangeteekenden brief ter kennis gebracht van den aanvrager, van de derde personen die in verzet komen en van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

De hypotheccaire of bevoorrechte schuldeischers, die het recht niet hebben verloren eene inschrijving op de mijn te nemen of deze inschrijving te vernieuwen, kunnen van dit recht gebruik maken tot aan bedoeld besluit of, ingeval zij in beroep komen, zoolang de termijn van dertig dagen, bij artikel 22 bepaald, niet is verstreken.

ART. 22.

(Zooals artikel 21 van het ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Gouverneur mogen in beroep komen van de beschikkingen, krachtens het vorig artikel genomen door de Bestendige Afvaardigingen.

Dit beroep moet worden ingediend bij de griffie van het provinciaal bestuur binnen dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving.

Over dit beroep wordt beslist door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die vooraf het advies van den Mynraad inwint.

ART. 22.

(Zie art. 10 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 11, Stuk n^o 41.)

Een door het *Staatsblad* afgekondigd bericht maakt bekend of aan de vereischen van het koninklijk besluit al of niet is voldaan.

Bij voorkomend geval, wordt de afstanddoening eerst van kracht te rekenen van den dag dezer bekendmaking.

ART. 25.

(Zie art. 11 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 12, Stuk n^o 41.)

Afstand heeft voor uitslag den mineigenaar te ontheffen van om 't even welke lasten en aansprakelijkheid voortspuitende uit de vergunning.

ART. 24.

(Zie art. 12 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 12, Stuk n^o 41.)

De ontbonden mijnmaatschappijen mogen hare vereffening niet

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 23.

(Zooals artikel 22 van het ontwerp.)

ART. 24.

(Artikel 23 van het gewijzigd ontwerp.)

Afstand heeft ten gevolge den mineigenaar voor de toekomst te ontheffen van de verschillende lasten voortspuitende uit de vergunning.

Hij blijft niettemin aansprakelijk tegenover de belanghebbenden voor de schade veroorzaakt door zijne ontginningswerken.

ART. 25.

(Zooals artikel 24 van het ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

afsluiten alvorens het haar vergund mijnveld te hebben overgedragen of, bij voorkomend geval, het te hebben afgestaan overeenkomstig de voorschriften van deze wet.

ART. 25.

(Zie art. 13 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 12, Stuk n^o 41.)

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, mogen de mijnen, welke het voorwerp van nieuwe vergunningen uitmaken, op geenerlei wijze, geheel of gedeeltelijk, worden verkocht of overgedragen, behalve in geval van inbeslagname van onroerend goed, verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder voorafgaande machtiging van de Regeering, gevraagd en verleend op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent opneming in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 3 en 4 der wet van 21 April 1810 bepaald.

Het bevel, dat aan de inbeslagname van onroerend goed voorafgaat, moet, binnen acht dagen na

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp

ART. 26.

(Artikel 25 van het gewijzigd ontwerp.)

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, mogen de mijnen, op geenerlei wijze, geheel of gedeeltelijk, worden verkocht of overgedragen; verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder machtiging van de Regeering, gevraagd en verkregen op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent opneming in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 3 en 4 van deze wet bepaald.

Deze machtiging moet voorafgaan, behalve ingeval van openbare, vrijwillige of gedwongene toewijzing van de mijn.

De koopers, in dit geval, alsook degenen aan wie eene mijn wordt vermaakt, zijn gehouden zich, binnen zes maanden na den datum der toewijzing of na het overlijden van den erflater, te voorzien van eene goedkeuring der Regeering, aangevraagd en verkregen volgens de hierboven bepaalde voorschriften.

Nietig is elke akte die niet is toegelaten overeenkomstig de voorafgaande bepalingen.

Het bevel, dat aan de inbeslagname van onroerend goed voorafgaat, alsook het proces-verbaal van

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

zijne beteekening, den heer Minister van Nijverheid en Arbeid worden aangezegd; de inbeslagneming kan alleen geschieden ten gevolge van een vonnis waarin de Staat moet worden betrokken en als partij optreedt.

AFDEELING VI.

VAN DE VERVALLENVERKLARING.

(Zie hoofdst. IV van het Ontwerp van 7 Mei 1907. — Bepalingen van toepassing op de nieuwe vergunningen. — Van afstand en van vervallenverklaring, blz. 12, Stuk n^r 41).

ART. 26.

(Zie art. 14 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 13, Stuk n^r 41.)

Elke houder eener nieuwe vergunning is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, de ontginningswerken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden geschorst zonder wettige redenen.

ART. 27.

(Zie art. 15 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 13, Stuk n^r 41.)

De vergunning vervalt, indien de

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

eindelijke toewijzing moeten, binnen acht dagen, den heer Minister van Nijverheid en Arbeid worden aangezegd.

AFDEELING VI.

VAN DE VERVALLENVERKLARING.

ART. 27.

(Art. 26 van het gewijzigd ontwerp.)

Elke vergunninghouder is verplicht, tenzij bij wettige verhindering, zijne werken ten laatste vijf jaren na de bekendmaking der akte van vergunning te beginnen.

Deze termijn neemt, wat betreft de vergunningen die aan deze wet voorafgaan, een aanvang te rekenen van het in werking treden derzelve.

De binnen dit tijdsbestek begonnen werken moeten geleidelijk worden voortgezet tot het werkelijk ontginnen der mijn en mogen niet worden geschorst zonder wettige redenen.

ART. 28.

(Artikelen 27 en 28 van het gewijzigd ontwerp.)

De vergunning vervalt zes maan-

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van het vorig artikel.

Zij vervalt insgelijks, indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze niet werden hervat binnen zes maanden na de aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid, en regelmatig voortgezet gedurende ten minste vijf jaren; evenwel mag de vergunninghouder van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

ART. 28.

(Zie art. 16 en art. 1, n^o VI (§§ 2 en 5), van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 7 en 13, Stuk n^o 41.)

Zij vervalt nog, wanneer, zonder erkende wettige oorzaak en door het toedoen van den vergunninghouder, de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst dat de behoeften van den verbruiker in gevaar zijn gebracht (1).

De concessie vervalt, wanneer de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst dat de openbare veiligheid of de behoeften der verbruikers daardoor kunnen benadeeld worden (2).

Het geding tot vervallenverklaring wordt in rechten vervolgd

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

den na eene aanmaning, behoorlijk aan den vergunninghouder beteekend door den Minister van Nijverheid en Arbeid :

1^o Indien de vergunninghouder in gebreke blijft te voldoen aan de vereischten van het vorig artikel ;

2^o Indien van de begonnen ontginningswerken sinds ten minste vijf jaren werd afgezien en deze, *na de hierboven voorziene aanmaning*, niet werden hervat en regelmatig voortgezet gedurende ten minste vijf jaren.

De vergunninghouder mag evenwel van de overwegende redenen zijner werkeloosheid doen blijken.

3^o *Wanneer*, zonder erkende wettige oorzaak en door het toedoen van den vergunninghouder, de ontginning op zoodanige wijze is beperkt of geschorst, dat de openbare veiligheid is bedreigd of de behoeften der verbruikers in gevaar zijn gebracht.

(1) VERKLARENDE AANMERKING : Dit artikel 16 is, volgens het Ontwerp van 7 Mei 1907, *uitsluitend* van toepassing op de nieuwe vergunningen.

(2) VERKLARENDE AANMERKING : Dit artikel 1, n^o VI, volgens het Ontwerp van 7 Mei 1907, is van toepassing op al de vergunningen, vroegere en nieuwe *zonder onderscheid*.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

zooals is voorzien bij de artikelen 29 tot 32 van deze wet.

ART. 29.

(Zie art. 17 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 14, Stuk n^o 41.)

De rechtsvordering tot vervallenverklaring wordt voor de rechtbanken gebracht ten verzoeken van het Openbaar Ministerie; doch dit mag slechts handelen op aanvraag van den Minister van Nijverheid en Arbeid en op overeenkomstig advies van den Mijnsraad.

ART. 30.

(Zie art. 18 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 14, Stuk n^o 41.)

Is de vervallenverklaring uitgesproken door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dan wordt de intrekking bij koninklijk besluit afgekondigd.

De intrekking heeft voor uitslag de zaken op denzelfden voet te brengen alsof de vergunning niet werd verleend. De mijn kan slechts krachtens eene andere vergunningsakte opnieuw worden ontgonnen.

ART. 31.

(Zie art. 19 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 14, Stuk n^o 41.)

De Staat en, bij voorkomend geval, de nieuwe vergunninghouder, hebben het recht de bij artikel 8 der wet van 21 April 1810 bedoelde aanhoorigheden der mijn over te

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 29 (gewijzigd).

De rechtsvordering tot vervallenverklaring wordt voor de *burgerlijke* rechtbanken gebracht ten verzoeken van het Openbaar Ministerie, hetwelk *handelt* op aanvraag van den Minister van Nijverheid en Arbeid, aanvraag *opgesteld* overeenkomstig het advies van den Mijnsraad.

ART. 30 (gewijzigd).

Is de vervallenverklaring *aangenomen* door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, dan *wordt de vergunning* bij koninklijk besluit *ingetrokken*.

De intrekking *heeft hare uitwerking te rekenen van den dag waarop dit koninklijk besluit verbindend wordt*. Zij brengt de zaken op denzelfden voet alsof de vergunning niet werd verleend. De mijn kan slechts krachtens eene andere vergunningsakte opnieuw worden ontgonnen.

ART. 31 (gewijzigd).

De nieuwe vergunninghouder heeft het recht *zonder vergoeding* over te nemen de *putten, de gangen en, in 't algemeen, al de ondergrondse werken*.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

nemen, mits, volgens de uitspraak van deskundigen, den vergunninghouder, die vervallen is verklaard, vergoeding wordt verleend. De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven werkelijk gedaan voor het aanwerven of het bouwen van voormelde aanhoorigheden.

Voor de benoeming der deskundigen, de bepaling, de bewaarestelling en de betaling der vergoeding, alsook voor de inbezitstelling der overgenomen aanhoorigheden, wordt gehandeld zooals in zake van onteigening ten algemeenen nutte. Aangaande de zakelijke rechten, waarmede de aanhoorigheden mochten bezwaard zijn, brengt de bewaarestelling de gevolgen te weeg welke door de desbetreffende wetten zijn bepaald.

ART. 32.

(Zie art. 20 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 15, Stuk n^o 41.)

Zoolang er geen nieuwe vergunning is, blijft de vervallen verklaarde vergunninghouder persoonlijk aansprakelijk voor het onderhoud der mijn en voor elke schade, die wordt erkend te zijn veroorzaakt door zijne ontginning.

Blijft hij in gebreke de noodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van de instandhouding van de mijn uit te

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

Wat de overige aanhoorigheden der mijn betreft, inzonderheid wat betreft de gronden, de gebouwen, werktuigen, deze kan hij slechts overnemen met last den vervallen vergunninghouder te vergoeden volgens schatting door deskundigen.

De vergoeding mag evenwel niet te boven gaan het bedrag der uitgaven werkelijk gedaan voor het aankopen of bouwen van voormelde aanhoorigheden.

Voor de benoeming der deskundigen, enz. (zooals in het ontwerp).

ART. 32 (Gewijzigd).

De vervallen verklaarde vergunninghouder blijft aansprakelijk voor al de schade die wordt erkend te zijn veroorzaakt door zijne ontginning.

Totdat er eene nieuwe vergunning is verleend, is hij verplicht te voorzien in het onderhoud der mijn.

Blijft hij in gebreke de noodige werken tot het vrijwaren van de openbare veiligheid en van het behoud der mijn uit te voeren, dan

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

voeren, dan heeft de Staat het recht, na een vruchteloos gebleven aanmaning, en zelfs zonder deze formaliteit, in spoedeisende gevallen, ambtshalve daartoe te doen overgaan.

De daarvoor door den Staat gedane kosten en de achterstallige rechten, welke hem alsook aan de eigenaars van den bovengrond zijn verschuldigd, zijn bij voorrecht te verhalen op de aanhoorigheden der mijn of op de door den nieuwen vergunninghouder krachtens het vorig artikel verschuldigde sommen.

TITEL II.

VAN DE VERPLICHTINGEN DER VERGUNNINGHOUDERS WAT BETREFT HUN ARBEIDERSPERSONEEL.

(Zie hoofdstuk V van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 15. Bepalingen betreffende de werklieden.)

ART. 33.

(Zie art. 21 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 51, Stuk n^o 41.)

In afwachting dat hetgeen betrekking heeft op het pensioen der kolenmijnwerkers door eene bijzondere wet wordt geregeld, zijn de vergunninghouders der provinciën Limburg en Antwerpen verplicht hunne arbeiders aan te sluiten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat. Deze aansluiting geschiedt op de volgende wijze :

Het bedrag der stortingen wordt op zoodanige wijze berekend dat, in aanmerking nemende de toelagen

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

heeft, in spoedeisende gevallen, de Staat het recht, na een zonder gevolg gebleven aanmaning, en zelfs zonder deze formaliteit, ambtshalve daartoe te doen overgaan.

De daarvoor door den Staat gedane kosten en de achterstallige rechten welke hem, alsook aan de eigenaars van den bovengrond zijn verschuldigd, zijn bij voorrecht te verhalen op de aanhoorigheden der mijn of op de door den nieuwen vergunninghouder krachtens het vorig artikel verschuldigde sommen.

TITEL II.

Van de verplichtingen der vergunninghouders wat betreft hun arbeiderspersoneel.

ART. 33 (gewijzigd).

In afwachting dat hetgeen betrekking heeft op het pensioen der mijnwerkers door eene bijzondere wet wordt geregeld, zijn de vergunninghouders van de na 7 Februari 1905 vergunde mijnvelden verplicht hunne arbeiders aan te sluiten bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

De wijze, waarop deze aansluiting moet geschieden, wordt bij koninklijk besluit geregeld overeenkomstig de volgende bepalingen :

De jaarlijksche stortingen, die de

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

door de openbare machten verleend, een werkman, die zonder onderbreking in de mijn heeft gewerkt sedert den leeftijd van 21 jaren, op den leeftijd van 55 jaren recht heeft op een pensioen van 360 frank. De vergunninghouder moet voor zijn rekening nemen de helft van de stortingen te doengedurendeden tijd dat de werkman in zijnen dienst is; de andere helft wordt afgetrokken van het loon van den werkman. De stortingen geschieden met afstand van het kapitaal.

ART. 34.

(Zie art. 22 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 16, Stuk n^o 41.)

Te rekenen van het derde jaar volgende op de afkondiging van deze wet, mogen de vrouwen niet worden gebezigd voor de werkzaamheden in de mijn; hetzelfde verbod is toepasselijk op de jongens beneden de 14 jaren.

ART. 35.

(Zie art. 23 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 16, Stuk n^o 41.)

De vergunninghouders moeten stortbaden ter beschikking stellen van de werklieden.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

vergunninghouders verplicht zijn te doen op elk boekje, mogen niet minder bedragen dan dertig frank, waarvan de helft ten laste van den werkman komt en kan worden afgetrokken van het loon.

Het bedrag dezer stortingen wordt evenredig verminderd, wanneer het betreft arbeiders die slechts gedurende een deel van het jaar werkzaam waren.

Het ten laste van de vergunninghouders komende deel wordt gestort met afstand van het kapitaal.

Het deel, dat ten laste van de werklieden komt, kan worden gestort met afstand van het kapitaal of met voorbehoud van het kapitaal; de houders der boekjes hebben het recht aan te duiden hoe de storting van dit deel moet geschieden en te bepalen op welk oogenblik zij in het genot treden van de renten verworven door hunne aansluiting.

ART. 34.

(Zooals art. 34 van het eerste ontwerp.)

ART. 35.

(Zooals art. 35 van het eerste ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Een koninklijk besluit bepaalt hoe de stortbaden moeten worden ingericht ten ontginningszetel van elke in werking gebrachte kolenmijn, alsmede de termijnen verleend tot het in gebruik stellen daarvan.

ART. 36.

(Zie art. 24 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 16, Stuk n^o 41.)

Teneinde te beletten dat er misbruik wordt gemaakt van de lichaamskracht der arbeiders, en bij gebreke van eene bijzondere wet betreffende dit onderwerp, zal een koninklijk besluit, gehoord den Mijnraad, den Hooger en Arbeidsraad en de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid, het dagelijksch getal uren bepalen, gedurende welke de werklieden ondergronds mogen arbeiden aan de werkelijke ontginning van brandstofmijnen in het Noorderbekken.

ART. 37.

(Zie art. 25 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 17, Stuk n^o 41.)

De vergunninghouders moeten in hunne werkplaatsreglementen de arbeidsvoorwaarden vermelden voorzien bij artikel 34 van deze wet.

Zij zijn verplicht de boeken te houden die het beheer der mijnen zal noodig achten voor het toezicht.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 36 (gewijzigd).

Ten einde de gezondheid van de werklieden te vrijwaren en te beletten dat er misbruik wordt gemaakt van hunne lichaamskracht, zal, bij gebreke van eene wet betreffende dit onderwerp, de Regeering na te hebben, gehoord den Mijnraad, de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid, alsmede den Hooger en Gezondheidsraad en den Hooger en Arbeidsraad, door middel van eene algemeene of bijzondere regeling bepalen den dagelijkschen duur van den arbeid in de brandstofmijnen, na 7 Februari 1905 in concessie gegeven.

ART. 37 (gewijzigd).

De vergunninghouders moeten in hunne werkplaatsreglementen de bepalingen vermelden, in dezen titel vervat.

Zij zijn verplicht de boeken te houden die het beheer der mijnen noodig acht voor het toezicht.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

ART. 38.

(Zie art. 26 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 17, Stuk n^r 41.)

De mijningenieurs zijn, buiten hunne gewone bevoegdheden, gelast te waken op de uitvoering van al de bepalingen vervat in dezen titel.

Zij hebben vrijen toegang tot de inrichtingen, onder hun toezicht geplaatst.

Zij mogen eischen dat al de stukken, die men verplicht is te houden, hun worden opengelegd.

De vergunninghouders, hunne gelastigden en werklieden zijn gehouden de noodig geachte inlichtingen te verschaffen.

TITEL III.

Strafbepalingen.

(Zie hoofdst. VI van het Ontwerp van 7 Mei 1907. — Strafbepalingen, blz. 17, Stuk n^r 41.)

ART. 39.

(Zie art. 27 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 17, Stuk n^r 41.)

De vergunninghouders, die de voorschriften overtreden van de artikelen 35 en 37 dezer wet, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De vergunninghouders of hunne aangestelden, die de voorschriften overtreden van artikel 34 dezer wet, worden gestraft :

Met eene boete van 26 tot 100 fr. indien het getal personen, in strijd met de wet gebezigd, tien niet overschrijdt ;

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 38.

(Zooals artikel 38 van het eerste ontwerp.)

TITEL III.

Strafbepalingen.

ART. 39 (gewijzigd).

De vergunninghouders of hunne gelastigden, die de voorschriften van de artikelen 35 en 37 dezer wet overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven tien gaat zonder honderd te overschrijden;

Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

ART. 40.

(Zie art. 28 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 18, Stuk n° 41.)

1° De vergunninghouders of hunne gelastigden, die het krachtens artikel 38 ingestelde toezicht belemmeren, worden gestraft met eene boete van 38 tot 100 frank, onverminderd, zoo er grond voor is, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Ingeval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene uit kracht van deze bepalingen uitgesproken veroordeeling, kunnen de hierboven bepaalde straffen op het dubbel worden gebracht;

2° De vader, moeder of voogd, die hun minderjarig kind of pleegkind doen of laten arbeiden in strijd met de voorschriften van artikel 34, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden, te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht;

3° De openbare rechtsvervolging, voortspruitende uit eene overtreding van bovenstaande bepalingen, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp

ART. 40 (gewijzigd).

(N° 3° van den weggelaten oorspronkelijken tekst wordt overgebracht naar artikel 42.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

De politierechtbanken, zelfs ingeval van herhaling, nemen kennis van de overtredingen van 2^o.

ART. 41.

(Zie art. 29 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 19, Stuk n^o 41.)

Alle andere overtredingen van de wet, alsmede de overtredingen van de verordeningen of van de wettig in de akten van vergunning en in de bestekken opgenomen bedingen en voorwaarden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of met slechts eene dezer straffen. Ingeval van herhaling binnen twaalf maanden na de voorgaande veroordeeling, kan de straf verdubbeld worden.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op al de overtredingen in dit hoofdstuk bedoeld.

ART. 42.

(Zie art. 30 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 19, Stuk n^o 41.)

Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden als bewijs, zoolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van het proces-verbaal moet den overtreder, op straffe van nietigheid, worden afgegeven binnen acht en veertig uren.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ART. 41 (gewijzigd).

(Het weggelaten 2^{de} lid wordt naar artikel 42 overgebracht.)

ART. 42 (gewijzigd).

Hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op al de overtredingen in dezen titel bedoeld.

Van de overtredingen doet men blijken bij processen-verbaal die gelden als bewijs, zoolang het tegendeel niet is bewezen. Een afschrift van het proces-verbaal moet den overtreder, op straffe van nietigheid, worden afgegeven binnen acht en veertig uren.

De openbare rechtsvervolgning verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop deze overtredingen werden begaan.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

TITEL IV.

Overgangsbepalingen.

(Zie hoofdst. VIII van het Ontwerp van 7 Mei 1907. — Overgangsbepalingen.) Blz. 21, Stuk n^o 41.)

ART. 43.

(Zie art. 34 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 21, Stuk n^o 41.)

De artikelen 1 tot en met 6 dezer wet zijn niet van toepassing op de aanvragen om vergunning, om uitbreiding of handhaving van vergunning, vóór de afkondiging van deze wet ingediend.

Van deze aanvragen worden degene, welke reeds aan den Minister van Nijverheid en Arbeid werden toegezonden, voor geldig gehouden zonder eenige rechtspleging te moeten herbeginnen. Voor de voortzetting van het onderzoek, blijven de overige aanvragen onderworpen aan de voorschriften van de artikelen 22 tot 27 der wet van 21 April 1810 en, mits naleving dezer voorschriften, worden zij insgelijks voor geldig gehouden, wanneer zij aan den Minister van Nijverheid en Arbeid zijn toegezonden.

ART. 44.

(Zie art. 35 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 21, Stuk n^o 41.)

Binnen zes maanden te rekenen van de afkondiging dezer wet, doet het Bestuur van het Mijnwezen aan den Mijnraad geworden de voorstellen van wijzigingen die het

TITEL IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 43.

(Zooals art 43 van het eerste ontwerp.)

ART. 44.

(Vervalt.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

denkt te moeten doen in de grenzen der concessies welke bij dit college in onderzoek zijn; het doet hem tevens geworden de voorstellen van wijzigingen en bijvoegingen die het noodig acht in de ontwerpen van bestekken te moeten brengen ten gevolge van de nieuwe wet.

Bij uitzondering mag het in zijne voorstellen perceelen begrijpen van weinig belang, die ingevolge het niet samenvallen van de grenzen, niet werden opgenomen in de ingediende en onderzochte aanvragen.

Het verzoekt den Raad, zoo daartoe redenen zijn, opnieuw te beraadslagen over de aanvragen waaromtrent dit Korps reeds een bepaald advies heeft uitgebracht. Deze nieuwe beraadslaging mag alleen looplen over de uitgestrektheid en de grenzen der vergunningen alsmede over de bedingen der lastkohieren.

In een en ander geval handelt de Raad overeenkomstig de artikelen 4 en 5 der wet van 2 Mei 1837.

TITEL V.

Bijkomende bepalingen.

(Zie hoofdst. VII van het Ontwerp van 7 Mei 1907. — Bijzondere bepalingen, blz. 19, Stuk n^o 41.)

ART. 43.

(Zie art. 33 van het Ontwerp van 7 Mei 1907, blz. 20, Stuk n^o 41.)

De ambtenaren of de bedienden van den Staat, geroepen om hun ambt of hunne bediening bij de mijnondernemingen der provinciën

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

TITEL V.

Bijkomende bepalingen.

ART. 44.

(Zooals art. 45 van het eerste ontwerp.)

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

Limburg of Antwerpen uit te oefenen, moeten door eene proef, waarvan de voorwaarden bij koninklijk besluit worden geregeld, doen blijken dat zij de Vlaamsche taal practisch en degelijk kennen.

De ambtenaren of de bedienden van den Staat, geroepen om hun ambt of hunne bediening bij de mijnondernemingen in de arrondissementen Aarlen of Verviers uit te oefenen, moeten door eene proef doen blijken dat zij de Duitsche taal practisch en degelijk kennen.

ART. 46.

(Artikel 1; Inleiding en n^r I; n^r II, 1^o. lid.; n^r III, 1^o lid.; n^r IV; n^r V; n^r VI, 1^o lid.; n^r VII, 1^o lid.; n^r VIII en 36 van het Wetsonwerp van 7 Mei 1907, blz. 2, 6, 7, 8, 22, Stuk n^r 41.)

Worden ingetrokken de artikelen 15, 22 tot 30, 36, 37, §§ 2, 38, 39, 49, 50, 93 tot 96 der wet van 21 April 1810 (1).

ART. 45.

(Art. 46 van het gewijzigd ontwerp.)

Worden ingetrokken: de artikelen 15, 22 tot 30, 36, 37, 2^{de} lid, 38, 39, 49, 50, 93 tot 96 der wet van 21 April 1810; de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813, en, in 't algemeen, al de bepalingen der vroegere wetten en ver-

(1) DE VERSLAGGEVER DOET AANMERKEN :

De teksten van het Ontwerp, die zijn vervangen door artikel 46, luiden aldus :

A. Artikel 1. — Inleiding. (Zie blz. 2 van het Ontwerp n^r 41.)

De hierna vermelde artikelen der wet van 21 April 1810 worden gewijzigd als volgt :

B. Eerste artikel, n^r 1 (blz. 2 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 15 wordt afgeschaft en vervangen door het 2^{de}, 3^{de} en 4^{de} lid van artikel 3 dezer wet. (Lid 5 werd bij de tweede stemming vergeten.)

C. Artikel 1, n^r II, 1^{ste} lid (blz. 2 van het Ontwerp n^r 41). — De artikelen 22 tot 28 worden vervangen door de navolgende bepalingen :

D. Artikel 1, n^r III, 1^{ste} lid (blz. 6 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 29 wordt gewijzigd als volgt :

E. Artikel 1, n^r IV (blz. 7 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 30 wordt ingetrokken.

F. Artikel 1, n^r V (blz. 7 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 36, het 2^{de} lid van artikel 37 en de artikelen 38 en 39 worden ingetrokken.

Tekst bij den Senaat ingediend op 7 Mei 1907.

Artikel 50 der wet van 21 April 1810 en de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813 blijven in werking, totdat bij koninklijke besluiten wordt voorzien in de uitvoering van artikel 14 van deze wet.

Wijzigingen door den Senaat gebracht in het ontwerp.

ordeningen die met deze wet zouden strijden.

De artikelen 41 en 42 van deze wet vervangen de artikelen 93 tot 96 in de wetten en verordeningen die naar deze artikelen verwijzen tot bepaling van straffen tegen de overtreders.

Echter blijven artikel 50 der wet van 21 April 1810 en de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813 van kracht, totdat bij koninklijke besluiten wordt voorzien in de uitvoering van artikel 14 van deze wet.

ART. 46 (nieuw).

De Regeering zal de bepalingen dezer wet, alsmede de van kracht blijvende bepalingen der wet van 21 April 1810 op de mijnen, grave-rijen en groeven en der wetten van 2 Mei 1837 en van 8 Juli 1865 tot een geheel samenvoegen.

G. Artikel 1, n^r VI, 1^{ste} lid (blz. 7 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 49 der wet van 21 April 1810 wordt vervangen door de navolgende bepaling :

H. Artikel 1, n^r VII, 1^{ste} lid (blz. 7 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 50 wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

I. Artikel 1, n^r VIII (blz. 8 van het Ontwerp n^r 41). — De artikelen 93 tot 96 worden ingetrokken en vervangen door de bepalingen van de artikelen 29 en 50.

Artikel 36 (blz. 22 van het Ontwerp n^r 41). — Artikel 50 der wet van 21 April 1810 en de artikelen 3, 4, 5 en 7 van het decreet van 3 Januari 1813 blijven van kracht totdat bij koninklijke besluiten wordt voorzien in de toepassing van artikel 1, n^r VII, van deze wet.

Deze verschillende bepalingen werden samengevoegd en vereenigd in artikel 46, 1^{ste} lid, (nieuw).

BERAADSLAGING IN DE COMMISSIE.

WIJZIGINGEN, DOOR DEN SENAAT VOORGESTELD.

De wet van 1810 schreef de aanplakking *gedurende vier maanden* voor en verleende aan de concessie-aanvragers en aan hen die zich daartegen verzetten, hetzelfde tijdsbestek, te rekenen van den dag der aanplakking, tot beteekening van de aanvragen of van de verzetschriften.

In artikel 4 en artikel 6, § 1, had de Kamer dit tijdsbestek verminderd tot *dertig dagen*.

Met reden acht de Senaat dat het tijdsbestek, verleend aan aanvragers en bestrijders, te kort is; hij stelt voor, het te verlengen tot *zestig dagen*. Trouwens, het recht van derden behoeft te worden gevrijwaard: zij moeten tijd hebben om zich te onderrichten en, bij voorkomend geval, te verdedigen. Door de verkorting van het tijdsbestek te overdrijven, gaat men schadelijke verrassingen te gemoet.

Wel zal men zeggen dat, krachtens artikel 8, de verzetschriften kunnen worden toegestuurd aan den Minister van Nijverheid en Arbeid, die ze zal onderwerpen aan den Mynraad, doch voorzeker kunnen derde personen er groot belang bij hebben dat hunne aanvragen worden onderworpen aan het voorafgaand advies van de Deputatie en van den ingenieur der mijnen. Om deze belangen te vrijwaren, is een tijdsbestek van zestig dagen niet overdreven.

* * *

Toen de Kamer handelde over de vereischten voor de bekendmaking der aanvragen om concessie, dacht zij niet aan de gevolgen van het niet naleven van deze vereischten nadat het koninklijk besluit tot vergunning is verschenen.

Met Spingard, bldz. 57, en Bury, n^{rs} 140 tot 144, 270 tot 274, erkent thans de rechtspraak, dat de concessie ongeldig wordt, zelfs dan wanneer hij, die er tegen opkomt, kennis heeft van de aanvraag. Zij nemen aan dat bekendmaking van de aanvraag een hoofdzakelijk vereischte is. *Pand. Belges, Mines*, n^{rs} 455 tot 458.

Het nieuw artikel 9, door den Senaat ingelascht, verzacht de strengheid van deze bekrachtiging. Voorzeker kunnen gevallen voorkomen, waarin het niet vervullen van de vereischten voor de bekendmaking nadeel berokkende aan de belangen van hen in wier belang zij werden gesteld; doch van daar tot het volstrekt nietigverklaren van de concessie ligt een afstand.

Dus zijn het de rechtbanken die moeten beslissen of een recht is gekrenkt en of het niet optreden van hem die in verzet komt, tijdens het onderzoek, invloed had op de oplossing, door de Regeering aan de vraag gegeven.

Dus is het hij die de nietigverklaring vordert, die moet bewijzen de grief, waarop zijn eisch steunt. Doch het recht om dien eisch in te stellen moet worden beperkt, wat den tijd betreft, zooniet vermindert de werkelijke waarde van den titel van den concessiehouder. Dat is de uitlegging en tevens de rechtvaardiging van § 2 van het nieuw artikel 9.

*
* *
*

Voor de aanvragen om concessie, uitgaande van den Staat, huldigt de Senaat, in een tekst die ons klaarder en duidelijker voorkomt, de beginselen, door de rechtspraak en door de Kamer aangenomen.

De reserve.

ART. 11. — De Kamer had zich geuit voor het vestigen van eene reserve ten bate van den Staat, binnen de grenzen aangeduid op eene aan het wetsontwerp toegevoegde kaart : de Regeering zou die reserve noch geheel noch gedeeltelijk in concessie mogen geven ; enkel werd haar het recht toegekend om de grenzen van de aanpalende concessiën te regelen in een technisch opzicht (met 58 stemmen tegen 32 en 8 onthoudingen.)

De koninklijke besluiten van Augustus, October en November 1906, waarbij de Regeering concessiën verleende tot een gezamenlijk bedrag van 27,850 hectaren, eerbiedigden de voorbehouden strooken A. B. C. van het plan, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers medegedeeld.

De tekst, door de Kamer aangenomen, schijnt aanleiding te hebben gegeven tot verwarring tusschen de verschillende leerstelsels, uiteengezet over den eigendom der mijnen.

De Staat BEHOUDT ZICH VOOR, zegde de achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid. « Deze uitdrukking onderstelt dat de Staat voor zich behoudt » iets wat hij beschouwt als hem toebehoorend : zij gaat uit van het » begrip van domanialiteit, van het denkbeeld dat de Staat eigenaar » van de mijnen is, doch het recht heeft, de concessie daarvan aan » bijzonderen te verleen.

» Dat beginsel hebben wij niet aangenomen : wij wilden het beginsel » eerbiedigen van de wet van 1810, volgens hetwelk de mijn toebehoort » aan den eigenaar van den bovengrond, doch onderworpen is aan eene bijzondere regeling, aan bijzondere dienstbaarheden. »

De achtbare verslaggever voor den Senaat deed opmerken dat de vereenigde commissiën niet wilden afwijken van het beginsel dat tot grondslag dient aan de wet van 1810.

Welnu, volgens het stelsel der wet van 1810, heeft de Staat niet den eigendom van de mijnen. Door het verleen van eene concessie vermindert

hij niet zijn domein; hij handelt niet als eigenaar, doch oordeelt dat de goede ontginning der mijnen het algemeen belang dient. 't Is dus krachtens zijn onbetwistbaar recht om alles te regelen wat van algemeen belang is, dat de Staat gerechtigd is en tot plicht heeft, zeer duidelijke voorwaarden te stellen en bijzondere waarborgen op te leggen aan hen die vragen om eene mijn te ontginnen.

Hen, die tegen deze stelling inroepen het eerste artikel der wet van 1791 : « *de mijnen staan ter beschikking van den Staat,* » kan niet genoeg worden herinnerd dat de uitlegging, aan dit artikel gegeven door Mirabeau, ter vergadering van 27 Maart 1791, door niemand werd tegengesproken. « 't Ware ongerijmd, zegde hij, te zeggen dat de mijnen ter beschikking van de natie zijn, in dezen zin dat zij ze mag verkoopen of doen beheeren voor hare rekening, of regelen in den aard van domeingoederen, of willekeurig in concessie geven. Dat heeft niemand gevraagd, dus was het nutteloos het te bestrijden. Het door mij voorgestane stelsel berust op gansch andere grondslagen : het steunt op dit beginsel, dat de natie recht heeft op de ontginning der mijn; dat, aangezien zij het meeste belang heeft bij die ontginning, zij er ook belang bij heeft dat zij goed geschiede, en dat zij bijgevolg maatregelen moet nemen om haar betreffende die zaak, van allereerste noodwendigheid geworden, niet al de kansen van nalatigheid en toeval te doen loopen ».

Wat men beoogde bij het instellen van de reserve, is verkwisting te vermijden en tevens de verwezenlijking van zekere stelsels van ontginning te vrijwaren. Moest men van nu af al de kolenvelden in concessie geven, zegde de heer Hanrez toen hij zijn ontwerp van wet op de reserve overlegde, dan zou men de toekomst opofferen en wellicht in een min of meer verwijderd tijdstip onze nijverheid berooven van dit haar onontbeerlijk zwart brood.

Te dien einde, zegde de achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid, zal het volstaan zekere strooken niet vergunbaar te maken!

De kolenvelden kunnen niet in concessie worden gegeven zoolang de wetgever het soort van verbod, dat er op drukt, niet heeft ingetrokken.

Zal die reserve ontgonnen worden? Zal zij worden ontgonnen door den Staat? door bijzondere personen? Zal de concessie tijdelijk of altyddurend zijn?

Al die vraagpunten moet de bijzondere wet oplossen.

't Is deze ietwat onduidelijke opvatting van de reserve die schijnt te hebben gediend, in den Senaat, tot grondslag voor een vergelijk tusschen de voorstanders en bestrijders van het stelsel der domanialiteit.

« Eene gelukkige omstandigheid, zegde de achtbare verslaggever in den » Senaat, zal ons veroorlooven uit den weg te ruimen schier al de theoretische vraagstukken betreffende de domanialiteit, den duur der concessiën, de ontginning door den Staat. Ik bedoel het vestigen van de reserve. » Er ontstond eene echte minnelijke schikking tusschen de uiteenlopende » meeningen. Er werd niet meer zoo krachtdadig aangedrongen op de vraagstukken van beginsel, omdat men stond tegenover bepalingen die de » toekomst vrijwaren. »

Beteekent zulks dat er tegen het begrip van de reserve, aldus uiteengezet, geen bezwaren meer aangevoerd kunnen worden? Dat denken wij niet.

De Staat beweert niet langer dat hij eigenaar is, doch eigent zich toe het recht over sommige ontginbare strooken in bedrijf te nemen. Gaat hij zoodoende niet verre te buiten het recht van politie en bewaking, het eenige waarop hij aanspraak maken kan?

Onderstelt een eigenaar die opsporingen deed in zijnen grond : hij vindt steenkolen, treft de ontginbare laag — hij is vinder naar den zin der wet van 1810.

Hij heeft alle bevoegdheid om eene winstgevende ontginning te doen, levert al de waarborgen van bekwaamheid op, die de overheden mogen vergen van een concessiehouder. Onder welk voorwendsel weigert men hem wat andere burgers verwierven onder dezelfde omstandigheden?

Met welk recht verklaart men dat sommige deelen van de kolenvelden niet in concessie kunnen gegeven worden?

Moet de Staat, om dat overdreven recht uit te oefenen, niet vooraf onteigenen en vergoeden?

Immers, ondanks alle juridische spitsvondigheden, handelt de Staat, wanneer hij de concessie weigert, niet alsof hij eigenaar was? En eigenaar is hij niet, zoo men de beginselen der wet van 1810 aanneemt.

Ten slotte valt op te merken dat de voorgestelde tekst algemeen is en, evengoed als steenkool, voorziet ijzer, zout of potasch, die in de voorbehouden gronden mochten aanwezig zijn.

Doch, zegt men, 't is een vergelijk tusschen de voorstanders van uiteenloopende stelsels. Dank zij het vestigen van de reserve, kon men principiële betwistingen vermijden, vermits deze vestiging de toekomst vrijwaarde. De vraag is juist, of een vergelijk kan getroffen worden zonder inachtneming van de rechten van anderen. Welnu, het blijkt dat de rechten van de eigenaars der voorbehouden gronden zonder vergoeding worden gekrenkt.

Eene laatste bedenking schijnt ons gepast in onze critiek over het stelsel.

Welke ook de bijzondere omstandigheden zijn die men wil uitdenken en krachtens welke de Staat vrij zou moeten beschikken over eene mijn, hetzij om ze zelf te ontginnen hetzij om ze te verpachten aan eene ontginnende maatschappij, blijktbaar is het dat eene bijzondere wet den afkoop van eene concessie kan verklaren als zijnde van openbaar nut. Om dezen maatregel practisch en aanneembaar te maken, zou het volstaan de nauwkeurige kosten der verrichting op te maken. In strijd met wat geschiedt bij onteigeningen ten algemeenen nutte, kan men, voor de gansch bijzondere zaak waarover wij handelen, in de concessie zelve de grondslagen van de raming bepalen, alsmede de zaken die het voorwerp van de naasting mochten uitmaken.

Dat heeft de Fransche wetgever onlangs gedaan ; dat schijnt ons beter te strooken met de beginselen van recht en logiek.

ART. 14.

Ik voor mij, zegde de achtbare verslaggever in den Senaat, houd artikel 14 voor een van de gewichtigste en ernstigste der wet, want daardoor wordt de macht van het bestuur buitengewoon, wellicht op wat overdreven wijze uitgebreid.

Het zal als macht optreden telkens als het geldt de veiligheid van den bovengrond, de gezondheid in de mijn, de gezondheid bij de werken.

Herleest het artikel, dan zult ge zien hoeveel macht het bestuur verwerft. De bepalingen der wet van 1810 worden dus uitgebreid. Ik neem aan dat het noodig is zulks te doen, vooral in het belang van de gezondheid en de veiligheid der arbeidersklasse. Doch in ons land houdt men er niet van, af te hangen van de willekeur van het bestuur.

Daarom ook zegden wij dat er in sommige gevallen, voorzien bij artikel 7 der wet van 2 Mei 1837, verplichting bestaat, de thans aangenomen en gehuldigde noodzakelijkheid van een advies van den Mynraad te handhaven.

De Senaat vereenigde zich met deze zienswijze en in den door de Kamer goedgekeurden tekst nam hij den waarborg op van de voorafgaande raadpleging van den Mynraad. Ongetwijfeld zal de Kamer deze bepaling handhaven.

ART. 15.

Artikel 15, vroeger 14, verleent aan de uitvoerende macht de meest uitgestrekte rechten, zoowel om de bestaande en huidige gevaren te keer te gaan als om de gevaren en bezwaren te vermijden, die het Bestuur kan voorzien bij de ontginning van mijnen.

Tijdens de beraadslagingen ter Kamer in 1907, werd door verscheidene leden de aandacht bijzonder gevestigd op de gevaren die, ten aanzien van de openbare gezondheid, kunnen voortspruiten uit het bestaan van storthooien en tevens op de bezwaren die zij opleveren voor de gèregelde uitbreiding van de bebouwde deelen in de nabijheid van ontgonnen mijnen.

Sommige leden stelden de vraag of artikel 15 aan de Regeering het recht verleent om de noodige maatregelen te nemen ten einde alle rechten te vrijwaren.

De Commissie is van oordeel dat artikel 15 geen voorbehouding hoegenaamd maakt; bijgevolg denkt zij dat men, alvorens wijzigingen in het artikel voor te stellen, moet wachten op de beraadslaging die zal bepalen hoe de door den Senaat aangenomen tekst dient te worden opgevat.

* *

ART. 17.

Door artikel 17 wilde de Kamer de rechtspleging vereenvoudigen en de regeling van de veroorzaakte schade bespoedigen; doch den vrederechter kende zij geene bijzondere bevoegdheid toe.

De Senaat deelde de zienswijze van de vereenigde commissiën en wilde de bevoegdheid der vrederechters uitbreiden, wanneer er geene betwisting is over het beginsel der aansprakelijkheid en dezer verdeeling.

Op die wijze heeft de kleine grondeigenaar, die recht eischt, geene kosten wegens rechtspleging en deskundig onderzoek te duchten, die merkkelijk geringer worden, vermits hij in persoon kan optreden zonder avoué en de rechter slechts één deskundige mag benoemen.

ART. 20.

De vereenigde commissiën verlangden, de verschillende vereischten voor de afstanddoening uit te drukken in een duidelijken tekst.

Zij stelden voor hem aldus te doen luiden : is het bewezen dat de aanvraag voldoet aan de vereischten van gegrondheid en van vorm voorgeschreven bij de vorige artikelen, wordt het mogelijk verzet van derden erkend als niet gegrond en brengt de Mynraad een gunstig advies uit, dan wordt de aanvraag ontvankelijk verklaard bij koninklijk besluit.

In den tekst, door de Kamer aangenomen, stond : « *inwilliging* ».

De Regeering oordeelende dat het woord « *inwilliging* » nutteloos is, zoo wordt aangenomen dat een koninklijk besluit uitspraak doet over elke aanvraag, werd de tekst, die enkel de vereischten tot *inwilliging* opgaf, nutteloos. Anderdeels wilde de Senaat dat hij die afstanddoening aanvraagt, handlichting erlangt van al de inschrijvingen, op de mijn genomen, zonder beperking.

De slotparagraaf van artikel 21 van den Senaat vrijwaart beter de belangen van de hypothecaire of bevoorrechte schuldeischers.

*
* *

Mijnrechten.

Het ontwerp, ingediend door de Regeering in 1903, voorzag heffingen opgelegd aan de concessiehouders van het nieuwe kolenbekken.

Deze heffingen, zegde de Memorie van Toelichting, mogen niet verward worden met de vaste mijnrechten en de evenredige mijnrechten die allen, zoo ouden als nieuwen, te betalen hebben : evenals de mijnrechten hebben zij den aard van eene belasting ; doch uit hoofde van hare onregelmatigheid, van de onzekere inning zelf, ware het niet voorzichtig de ontvangst vooraf te bepalen met het oog op bepaalde uitgaven. Om deze redenen, en zooals was voorzien bij artikel 21 van het ontwerp, stelde de Regeering voor, het bedrag daarvan te storten in een bijzonder fonds, verbonden aan de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order, fonds waarvan het gebruik zou worden bepaald door de Wetgeving.

De Bijzondere Commissie schafte die heffing af en, bij de stemming, verklaarde de Regeering er van af te zien.

*
* *

Zooals ze was voorgesteld, was deze heffing werkelijk eene klimmende belasting, uitsluitend opgelegd aan de Kempische kolenmijnen.

Vermits alle Belgen gelijk moeten zijn voor de wet, kon men de heffing moeilijk rechtvaardigen, in zoover zij enkel drukte op de concessiën in het nieuwe kolenbekken. (Versl., 23 Jan. 1908, blz. 33.)

De voorgestelde tekst werd nog in een ander opzicht gehekelde.

Volgens het ontwerp, konden deze heffingen, waarvan het bedrag moest uitmaken een bijzonder fonds verbonden aan de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order, worden bezwaard met opeentiemen ten bate van provinciën en gemeenten.

Het bijzonder fonds had aldus een dubbel gebrek : eensdeels, werd het in stand gehouden door de kolenmijnen van slechts twee provinciën, en aan diezelfde provinciën en gemeenten ontnam men, door hetzelfde artikel, het recht om de onontbeerlijke geldmiddelen te vormen ten einde te voorzien in de eischen van de nieuwe nijverheid die zich op haar grondgebied kwam vestigen.

Het is over dit punt, dat ter Kamer werd beraadslaagd tot het oogenblik waarop de Minister van Nijverheid en Arbeid artikel 24 eenvoudig aan de beraadslaging onttrok : aldus vervielen de amendementen op dit artikel voorgesteld.

Nochtans hebben noch het voorstel van de Regeering, noch de amendementen die bij de behandeling daarvan werden ingediend, ooit de rechten verschuldigd aan de eigenaars van den grond bedoeld, evenmin als de vaste mijnrechten aan den Staat verschuldigd.

't Is dat de eerste eigenlijk niets anders zijn dan de erkenning van het volstrekt recht, door het Burgerlijk Wetboek toegekend aan den eigenaar, op den grond en den ondergrond van zijn goed, — een recht waarvan hij in 't algemeen belang een deel moet afstaan.

Bij deze vorming, zegde Saint-Jean d'Angely in de Toelichting der wet, « mag het recht van den grondeigenaar miskend noch vergeten worden : » integendeel, moet het worden bekrachtigd om te worden gezuiverd, » geregeld om betaald te worden, opdat de eigendom, door de akte der » Regeering aangeduid, omschreven, beperkt en in 't leven geroepen, des » te meer onschendbaar, geheiligd zij, naarmate hij strenger heeft voldaan » aan al de rechten van de belanghebbenden, zelfs aan alle eischen ».

De vaste mijnrechten zijn eene echte belasting. Zij blijven dus verschuldigd, wat de concessiehouder ook doe, hetzij hij al of niet ontgint, zoolang de concessie bestaat. Thans bedragen zij een frank voor concessiën van ten minste 1,500 hectaren uitgestrektheid, 2 frank per hectare meer tot 2,000 hectaren, 3 frank per hectare meer tot 2,500 hectaren, en zoo voorts, met verhooging van een frank voor 500 hectaren meer.

't Is tegen de evenredige mijnrechten dat werd opgekomen, dat de voorstellers een anderen grondslag zochten, die zou geschikt zijn om eene aanzienlijkere opbrengst of eene opbrengst meer in verhouding tot de winsten te geven.

Artikel 55 wil dat de evenredige mijnrechten ieder jaar worden geregeld door 's Rijks begrooting, evenals de andere openbare belastingen. Deze begrootingswetten bepalen die rechten onveranderlijk op $2\frac{1}{2}$ t. h. van de zuivere opbrengst.

De heer senator Wiener stelde voor, een evenredig mijnrecht van 2 t. h. te heffen, niet meer op de zuivere winsten der onderneming, maar op de opgedolven massa, mijnrecht dat de Staat kon heffen in natura of hare waarde in geld.

Ons medelid, de heer Denis, stelde den 13^e Maart 1906 het volgende amendement voor :

» Het aandeel van den Staat in de zuivere opbrengst der mijnen wordt geregeld als volgt :

« Het werkelijk kapitaal per ton uitgegraven kolen wordt voor elke geconcedeerde mijn bepaald; de wijze van berekening daarvan wordt bij Koninklijk besluit geregeld. Gelet op dat kapitaal, zal men bepalen de zuivere opbrengst per ton uitgegraven kolen, overeenkomende met een minimum interest van het kapitaal gelijkstaande met den interest der Staatsfondsen, verhoogd met 1 t. h. Dit minimum ontsnapt aan alle verdeling.

« Boven de zuivere opbrengst per ton overeenkomende met het minimum-interest, wordt het aandeel van den Staat, genomen op de verhoogingen der zuivere opbrengst, opgaande met vijftig centiemen, bepaald door eene progressie waarvan het initiaal bedrag 10 t. h. beloopt en die met 10 t. h. zal klimmen voor elke der achtereenvolgende excedenten van 50 centiemen ».

Om de zuivere opbrengst vast te stellen, neemt het Bestuur van jaar tot jaar het bedrag van de ontvangsten en uitgaven, de laatste aftrekkend van de eerste.

Het houdt geen rekening met iets anders, vraagt zich niet af of een deel der uitgaven de waarde der inrichting niet vermeerderde.

Het let geenszins op het kapitaal, dat ondersteld wordt niet te bestaan.

Het voorstel, strekkende tot het heffen van een recht van 2 t. h. op de ruwe opgedolven massa, miskent, volgens ons, den aard van rechtstreekse belasting, die het mijnrecht verschuldigd aan den Staat moet behouden, met name eene belasting op het vermoedelijk of wezenlijk inkomen.

Welnu, dit mijnrecht zou in gelijke mate treffen de ondernemingen die winst afwerpen en diegene welke verlies opleveren. Niet de winst zou worden getroffen, vermits er geen rekening wordt gehouden met die winst, maar wel de opgedolven massa. De last zou des te zwaarder zijn, naarmate de opdelving aanzienlijker is.

De deelneming in de zuivere opbrengst zal steeds stuiten op het stelsel, aangenomen om ze te bepalen.

In dat opzicht volgt het Bestuur nog steeds hetzelfde stelsel als ditgene, aangenomen door de onderrichtingen van 1811 -- en dat is de grondslag van al de aangevoerde bezwaren.

Het houdt het er voor, dat het in den grond bedolven kapitaal aan werken van allen aard moet verdwijnen en vergaan met de kolenlagen die men ophaalt. Dus moet elk jaar het deel der binnen het dienstjaar gedane uitgaven delgen.

Blijkbaar kan dit stelsel geene nauwkeurige uitkomst opleveren, zoo men een of eenige jaren berekent, vermits de kosten van boring of andere van

jaar tot jaar gevoelig moeten verschillen. Weliswaar is het bezwaar geringer, wanneer men over lange tijdvakken rekent, zooals het geval is voor het mijnbeheer; trouwens, met het oog op den einduitslag kan het onverschillig schijnen dat men de uitgaven des jaars op rekening van de onderneming brengt, dan wel dat men voor elke uitgave eene delgingsrekening maakt, verdeeld over de jaren van het waarschijnlijk bestaan der mijn.

Doch niettemin blijft het waar, dat het stelsel aanleiding geeft tot bezwaren, inzonderheid voor de raming van de zuivere opbrengst die in elke mijn belastbaar is. Deze raming moet onvermijdelijk willekeurig zijn. De inlichtingen, die het zettterscomité gerechtigd is te eischen, kunnen partijdig zijn, omdat het belang der aangevers strijdt met dit der keurders. Feitelijk ontstaan, naar aanleiding van die raming, talrijke, vaak zeer bezwaarlijk op te lossen geschillen tusschen de ontginners en den fiscus.

. Door de begrootingswet voor 1910 heeft de Fransche Regeering de wijze van inning van het evenredig mijnrecht volkomen veranderd door voortaan dit recht te heffen niet meer op de zuivere opbrengst, geschat door het bestuur, maar op de uitgedeelde winsten; dit stelsel wordt uitgebreid tot het vervaardigen van coke, kolengruisklonten, enz., die voortaan geen patent betalen.

Dit stelsel schijnt, om zijne eenvoudigheid, verlokkelijk en van aard om de gebreken, die men aanvoert tegen de bestaande raming, uit den weg te ruimen.

Want men mag niet vergeten dat het stelsel van taxatie berust op eene reeks bijkomende belastingen. De aanvangsdwaling drukt op de kolenmijn en valt noodlottigerwijs terug op het bedrag der lasten, haar opgelegd door provinciën en gemeenten.

Dus is het voor het bestuur der kolenmijnen van het hoogste belang, deze raming te doen berusten op een vasten grondslag.

In 1901 werd den Mijnaad onderworpen een voorstel van den algemeenen bestuurder der Mijnen, die tot grondslag voorstelde de winst, per ton verwezenlijkt, en tevens het bedrag van de door de mijnen opgedolven hoeveelheid kolen.

In zijn verslag vereenigt zich de Raad met den eersten grondslag en bestrijdt den tweeden : « De mijnrechten, zegt hij, zijn eene belasting op het inkomen en het is billijk het groot inkomen zwaarder te treffen dan het kleine. »

Verstaat men door groot inkomen het inkomen, opgeleverd door eene aanzienlijke winst per ton, dan is het heel goed; doch wordt het woord « groot » tevens toegepast op een anderen toestand, m. a. w. op eene kleine eenheidswinst verwezenlijkt op eene groote hoeveelheid opgedolven kolen, dan is er voorbehoud te maken. Veel kolen voortbrengen komt niet steeds overeen met eene groote winst; het kan, wat meesttijds het geval is, voortkomen van aanzienlijkere en duurder inrichting; groote opbrengst, zoo de eenheidswinst gering is, kan soms zeer weinig winstgevend zijn voor een groot kapitaal. .

Deze op billijkheid steunende bedenking moet den grondslag : groote opbrengst, van de hand doen wijzen.

Doch in zake van belasting op het inkomen is het ideaal de winst, en wel gansch de winst, te treffen; ook is het aan te nemen dat de winsten, die eene behoorlijke nijverheidsvergelding overschrijden, ruimer worden belast dan die eerste vergelding; dit is eene zaak van mate.

Overigens schijnt het wel dat de heeren Denis en Janson uitgingen van die beginselen bij het opmaken van hunne amendementen overgelegd bij de behandeling van het ontwerp in 1906.

Om tot dien uitslag te geraken, zou men de zuivere opbrengst, zooals zij door het bestuur wordt bepaald, moeten vervangen door de tabel der winsten die moet dienen tot vergelding van de aandeelen en de oprichters-aandeelen. Het percent op die winsten zou dienen tot betaling van de lasten, door provinciën en gemeenten geheven; althans zou het een onbetwistbaar rechtvaardigen en billijken grondslag leveren voor het bepalen van de opcentiemen en taxes. Alleen de weinig talrijke burgerlijke maatschappijen zouden worden aangeslagen volgens het thans bestaande stelsel.

De naamlooze vennootschappen zou men aanslaan volgens de winsten die blijken uit het nazicht van de balans.

Bij eenparigheid van de aanwezige leden, verklaart de Commissie zich voor het stelsel van belasting naar de verwezenlijkte winst.

Het in de Fransche wet opgenomen beginsel, krachtens hetwelk eene tweede belasting wordt geheven op de eerste, zoodra de winst een bepaald cijfer overschrijdt, werd aangenomen met 3 stemmen tegen 2 en eene onthouding.

De tegenstemmenden waren veeleer voor het beginsel, doch brachten in, dat men, alvorens de tweede belasting in de wet op te nemen, goed moest bepalen wat de gevolgen van die verhooging van lasten zouden zijn.

De middelen tot waardeering, waarover de Commissie beschikt, volstaan niet om een berekend oordeel over de zaak te strijken.

Artikel 1, wet van 2 Mei 1837.

ARTIKEL 1.

« Onder de leemten die dienen te worden aangevuld, zegde de achtbare verslaggever der commissiën van den Senaat, komen de bepalingen voor, welke de concessie van ijzermijnen beheerschen. »

In zijn verslag over de herziening der wetten van 1810 tot 1837, deed de Mijraad opmerken dat de Raad herhaaldelijk had bevestigd :

1^o Dat het nuttig en noodzakelijk is, door eene wetsbepaling een einde te maken aan den onregelmatigen, wederrechtelijken toestand waarin het meerendeel der ontginners van ijzererts verkeerden ten gevolge van de toevendheid van het bestuur ;

2^o Dat de herinvoering van de vergunbaarheid der ijzerertsmijnen het redematigste middel is om de billijke klachten der nijverheid weg te nemen.

De Raad wilde een wetstekst opstellen in overeenkomst met die wenschen.

Doch men wilde spoedig te werk gaan en alles vermijden wat niet in

rechtstreeksch verband stond met de concessiën in Limburg, en de Raad stelde de verdaging voor, tevens den wensch uitend, dat zoo spoedig mogelijk werd hervat eene studie, beloofd van 1838 af, herhaaldelijk aangevangen en ten slotte sedert meer dan twintig jaar geschorst.

Artikel 1 der wet van 1837 schorst het recht van de Regeering om concessiën van ijzererts te verleenen :

« De bevoegdheden, door de mijnwet van 21 April 1810 toegekend aan » den Raad van State, *ter uitzondering van de aanvragen om concessie of* » *uitbreiding van ijzermijnen*, worden opgedragen aan een mijnraad... »

Nochtans handhaaft de wet de artikelen 68 en 69 der wet van 1810, die bepalen :

1^o Dat bij de ontginning van ijzererts geene regelmatige werken mogen worden doorgezet langs onderaardsche gangen, zonder dat eene concessie is verworven op de wijze bepaald door de wet ;

2^o Dat eene concessie alleen dan mag worden gevestigd wanneer de ontginning in de open lucht niet meer mogelijk is en het maken van putten, gangen en kunstwerken noodig is, of wanneer de ontginning, alhoewel nog mogelijk, korte jaren zal duren en later de ontginning met put en gangen onmogelijk maakt.

Het zonderling, onlogisch gevolg van deze bepalingen is, dat de wet het bestaan aanneemt van ijzererts dat zonder concessie niet kan worden ontgonnen (art. 68-69 der wet van 1810), er tevens bijvoegend dat aan de concessie-aanvragen geen gevolg kan worden gegeven (art. 1, wet van 2 Mei 1837).

Dus blijven zij onontginbaar.

Het levert zeker belang op, in herinnering te brengen hoe de thans zoo zeer afgekeurde beperking in de wet van 1837 werd opgenomen.

Te dien tijde werd door de kleine landbouwers, kleine eigenaars op hunne eigendommen, aan de kruinen der mijnlagen, het ijzererts ingezameld en bij geringe hoeveelheden naar de smeltovens hunner streek overgebracht.

Bij de behandeling der wet stuurden zij talrijke verzoekschriften naar de Kamer; immers, zij vreesden hunne nijverheid te zien vervallen door het verleenen van erts-concessiën aan private burgers of aan vennootschappen.

Zij werden warm verdedigd, namelijk door den heer Pirmez, die, zegde hij, deze kleine eigenaars niet wilde berooven van hunne broodwinning. Verder, uitgaande van de gedachte dat het erts enkel te vinden is op den bovengrond of op enkele vademmen onder den grond, keurde hij hevig het concessiestelsel af, waardoor men onteigenen kan mits eene bespottelijke vergelding. — Welhoe! zegde hij, een eigenaar die, zonder moeite, zelf en zonder kosten voor 50,000 frank ijzererts had kunnen opdelven op een hectare oppervlakte, zal daarvoor twee vergoedingen ontvangen : de eerste van ten minste 25 centiemen en ten hoogste 1 frank, als vaste som ; de tweede bepaald op 1 t. h. van de netto opbrengst der mijn (art. 9 der wet van 2 Mei 1837).

Vruchteloos deed de Minister van Binnenlandsche Zaken opmerken dat uit den samenhang van de verscheidene artikelen bleek dat het wetsont-

werp wezenlijk voldoende waarborgen verleende aan de eigenaars van den grond.

Immers, telkens als er geen uitvoergangen of geen ophaalmachines noodig zijn voor het ontginnen van eene mijn, mag de eigenaar van den grond de ontginning doen zonder concessie.

Telkens als er uitvoergangen of ophaalmachines noodig zijn, kan hij de ontginning niet doen tenzij met eene concessie; doch hij is zeker die te bekomen; indien hij, door zijne eigene middelen of door zich te vereenigen met de naburige eigenaars, bij machte is om tot eene geregelde ontginning van de mijn over te gaan.

De Kamer vereenigde zich niet met deze beschouwingen : zij was van meening dat men, alvorens de vergunbaarheid van de ijzermijnen te huldigen, behoeft te wachten naar de uitkomsten der ondervinding. Overigens, werd er gezegd, was het nutteloos erts-concessiën te verleen, daar de toenmalige ontginning toereikend was voor de behoeften der smederij; ook besliste de Kamer dat de wet in dat opzicht zou herzien worden na eene proefneming waarvan men den duur bepaalde op tien jaar.

Doch reeds in 1838, had de Regeering een voorloopig ontwerp overgelegd tot vestiging van eenen geregelden toestand voor het ontginnen van ijzererts.

Dat ontwerp luidde als volgt :

Artikel 1. — Voorloopig en tot latere beslissing, mogen de ijzerertsontgonnen worden zonder concessie-acte, zelfs door middel van putten, gangen en kunstwerken, en behoudens de rechten van de huidige concessiehouders.

Art. 2. — De ontginning van ijzererts door middel van putten, gangen en kunstwerken, is onderworpen aan het toezicht van het bestuur, zooals is bepaald bij titel V der wet van 21 April 1810, alsmede aan al de bepalingen en politieverordeningen die van toepassing zijn op de mijnen.

Art. 5. — Behoudens de vorige artikelen, blijven de bepalingen der wet van 21 April 1810, betreffende ijzererts, bij voortduring toepasselijk. (Art. 67-68, wet van 2 Mei 1837.)

De Kamer nam dat ontwerp niet aan. Overigens, de belanghebbende gemeenten kwamen er tegen op en tot de Kamer werden, onder andere, verzoekschriften gericht door de burgemeesters, schepenen en leden van de gemeenteraden der steden Châtelet, Philippeville, Edingen, Charleroi, die namens de belangen van Staat, nijverheid, gemeente en private burgers, krachtig verzet aantekenden tegen die concessiën.

Sedert dat reeds lang vervlogen tijdstip werd nagenoeg van al die verschillende kleine ijzererstontginningen afgezien; de eigenaars zagen op tegen de overgrooten kosten, die voor hen moesten voortspruiten uit het vervangen van eene bovengrondse ontginning door eene ondergrondse ontginning langs putten, gangen, enz.

De erstontginningen in België kunnen, volgens haren oorsprong, worden ingedeeld in drie klassen : de ertselden der Kempen ontgonnen *in de open lucht* en die voor nagenoeg 43 t. h. bijdragen in de Belgische voortbrenging.

Het ijzeroer wordt uitgehaald in het zuiden van Luxemburg : het grootste gedeelte (4 ontginningen op 5) wordt opgedolven door middel van gangen op den zijkant der hellingen. De voortbrenging ervan bedraagt 39 t. h. van het Belgische ijzererts.

De ertsvelten in Midden-België worden nog enkel op één plaats ontgonnen, namelijk omtrent Sclaigneux, in het Maasdal ; zij leveren 18 t. h. op van de Belgische voortbrenging.

De verslagen over den toestand der mijn- en metaalnijverheid in de provinciën Luik, Namen en Luxemburg over het jaar 1908 geven ons een nauwkeurig denkbeeld over dien toestand.

Eene enkele ontginning van ijzererts trad in werking, in 1908, in de provincie Luik. Zij geschiedde ondergronds en bracht 34,050 ton ijzerglans op, waarvan de waarde in 't geheel 339,800 frank bedroeg : in vergelijking met het vorige jaar bracht zij dus 2,570 ton minder op, terwijl de waarde met 10,350 frank verminderde.

De gemiddelde verkoopprijs is integendeel ietwat hooger : hij bedroeg fr. 9.98 in 1908, tegen fr. 9.56 in 1907.

(Verslag voor Luik, bladz. 41.)

In de provincie Namen, bestond slechts ééne ontginning ; daarvan werd afgezien op het einde van April. Gedurende de vier maand dat ze in werking was, bracht zij voort, met 10 arbeiders waarvan 6 binnen de schachten en 4 op den bovengrond, 570 ton ijzerglans, hebbende in 't geheel eene waarde van 4,000 frank, of fr. 7.50 per ton.

(Verslag voor Namen, bladz. 16.)

Voor de provincie Luxemburg :

Drie ondergrondse ontginningen en een in de open lucht zijn in werking geweest te Halanzy en te Musson, doch twee ervan — eene van elke soort — leverden slechts eene geringe hoeveelheid erts op. In 't geheel, arbeiden 46 werklieden onder den grond en 15 op den bovengrond. Zij leverden 73,970 ton erts, hebbende eene waarde van 127,500 frank, of fr. 1.72 per ton. In vergelijking met het jaar 1907 is er dus eene vermindering van 9,650 ton, voor de hoeveelheid, en van 50,050 frank voor de waarde.

De huidige toestand is dus hoogst nadeelig zoowel voor de eigenaars van den grond, die geen genot hebben van de mijnwaarden van den ondergrond, als voor de ijzerfabrieken die gedwongen zijn aan den vreemde heel duur te betalen wat België's grond hun kon opleveren met voordeeligere voorwaarden en betere hoedanigheid.

Uit de gedane onderzoekingen blijkt immers dat er in België talrijke ijzervelden bestaan van allerbeste gehalte, die tot 55.75 t. h. ijzermetaal leveren.

Het volstaat na te gaan wat er gebeurde in het departement Meurthe-et Moselle, waar de smederij-eigenaars de ontginning der mijnen van het bekken van Nancy krachtadig hernamen en waar zij, in 1885, het huidige groote voortbrengingscentrum en, in 1894, de voortzetting ervan zuiderwaarts ontdekten.

Zij hebben er meer dan 200 boringen gedaan ; daarvan zijn er 26 nog niet voltooid en verscheidene gingen tot 200 meter diepte.

Hunne pogingen werden met welgelukken bekroond, vermits zij eene laag ijzererts vonden, die in haar geheel strekt over 92,000 hectaren.

Thans wordt, in België, een ingenieur door geen belang hoegenaamd aangespoord om ertslagen op te sporen.

De vinder heeft er niet het minste belang bij, de uitkomsten van zijne studiën, van zijne opsporingen, van zijne boringen te doen kennen. Dat is het beste antwoord, welk men geven kan aan hen die de verandering nutteloos achten omdat er daartoe geen reden bestaat.

Overigens, er is ijzererts te vinden of er is geen ijzererts te vinden. Is er te vinden, dan moet de ontginning ervan door middel van concessie uitstekende diensten bewijzen aan een onzer belangrijkste nijverheidstakken.

Is er geen te vinden, dan zal de voorgestelde verandering niemand schaden, daar de concessiën alleen voor met winst ontginbare ertslagen moeten verleend worden.

In 1862 voegde de Mijraad bij zijne adviezen over deze zaak de volgende beschouwingen :

« Terecht rijzen er, sedert meer dan vijf-en-twintig jaar, talrijke klachten op betreffende het verspillen van allerlei ijzererts in ons land. Terecht wordt het hooger bestuur door een dringend belang aangezet om zich dien aangaande bezig te houden met de herziening van de bestaande wetten : bij deze herziening zal men, binnen billijke grenzen, voldoening kunnen schenken aan de gegronde klachten van de Provinciale Raden ».

Nagenoeg eene halve eeuw is sedert vervlogen, en de toestand bleef onveranderd : de wet is stom gebleven.

Op 18 Mei 1883 bracht de Raad de meening uit, dat bij de Wetgevende Kamers een wetsontwerp moest ingediend worden, waarvan artikel 1 zou luiden :

« Bij afwijking van artikel 1 der wet van 2 Mei 1837, zullen voortaan aan den Mijraad, ten aanzien van de aanvragen om concessie of uitbreiding van concessie van mijnen en ijzermijnen, worden opgedragen de bevoegdheden welke bedoelde wet hem toekent ».

Het is hoog tijd, aan dat beginsel eene bekrachtiging te geven.

Thans is de wettelijke regeling onlogisch uit hoofde van het gelijktijdig bestaan van artikel 1 en van de artikelen 68 en 69 der wet van 1810.

In de onderstellingen voorzien bij de artikelen 68 en 69 is het ontginnen van ijzererts onderworpen aan de regeling geldende voor de mijnen. — De ontginning mag niet geschieden zonder concessie. — Daar de wet van 2 Mei 1837 de aanvragen om concessie of uitbreiding van ijzermijnen buiten de bevoegdheid van den Mijraad stelde, zijn de ontginningen van dien aard niet meer mogelijk volgens de wet, tenzij voor de concessiën verleend onder het Hollandsch Bewind, van 1826 tot 1850.

Evenals de Mijraad acht de Commissie dat het optreden van de wet om de misbruiken te doen ophouden spoedvereischend is.

De eenige belangwekkende op te lossen vraag is deze : Wat is eene mijn, in den zin door de wet van 1810 aan dat woord toegeschreven ?

Naar luid van artikel 3 der wet van 24 April 1810, behooren de zoogenaamde alluviale ijzererts en tot de graverijen, *wanneer zij ontginbaar zijn in de open lucht*; zij behooren tot de mijnen *wanneer zij ontginbaar zijn door middel van ondergrondse werken*. (BEYRET-LALLIER, n^o 536. — RICHARD, *Législation des mines*, II, 285. — COTELLE, II, 282 en volgende.)

Dat onderscheid scheen tot nu toe den wetgever te hebben tegengehouden.

Wat moet men verstaan door de woorden « geregelde werken voortzetten door middel van ondergrondse gangen ? »

« Door die uitdrukking : « geregelde ondergrondse werken » — zoo » luidt de omzendbrief van den Algemeenen Beheerder der mijnen in Frankrijk op 50 Juni 1819 — moet men niet verstaan opgravingen op enkele » meters diepte, hier en daar gedaan door middel van schachten van alle » afmetingen, geschoord met voorloopig stuthout, of zelfs soms zonder » stuthout, en bestemd om verlaten te worden na enkele weken of maanden.

« Die uitdrukking is evenmin toepasselijk op onsamenhangende holten, » op grachten met verdiepingen door middel van onvast stukhout, noch op » kleine ordellooze gangen, waarvan de richting bij toeval geregeld wordt, » volgens het aantreffen van ertsnesten. »

Met des te meer reden moet men niet als kunstwerken beschouwen echte kuilen in de open lucht, omdat ze zouden gepaard gaan met eenige tijdelijke ondergrondse opgraving of omdat de uithalingen zouden geschieden door middel van trapsgewijs geplaatste banken, of ook nog omdat de uithaling zou geschieden met een windas of elk ander toestel.

In 1837 mocht men terecht zeggen dat deze kwestie nutteloos was.

Het soort en de aard der ijzerertselden in België vergden geen moeilijke en veel kostende werken om die op te graven, vermits men *overal in de open lucht kon ontginnen* en erts nagenoeg boven op den grond lag.

Men beseftte de *noodzakelijkheid niet om daarvoor concessie te verleen* en de ontginningswerken aan kwellende pleegvormen te onderwerpen.

De wet, zegde men, had niets te bepalen, niets te voorzien, niets te beletten voor 't oogenblik; wanneer het later zal noodig worden, zullen de eigenaars daarin voorzien, indien ze vrij zijn.

Men voorzag te dien tijde dat die ontginning, zoo eenvoudig in de open lucht, *ten minste nog twee honderd jaar* kon voortduren, zonder ooit nadeelig te wezen voor de kunstwerken *die later zouden noodig kunnen worden*.

Al die redenen waren in 1837 afdoende om geen concessiën van ijzererts te verleen. De ondergrondse ontginning door middel van kunstwerken voorzag men niet.

Dat is thans het geval niet meer.

Van het meerendeel der ontginningen heeft men afgezien, omdat het erts lager ligt dan het peil waarop men de wateren kan stuiten; op weinige uitzonderingen na, ware het onmogelijk het ijzererts op te graven beneden

dat peil, tenzij door middel van geregelde werken, door middel van schachten en ondergrondsche gangen.

Het erts is niet meer overvloedig genoeg in den bovengrond noch zelfs in den tusschengrond van de graverij, om eene opdelving door den eigenaar van den bovengrond mogelijk te maken.

In elk geval, uit hoofde van de gewichtigheid der werken, moeten de ontginners kunnen beschikken over het gansche ertsveld, opdat het hun mogelijk zijn zou de werken degelijk in te richten en de kapitalen, welke in de ontginning worden vastgezet, in de ruimste mate uit te delgen.

Overigens, de klachten der eigenaars van den bovengrond, in 1837 billijk, zullen thans niet meer uitgebracht worden, vermits de voordeelen, voort-spruitende uit de uitzondering in de wet opgenomen, schijnvoordeelen zijn geworden : er blijven inderdaad nagenoeg geen andere ertsvelten meer over dan op groote diepte, of althans zoodanig gelegen dat de opdelving ervan schier altijd machines en geregelde kunstwerken zal vergen. Daarenboven zouden alle rechten gevrijwaard zijn, indien men in de wet bepaalde dat de ijzerertsvelten in concessie kunnen gegeven worden ter uitzondering van die welke de bovengrondsche graverij uitmaken en *door opdelvingen en doorsnijdingen kunnen ontgonnen worden.*

VERKEERSWEGEN IN HET BELANG VAN EENE GRAVERIJ.

Artikel 12 der wet van 2 Mei 1837.

Artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 *op de mijnen* luidt als volgt :

« De Regeering, op voorstel van den Mijnraad, kan verklaren dat er, ten algemeenen nutte, verkeerswegen dienen te worden aangelegd in het belang van de ontginning van mijnen. Aan de verklaring van het bestaan van het openbaar nut moet een onderzoek voorafgaan. De bepalingen der wet van 17 April 1855 op de onteigening ten algemeenen nutte, alsmede van de andere wetten op dat gebied moeten nagekomen worden; de vergoeding, verschuldigd aan den eigenaar, wordt bepaald op het dubbel.

» Wanneer de goederen of dezer afhankelijkheden bezet zijn door hunne eigenaars, kunnen de rechtbanken die omstandigheid in aanmerking nemen om de vergoeding te bepalen. »

De tweede verslaggever dier wet, de heer volksvertegenwoordiger Fallow, deed de reden kennen, waarom dit artikel werd ingevoerd :

« De wet van 21 April 1810, zegt hij, heeft het geval voorzien, dat de bovengrond tijdelijk is ingenomen door de werken benoodigd voor het uitgraven van de mijn en, in dit geval, verleent zij aan den eigenaar van den bovengrond een dubbele vergoeding als schadeloosstelling. Het beginsel van die dubbele vergoeding is niet anders uit te leggen dan door het gelijktijdig bestaan van een dubbel belang : het belang van den ontginner benevens het algemeen nut. Maar die wet had niet voorzien, althans niet uitdrukkelijk, dat het niet volstond, aan den ontginner het recht te geven om de mijn op te delven; zij had niet voorzien dat men *hem daarenboven*

het middel moest geven om dat recht te nutte te maken, met andere woorden, de opgedolven mijn te kunnen leveren ten behoeve van het verbruik.

« De mijnontginner kan de ligging van de ontginningswerken eener mijn niet naar belieste bepalen, zooals men de ligging van eene fabriek bepalen kan. Een fabrikant kan zijn werkhuis oprichten *derwijze dat hij over de noodige verkeerswegen beschikt om de voortbrengselen met gemak en voordeel* eruit te doen komen; integendeel, een mijnontginner is verplicht, zijne mijnontginningswerken te doen uitvoeren in wijken die dikwijls verafgelegen zijn van elken verkeersweg vanwaar hij daaraan niet kan geraken zonder gedwongen te zijn tot *zulke zware vervoerkosten dat hij, in de onmogelijkheid verkeerende het te kunnen volhouden tegen de andere naburige mijnontginningen, zou verplicht zijn aan zijne werken te verzaken...*

» Het voorstel der Regeering dienaangaande, alhoewel eenparig door de Commissie gestemd, werd vrij hevig aangevallen door eenige leden dezer Kamer, die meenden dat het een inbreuk was op het eigendomsrecht, buiten het uitzonderlijk geval voorzien bij de Grondwet.

» Die aanvallen hadden geen uitwerking; het was immers niet mogelijk, te ontkennen *dat het hier, en wel in de hoogste mate, het algemeen nut betrof.* De mijnen zijn zoo een rijke bron van welvaart voor het land, ze zijn zoo onontbeerlijk voor nijverheid en handel, dat het klaarblijkelijk algemeen nut oplevert, geen enkel buitengewoon middel te verwaarloozen om de *ontginning ervan te bevoordeelen* wanneer de gewone middelen ontbreken. »

Steunende op de redenen die tot bedoelde hervorming aanleiding gaven, heeft men de vraag geopperd, of de bepaling van artikel 12 der wet van 1837 toepasselijk was OP DE GRAVERIJEN EN OP DE GROEVEN.

Deze vraag werd herhaalde malen onderworpen aan den Mijnraad :

De Minister van Openbare Werken vroeg aan den Mijnraad of de bepaling van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 van toepassing zou zijn, ingeval de aanvraag tot aanlegging van nieuwe verkeerswegen gedaan werd in het belang van het ontginnen van eene graverij.

1. Advies van 8 Februari 1861. Chicora. Rechtspraak van den Mijnraad, bldz. 54 (1856-1862).

« De bepaling van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837, die de onteigening ten algemeene nutte toelaat in het belang van de mijnontginning, is uit haren aard een streng recht waarvan de toepassing daarom zelf binnen de engste grenzen moet beperkt zijn.

« Daarom kan het voordeel dier bepaling niet worden uitgestrekt tot de ontginningen welke de wet vermeldt onder de algemeene benaming van graverijen. »

De bewoordingen van artikel 12 laten geen andere uitlegging toe. Het voorrecht kan enkel ingeroepen worden ten bate van vergunde mijnen.

Vruchteloos brengt men daartegen in dat de ijzermijnen, die enkel kunnen ontgonnen worden door middel van gangen en kunstwerken, in concessie kunnen gegeven worden naar luid van artikel 69 der wet van 21 April 1810 en dat dienvolgens die mijnen ten minste het voordeel van artikel 12 zouden kunnen inroepen; immers, artikel 1 der wet van 2 Mei 1837

heeft uitdrukkelijk buiten de bevoegdheden van den Mijnraad gesloten alle aanvragen om concessie of uitbreiding van ijzermijnen, om 't even waar ze gelegen zijn of op welke wijze die moeten ontgonnen worden.

Dus kan alleen de wet een toestand verhelpen waarover wordt geklaagd sedert meer dan eene halve eeuw, en het blijkt dat dit punt moet onderzocht worden naar aanleiding van de herziening der wetten van 1810 en 1837.

*
* *

2. Advies van 10 October 1862. — Chicora. Rechtspraak van den Mijnraad (1856-1862), bladz. 68.

« De bepaling van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 betreffende het aanleggen van verkeerswegen kan slechts ten voordeele van vergunde mijnontginningen ingeroepen worden.

« Het voordeel dezer bepaling kan niet worden uitgebreid tot de ijzermijnen en graverijen die ontgonnen worden zonder concessie. »

Dat advies levert belang om meer dan één reden :

a) Omdat het vaststelt « dat op hun jongsten zittijd, de Provinciale Raden van Henegouw, van Namen en van Luik den wensch uitbrachten dat een wetsontwerp ter Kamers worde ingediend ten einde het voordeel van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 uit te strekken tot de ijzermijnen en -graverijen, zonder concessie ontgonnen. »

b) Omdat het verklaart dat de Provinciale Raden terecht hebben gedacht dat het optreden van den wetgever diende gevraagd te worden om het voordeel van artikel 12 uit te strekken tot de ijzermijnen en -graverijen ontgonnen zonder concessie, alsmede tot de groeven.

c) Omdat het acht dat met reden, sedert meer dan 23 jaren, talrijke klachten zijn opgerezen over de verspillingen in België gepleegd wat betreft allerlei ijzererts, en dat een dringend belang het hooger bestuur ertoe noopt zich dienaangaande bezig te houden met de herziening van de bestaande wetten, dat men bij die herziening voldoening zal kunnen schenken, binnen billijke grenzen, aan de gegronde klachten van de Provinciale Raden.

3. Zelfde advies van 20 November 1863. — Chicora. Rechtspraak van den Mijnraad (1863-1875).

« In den huidige toestand der wetten op de ijzermijnen en graverijen, past het niet het voordeel van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 uit te strekken tot de ijzermijnen ontgonnen zonder concessie.

» Het is noodzakelijk over te gaan tot de herziening van het gedeelte der wetten dat de onginning van ijzermijnen en -graverijen regelt. »

4. Advies van 27 Juli 1886. — F. Du Pont. Rechtspraak van den Mijnraad (1880-1887, blz. 174).

« De bepaling van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837 kan niet toegepast worden ten bate van andere nijverheidsinrichtingen dan mijnen. Inzonderheid is zij niet toepasselijk op eene groeve. »

Ziehier een ander belangwekkend bestanddeel van het vraagstuk :

Verslag van den raadsheer Du Pont, gevoegd bij het advies van den Mijnraad van 18 Mei 1883. Rechtspraak van den Mijnraad, bd. VI, blz. 57.

« Ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 21 April 1875, werd door de Regeering een wetsontwerp ingediend op de verbinding van de nijverheidsinrichtingen met den spoorweg. Het ontwerp, toen verdaagd tot het volgende zittingsjaar, werd nog niet in behandeling genomen. Het ontwerp bedoelde *niet alleen de ontginning van mijnen, graverijen en groeven*, maar ook al de andere nijverheidsinrichtingen. De Middenafdeeling stelde dienaangaande de volgende vragen :

« 1^o Dient er geen onderschied te worden gemaakt tusschen de nijverheidsinrichtingen die *eene nagenoeg van natuurwege voorafbestaande ligging* hebben, zooals de mijnvelden van kolen en van erts, de groeven, de watervallen, en die welke enkel afhangen van's menschen wil en welke men louter kunstmatig zou mogen heeten ?

» 2^o Dient niet insgelijks een onderscheid te worden gemaakt tusschen de nijverheidsinrichtingen, bestaande vóór het tot stand brengen van den spoorweg en *van de vaart*, en die welke later zijn ontstaan ?

» 5^o Diende men niet insgelijks, buiten de bestuurswaarborgen, het instellen te bestudeeren van eene bijzondere jury, waarbij de betrokken belangen in hoogsten aanleg konden komen ?

» Bij monde van den heer Beernaert, Minister van Openbare Werken, antwoordde de Regeering dat het even veel belang kan opleveren, bij voorbeeld, eene metaalfabriek met een nieuwen verkeersweg te verbinden, als eene kolenmijn of eene groeve; dienvolgens, zoo men kan beweren dat de nijverheidsman, die eene fabriek opricht met de gedachte deze te verbinden met een reeds bestaande spoorweg of vaart, niet kan gelijkgesteld worden met iemand die verlangt zich te verbinden met een verkeersweg aangelegd sedert zijne fabriek bestaat, moet daarop niet volstrekt eene weigering volgen : er dienden hier feitelijke omstandigheden in aanmerking te worden genomen door de commissiën van onderzoek, den Mijnraad en de Regeering; eindelijk, het optreden van een onafhankelijk korps als de Mijnraad moet alle belangen vrijwaren, zooals eene jarenlange ondervinding in over 't algemeen gewichtiger zaken zulks scheen te wettigen.

» Deze beschouwingen konden de Middenafdeeling niet overhalen : *na eene practische formule te hebben aangenomen*, luidende als volgt : « De wet zal slechts toepasselijk zijn *op de inrichtingen steunende op een vroeger bestaanden grondslag, om zoo te spreken uit de natuur ontsproten, zooals kolenmijnen, graverijen, groeven, watervallen, alsmede op de inrichtingen bestaande vóór het aanleggen van de spoorlijn en van de vaart* », stelde zij enkel de volgende toevoeging aan den tekst van het ontwerp voor : « Geldt het de verbinding van eene nijverheidsinrichting die werd opgericht of in werking gesteld na het aanleggen van den spoorweg, dan moet daarenboven aan de verklaring van het bestaan van openbaar nut voorafgaan het eensluidend advies van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad. »

« Het stelsel van de Regeering, waarbij wordt gevraagd de verklaring van het bestaan van openbaar nut ten bate van al de nijverheidsinrichtingen zonder onderscheid, schijnt ons eenigszins overdreven te zijn : zij, die er waarlijk behoefte aan hadden, waren er het slachtoffer van. De formule

waarbij de Middenafdeeling zich in beginsel, met algemeene stemmen, had aangesloten, schijnt ons op billijke wijze voldoening te schenken aan de klachten welke de ergste voorstanders der nijverheid kunnen doen gelden. Integendeel, het gemengd stelsel, door de afdeeling voorgesteld, schijnt ons meer dan een bezwaar op te leveren. Wij begrijpen niet goed het eensluidend advies van twee korpsen die uitspraak doen ten verschillenden titel van bevoegdheid; ware dat niet in sommige gevallen de bevoegdheid van eene der betrokken partijen verminderen? Het eenvoudig advies van de Bestendige Deputatiën en daarna het voorstel van den Mijnsraad vrijwaren, volgens ons, beter alle belangen ».

Overigens, het is zeker — dat blijkt uit de ruime beteekenis, door rechtsleer en rechtspraak toegeschreven aan artikel 682 en volgende van het Burgerlijk Wetboek — dat thans de strekking bestaat om aan den eigenaar van een ingesloten grond het recht toe te kennen, uit zijn goed al het aan den grond verbonden nut te trekken, dezen te ontginnen alsof hij niet ware ingesloten, rekening houdend met de nieuwe behoeften en de nuttige verbeteringen gebracht in de ontginning.

Het recht van den eigenaar om zijn grond te benuttigen, om er al het mogelijke voordeel uit te trekken, de economische vereischten, de toestand der nijverheid, de toeneming van de producten, de mededinging vergen gemakkelijke, weinig kostende verkeerswegen om het vlug leveren en verzenden van de bestellingen, alsmede den goedkoop der waren te verzekeren.

Tot nu toe echter hield de rechtspraak zich niet bezig met het verder strekkend recht, dat de nijveraars nochtans noodig heeft, om bestendige vervoermiddelen tot stand te brengen ten einde gemakkelijk van zijn ingesloten grond te geraken. Daarom ook is er eene wet noodig.

Ten aanzien van de bijzondere vraag waarmee wij ons bezighouden, blijkt uit de ondervinding dat sommige nijverheidsmensen, door zich in klein getal in syndicaat te vereenigen, jaren lang erin konden slagen de mededinging te beletten, het ontginnen van graverijen en groeven te verhinderen, door die te trachten in te sluiten: daartoe kochten zij al de gronden op, palende aan eene rivier, eene vaart of eene spoorlijn.

Dat gaf aanleiding tot een tweevoudig nadeel: de eigenaar van de ingesloten gronden kon geen genot hebben van zijn goed, noch het verkoopen tegen de wezenlijke waarde; anderzijds, de fabrikant, die het aldus in monopolie genomen voortbrengsel van den grond moest bezigen, was verplicht overdreven prijzen te betalen, welke eene billijke mededinging hadde doen afslaan.

Met algemeene stemmen stelt de Commissie voor, artikel 12 te wijzigen in den aangewezen zin, door daaraan toe te voegen, na de woorden *in het belang eener ontginning van mijnen*, de woorden: *graverijen en groeven*.

Een lid behoudt zich het recht voor, de aan den eigenaar verschuldigde dubbele vergoeding te bestrijden en voor te stellen ze te verminderen, overeenkomstig het gemeene recht in zake van onteigening, tot eene rechtmatige en billijke vergoeding.

Wijzigingen in de wet van 21 April 1810.

Artikelen 73-74-75. — Op 6 December 1881 diende de heer Sainctelette een wetsontwerp in tot intrekking van de artikelen 73 en 74 der wet van 1810, nutteloos geworden ten gevolge van de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863 op de politie betreffende de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

Tot het oprichten van inrichtingen wordt machtiging verleend door de Bestendige Deputatiën, op advies en voorstel van den arbeidsopziener, en na een onderzoek naar commodo en incommodo van vijftien dagen. De arbeidsopziener is voortdurend belast met het toezicht op die inrichtingen.

Nochtans blijven de artikelen 73 en 74 der wet van 21 April 1810 van toepassing op eene gansche groep werkhuizen, bij artikel 73 vermeld, en artikel 74 voorziet daarvoor eene gansch verouderde wijze van machtiging zonder eenig verband met de hedendaagsche gewoonten en behoeften der nijverheid.

Uitgaande van de gedachte dat de bij artikel 73 bedoelde inrichtingen worden opgericht in de nabijheid der mijnen, waarvan zij de voortbrengselen verbruiken of benuttigen, maakt artikel 74 melding van het onderzoek van de aanvragen tot voorkeur, die mochten ingediend worden gedurende dat lang tijdsverloop van vier maanden — alhoewel feitelijk bedoelde fabrieken volstrekt onafhankelijk zijn geworden van eene bepaalde kolen- of ertsmin. Voor de ligging zoeken zij eene voordeelige plaats met het oog op de gemakkelijke verkeerswegen en vervoermiddelen. Zij bekommeren zich niet en behoeven zich te bekommeren, ten minste niet hoofdzakelijk, met het mijnveld waarvan zij de voortbrengselen bezigen.

Waartoe kan het advies wel dienen, dat men eischt van het beheer der mijnen, over de hoeveelheid te verwerken erts, vermits het er blijkbaar niet om te doen is, de voortbrenging van een bepaalde mijn op billijke wijze te verdeelen onder verschillende fabrieken?

Waarom dient te worden gehandhaafd de bepaling waarbij het advies wordt gevegd van het boschbeheer voor het te benuttigen hout? Hebben de kolen het hout niet vervangen bij de metaalnijverheid van allen aard?

Waarom dient de regeling, ingevoerd door de wet van 1810, te worden gehandhaafd voor fabrieken die geen rechtstreeksch verband meer hebben met de mijnnijverheid?

Waarom dient men aan de ingenieurs van het mijnwezen bij voortduring het toezicht toe te vertrouwen over de gansche reeks inrichtingen voorzien bij artikel 73, zooals in den tijd dat die inrichtingen natuurlijk gelegen waren rondom de mijnvelden waarvan zij, om zoo te zeggen, de aanvulling waren?

Dat verschillend stelsel der wet van 1810 voor sommige fabrieken en van het Besluit van 29 Januari 1863 voor de overige is geschikt om geschillen uit te lokken betreffende de bevoegdheid tusschen den toezichtsdienst van den arbeid en dien van het mijnwezen.

Daarom trachtte het koninklijk besluit van 22 October 1893 in die moeielijkheid te voorzien door in zijne bijlage A eene lijst van inrichtingen op te nemen, waarvan het toezicht aan de ingenieurs van het mijnwezen is opgedragen; bedoelde indeeling is echter volkomen willekeurig, vermits in sommige gevallen, met name voor de paragrafen *f* en *g*, de ingenieur van het Mijnwezen het toezicht heeft op de aanhoorigheden van sommige metaalfabrieken die eenvoudig geclasseerde inrichtingen zijn en elders onder het toezicht staan van den arbeidsopziener.

Doch ondersteld dat de indeeling stipt bepaald is, het verschil tusschen eene metaalfabriek en eene fabriek van scheikundige producten is al heel klein.

Eene machtige vennootschap bezit fabrieken voor het roosten van zinkerts. Hare solferhoudende gassen worden de lucht ingezonden: ze staat onder het beheer der wet van 1810.

Beslist zij hare solferhoudende gassen op te vangen in looden bakken, dan wordt het eene fabriek van scheikundige producten, dus een geclasseerde inrichting, en derhalve onderworpen aan het toezicht der arbeidsopzieners.

De eenvoudige ijzergieterijen zijn geklasseerde inrichtingen en onderworpen aan het arbeitstoezicht.

Het meerendeel ervan komen er toe, kleine werktuigen te bezigen, geschikt om harde geut en staal voort te brengen. Daar die inrichting een kleine zoogenaamde « convertisseur » vergt, al was die ook maar een hectoliter groot, zoo is het bestuur er toe gerechtigd, eene machtiging te eischen krachtens de wet van 1810.

* * *

De Commissie acht dat de artikelen 73, 74 en 75 dienen weg te vallen uit de wet van 1810. Alleen de wet op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen zou toepasselijk zijn.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.
— I.	— I.
Abroger les articles 73, 74 et 75 de la loi du 21 avril 1810 et rédiger comme suit l'alinéa 1 ^{er} de l'article 45 du projet :	De artikelen 73, 74 en 75 der wet van 21 April 1810 in te trekken en het 1 ^{de} lid van artikel 45 van het ontwerp te doen luiden als volgt :
« Sont abrogés les articles 15. 22 à 30, 36, 37, alinéa 2, 38, 39, 49, 50, 73, 74, 75, 93 à 96 de la loi du 21 avril 1810; les articles ... (la suite comme à l'article). »	« Worden ingetrokken de artikelen 15, 22 tot 30, 36, 37, 2 ^{de} lid, 38, 39, 49, 50, 73, 74, 75, 93 tot 96 der wet van 21 April 1810; de artikelen... (het overige zooals in het artikel). »

II.

Intercaler un article 45^{bis} ainsi conçu :

Les mots : « à l'exception des demandes en concession ou extension des mines de fer » sont supprimés dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1837, qui sera rédigé comme suit :

« Les attributions conférées au Conseil d'État par la loi du 21 avril 1810 sur les mines, seront exercées par un conseil de mines composé d'un président et de quatre conseillers nommés par le Roi ; un greffier, également nommé par le roi, sera attaché à ce conseil ».

III.

Intercaler un article 45^{ter} ainsi conçu :

Les mots : « minières et carrières » sont ajoutés après les mots : « exploitation des mines » de l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de la loi du 2 mai 1837 qui sera rédigé comme suit :

« Le Gouvernement, sur la proposition du conseil des mines, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir des communications dans l'intérêt d'une exploitation des mines, *minières et carrières*. La déclaration d'utilité publique sera précédée d'une enquête. Les dispositions de la loi du 17 avril 1835, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et autres lois sur la matière, seront observées ; l'in-

II.

Een artikel 45^{bis} in te lasschen, luidende als volgt :

Uit het 1^{ste} lid van artikel 1 der wet van 2 Mei 1837 vallen weg de woorden : « ter uitzondering van de aanvragen om vergunning of uitbreiding van ijzermijnen » ; het luidt dus :

« De bevoegdheden, door de wet van 21 April 1810 op de mijnen verleend aan den Raad van State, worden uitgeoefend door een mijnraad, bestaande uit een voorzitter en vier raadsleden, benoemd door den Koning ; een griffier, insgelijks benoemd door den Koning, is aan dien raad verbonden. »

III.

Een artikel 45^{ter} in te lasschen, luidende als volgt :

In het 1^{ste} lid van artikel 12 der wet van 2 Mei 1837, worden ingevoegd de woorden : « graverijen en groeven » na de woorden : « ontginning van mijnen » ; het luidt dus :

« Op voorstel van den mijnraad kan de Regeering verklaren, dat er ten algemeenen nutte verkeerswegen dienen te worden aangelegd in het belang eener ontginning van mijnen, *graverijen en groeven*. Aan de verklaring van het bestaan van het openbaar nut moet een onderzoek voorafgaan. De bepalingen der wet van 17 April 1835 op de ontginning ten algemeenen nutte, alsmede de andere wetten op dat ge-

demnité due au propriétaire sera
fixée au double ».

bied moeten nagekomen worden;
de vergoeding, aan den eigenaar
verschuldigd, wordt bepaald op
het dubbel. »

Het aldus gewijzigd ontwerp werd door de al aanwezige leden aangenomen.

De Verslaggever,

ALPH. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

COOREMAN.



NOTA DER MINDERHEID

Van de Reserve.

Hier dient herinnerd aan de wijze woorden van den heer Dupont, verslaggever in den Senaat : « Het denkbeeld door de heeren Hanrez en Harzé geopperd, strekkende tot het vormen eener reserve, werd gunstig onthaald door allen die zich onledig hielden met de herziening der wet van 1810. De eenen wilden vooral het gevaar ontwijken, van heden af de geheele bedding in vergunning te geven. « Dit ware de toekomst prijs geven, zegde de heer Hanrez, en wellicht vroeg of laat onze nijverheid berooven van het zwarte brood dat haar onontbeerlijk is. » Anderen sloten er zich bij aan, omdat zij daarin zagen, ófwel een eersten stap tot de exploitatie door den Staat of door eene vergunninghoudende maatschappij, ófwel de mogelijkheid te kunnen weerkeeren tot tijdelijke vergunningen met een eenvoudig recht van ontginning, dus een middel voor den Staat om zich de hem noodige steenkool tegen voordeeligen prijs aan te schaffen. *Men mag zeggen dat deze bepaling die, in billijke mate, de toekomst en de eindoplossing dezer ernstige vraagstukken ontziet, minnelijk de meest uiteenlopende meeningen heeft vereenigd en dat zij ertoe heeft bijgedragen aan de wet die buitengewone meerderheid te verzekeren, welke zij bij alle partijen verwierf. »*

Het ware hoogst gevaarlijk, heden in de Kamer deze zoo moeilijk verkregen eensgezindheid aan het wankelen te brengen. Men steunt op het feit, dat waar de wetgever vreesde de domanialiteit der mijnen te bekrachtigen, de Staat het recht niet heeft mijnstreken onvergunbaar te maken ; hij heeft geen ander recht, dan zeer duidelijke voorwaarden te stellen en bijzondere waarborgen op te leggen aan hen die vragen eene mijn te ontginnen ; de aanvragers eener vergunning, hoofdzakelijk de bovengrondsche eigenaars, zouden aldus, binnen de door de wet gestelde voorwaarden en op al de deelen der mijnstreek, hetzelfde verworven recht op vergunning bezitten : daarbuiten ware Staatsbemoeienis slechts toegelaten na de vergunning, door middel van onteigening en krachtens eene bijzondere wet dienaangaande.

Het ware met één pennestreek vernietigen het grondbeginsel van maatschappelijke voorziening dat het wetsontwerp en de eensgezindheid der scholen beheerscht, en het doen wijken voor het privaat eigendomsrecht. Men herinnert eerst aan een vaak aangehaalde zinsnede van Mirabeau ; maar wat hier dient herinnerd, is dat, vooreerst, Mirabeau zelf het zoogezegd recht van den bovengrondschen eigenaar op de mijnen het hevigst heeft aangerand : « Wil men onderzoeken, zegt hij, of de mijnen in hoofdzaak private eigendommen zijn, afhankelijk van de oppervlakte die ze bedekt ? Ik zeg dat de Maatschappij, van den grond een eigendom *slechts gemaakt heeft*

onder beding hem te bebouwen; en in dit opzicht is er slechts sprake van de oppervlakte. ...Ik zeg dat, indien het algemeen belang en het recht de twee grondslagen zijn van den eigendom, het algemeen belang en het recht niet eischen dat de mijnen bijhoorigheden zijn van de oppervlakte. Ik zeg dat het inwendige der aarde niet kan worden verdeeld; en de mijnen, wegens haren onregelmatigen aard nog minder.... » Mirabeau beschouwde den eigendom als enkel in het leven geroepen door de wet toegepast op het algemeen belang en in dien breedten zin moet zijn vermaard grondbeginsel verstaan worden: de mijnen staan ter beschikking van de natie; zijn gedacht was ongetwijfeld aldus er de exploitatie van te verzekeren, en, getrouw aan het individualisme van zijnen tijd, dacht hij slechts aan de drijfveer van het persoonlijk belang; maar het maatschappelijk belang kon de schorsing der vergunbaarheid medebrengen. De vergunning, volgens de wet van 1791, verleende trouwens alleen een tijdelijk recht, onderworpen aan verval.

Op het einde der XVIII^e eeuw en in 1810 dacht men er bovenal aan, de inwaardestelling der natuurlijke rijkdommen te verzekeren en een beroep te doen op de kapitalen der bijzonderen. Het vraagstuk der voortbrenging beheerschte alles; maar in de XIX^e en XX^e eeuw kregen die van de Uitdeeling of Ruil en van de Verdeeling een belangrijk gewicht en deze vraagstukken kunnen de rechtstreeksche tusschenkomst van den Staat vergen; dat doen zij dan ook onder onze oogen.

Moest Mirabeau op het einde der XIX^e eeuw geleefd hebben in een Staat zooals het Duitsche Keizerrijk, dat een uitgebreid spoorwegnet exploiteert, dan ware hij er op bedacht geweest, den Staat aan de meest voordeelige prijzen brandstof te verzekeren en zonder te moeten bukken voor de eischen van de cartels van vergunninghouders.

Vandaar de uitbreiding van de mijnontginningen door den Staat: bij het uitgebreid gebied van de Saar en van Opper-Silezië wordt de naasting gevoegd van de concessiën van het Roerbekken en, bij gebrek aan eene voorzienende vroegere wetgeving, stuit men op vreeselijke conflicten met de banken, die titels bezitten van eene machtige mijnmaatschappij zooals de *Hibernia*. Tot welke voorziening moet de evolutie der nijverheid zelf de hedendaagsche geleerden niet aanvuren?

Die cartels ontwikkelen zich gelijk de machines in de nijverheid, als een onweersstaanbaar feit dat de wettelijke banden tart: de enkele kracht van den Staat kan men er tegenover stellen; de moderne theoretici, die de cartels wettigen, doen een beroep op deze hoogere macht om er de misbruiken van te keer te gaan: « De eventuele ontginning der reserves die de Belgische Staat zich voorbehouden heeft in het Kempisch kolenbekken, kan het bestuur der spoorwegen, *gedeeltelijk althans*, vrijmaken van den invloed der kolenmijnsyndicaten voor zijne bevoorrading van brandstof. De Staat zal aldus optreden als voortbrenger en verbruiker tevens. Dit was eveneens het geval met de onderhandelingen van den Pruisischen Staat, in 1907, om de titels der kolenmijnmaatschappij *Hibernia* af te koopen. In zijne hoedanigheid van exploitant zou hij hebben deelgenomen aan de beraadslagingen van het

Rhijnsch-Westfaalsch kolensyndicaat, en hij zou een deel voortgebracht hebben der steenkolen, noodig voor het verbruik van de spoorwegen (1). »

Aldus de heer De Leener; en elders nog over den regelenden invloed van den Staat: « De Staat zal aldus het evenwicht verzekeren als voortbrenger, zonder dat hij noodzakelijk deel uitmaakt van de tusschen private ondernemingen opgerichte syndicaten. De voortbrengst en de verkoop van producten door den Staat, die in mededinging optreedt met een syndicaat, zou toelaten eene overdreven rijzing der syndicale prijzen te betengelen. Moest de Belgische Staat de kolenmijnvergunningen, die hij zich in den Kempen voorbehouden heeft, exploiteeren, dan ware hij bij voorkomend geval in staat de prijzen te matigen, door de kolenmijnsyndicaten aan de koopers gesteld. Het zou volstaan, om dit te bewerken, tegen lagere prijzen te verkoopen (2). »

Men oordeele over de uitbreiding die aan de aanspraken van den bovengrondschen eigenaar kunnen gegeven worden, naar deze zinsnede van het verslag: « Gesteld een eigenaar die delvingen gedaan heeft in zijn terrein: hij heeft steenkool ontdekt, hij is dus vinder naar den zin der wet van 1810..., hij bezit al de hoedanigheden om eene winstgevende exploitatie tot een goed eind te leiden, hij levert al de waarborgen van bekwaamheid welke de overheden het recht hebben van een vergunninghouder te eischen. Onder welk voorwendsel weigert men hem wat andere burgers onder dezelfde omstandigheden verkregen hebben? » Zal het privaat belang zelf tegen den Staat de uitgestrektheid der vergunbare gronden trachten vast te stellen, of de vergunning ervan opleggen?

Zelfs in 1837, toen men, tegen den geest in der wet van 1810, de rechten der bovengrondsche eigenaars versterkte, nam men niet aan dat de eigenaar, zelfs hij die al deze voorwaarden vervulde, een verworven recht op vergunning had. Het recht van niet-vergunnen werd altijd bekrachtigd als hoogste waarborg van het algemeen belang.

De heer Nothomb, Minister van Openbare Werken, drukte zich op 6 April 1837 uit als volgt: « Eene aanvraag tot vergunning is in schijn slechts eene zaak van privaatrecht. Wanneer deze zaak uitgemaakt wordt door den Mynraad, waar deze verklaard heeft dat er reden bestaat om de vergunning te verleenen, mag dan de Regeering om redenen buiten het privaatrecht, om redenen van maatschappelijke huishoudkunde en algemeen belang, de aangevraagde goedkeuring weigeren of verdagen? Hier doet zich een ander vraagstuk op dan dit van privaatrecht: het staatkundig vraagstuk, dit van algemeen belang, van maatschappelijke huishoudkunde. Welnu, ik beweer dat zich gevallen kunnen voordoen waarbij dit belang de overhand moet hebben, gevallen waarbij het staatkundig vraagstuk zich zóó duidelijk, zóó dringend voordoet, dat de Regeering de goedkeuring zou moeten weigeren of althans ze verdagen. Zoover gaat, volgens mij, het recht der Regeering.

(1) DE LEENER, *L'organisation syndicale des chefs d'industrie*, 1910, II, blz. 548.

(2) DE LEENER, *L'Organisation syndicale des chefs d'industrie*, blz. 547.

Zij moet dus uiterst omzichtig van de wet gebruik maken; zoo zij de macht, die gij haar toekent, niet zeer bescheiden uitoefende, zou het zeer spoedig gebeuren, dat gansch het Belgische grondgebied zou geconcedeerd zijn, dat de werking van de wet zou zijn uitgeput; alsdan zouden wij tot een waar monopolie gekomen zijn ten gevolge van de onmogelijkheid van elke nieuwe concessie. De concessiën zouden in handen zijn van al degenen die ze het eerst aangevraagd hadden, van al degenen die ze het eerst van de Regeering zouden hebben gekregen; niets zou nog kunnen geconcedeerd worden, en de wet zou voor de toekomst zonder toepassing zijn. »

Terecht heeft men erop gewezen dat het doel en de hoofdgedachte van Napoleon dezelfde waren als die van Mirabeau(1), zij wilden eene goede ontginning der mijnen verzekeren, ontegenzeggelijk in verband met het algemeen belang; doch voegen wij er uitdrukkelijk bij dat, zoo beiden, om hun doel te bereiken, het privaat belang aanspraken, de eene den waarborg van vijftig jaar ontginning voldoende achtte als aansporing, de andere rechtstreeks de gelijkstelling beoogde van de concessie met den privaten eigendom. Het is nochtans niet juist, te beweren dat het stelsel van 1791 een nederlaag leed, ten aanzien van het beginsel van de tijdelijke concessie, en het artikel 7 van de wet van 1810 rechtvaardigde: de proef van de wet van 1791 volstond niet, verre van daar, om haar te veroordeelen op dit punt; de mislukking ontstond door de erbarmelijke bepaling waarbij de eigenaar van den bovengrond het recht van ontginning had tot op eene diepte van 100 voet; het gebrek en het misbruik waren gelegen in den privaten eigendom van den bovengrond, en niet in het ontbreken van den eigendom van den ondergrond. Het doet mij leed, het op dit punt niet eens te zijn met de geachte verslaggevers van Senaat en Kamer (z. DUPONT, blz. 19-20), noch zelfs met de voorstellers van het Fransche ontwerp, aan de Kamer der Afgevaardigden voorgesteld op 17 November 1908 (2).

Dit ontwerp, evenals het Belgische, strekt tot versterking van het algemeen belang. In Frankrijk behoudt de Regeering het volstreckte recht, den vergunninghouder te verkiezen onder de aanvragers; in België, alhoewel het ontwerp de voorkeur handhaaft van den eigenaar van den grond, brengt de ontleding van de rechten van den eigenaar, door den heer Dupont gedaan, tot onze besluiten terug:

« Het recht op de mijn, door de wet van 1810 erkend ten bate van den bovengrond, is een aan banden gelegde en schier uitgedoofde eigendom. De bezitter van dit recht kan over de mijn niet beschikken; hij kan er geen gebruik van maken, noch haar ontginnen zonder concessie van wege de Regeering; de openbare macht roept door het decreet van vergunning den

(1) Verslag van den heer Dupont, bl. 19.

(2) Wetsontwerp over het algemeen mijnwezen. Kamer der Afgevaardigden, n^o 2014, 17 November 1908. « Het voorbeeld van de wet van 1791, wordt er gezegd, toont aan de bezwaren tegen de tijdelijke concessie en de verkwisting die er uit voortvloeit. » Dit is eene dwaling: men verwacht daar insgelijks de misbruiken van den eigenaar van den bovengrond met de ontginning van den ondergrond.

nieuwen eigendom in het leven, zonder afstand, noch overdracht, noch ont-eigening. Van af den datum der vergunning, verdwijnt de eigendom van den grondbezitter, aan wien enkel het eijnsrecht overblijft. Vóór het decreet heeft hij enkel het recht van opsporing en een recht van voorkeur op de vergunning. Men ziet dus dat het algemeen belang klaarblijkend boven de private rechten staat. » (bl. 18.)

De uitgestrektheid van het thans in de Kempen vergund domein, met bijvoeging van ongeveer 3,000 hectaren waarover nog niet werd beslist, bedraagt 27,950 hectaren; de door de Kamer gestemde reserve bedraagt 19,980 hectaren. Dus zou de reserve zeven tienden van de geconcedeerde gronden bedragen, doch dit is slechts denkbeeldig; de reserve beslaat drie domeinen: twee dezer (B en C op de kaart van het kolenbekken in de Kempen) liggen in het geconcedeerde domein van Limburg; dit is het eenige dat rijk is aan beddingen: deze Limburgsche reserve beslaat 9,600 hectaren, of iets meer dan een derde van het geconcedeerde domein (34.4 t. h.); de reserve A, grootendeels in de provincie Antwerpen, moet worden beschouwd als schier onontginbaar. Hare uitgestrektheid, die grooter is dan de beide andere samen (10,380 hectaren), is bedrieglijk. Men moet het luide verklaren om aan het verwijt van een nieuw bewijs van weinig voorzorg te ontsnappen.

De uitgestrektheid van de kolenstreek in de Kempen wordt op nagenoeg 160,000 hectaren geschat, waarvan waarschijnlijk 88,000 zullen kunnen ontgonnen worden. Men moet afzien van het oorspronkelijk optimisme en zeggen dat wat geconcedeerd werd, gevoegd bij de 9,600 hectaren reserve, althans voor langen tijd, de winstgevende ontginbare streek uitmaakt.

Zoo men het geconcedeerde domein in de Kempen vergelijkt met het ontgonnen gedeelte van het oude bekken, dan bevindt men dat in dit oude 106,000 hectaren werden vergund; doch het thans ontgonnen gedeelte beslaat slechts 51,030 hectaren, minder dus dan de helft (1). Met eene gemiddelde opbrengst van 445 ton per hectare, brengt het thans 22,745,000 ton op; indien de in Limburg geconcedeerde streek gemiddeld even vruchtbaar is, zal zij 11,102,745 ton opbrengen, daargelaten zelfs de 5,000 hectaren waarover niet werd beslist; dit is de helft van de voortbrenging van het oude bekken. Dit is niet al; in het niet ontgonnen gedeelte van het oude bekken bestaat nog eene ware, aanzienlijke reserve die spoedig kan worden ontgonnen. Is het niet klaarblijkend, volgens deze beschouwingen, dat de private nijverheid over eene buitengewoon groote macht zal beschikken? Waar men voorstelt geheel het nog niet geconcedeerde gedeelte gelijk te stellen met de reserve, doet men nog slechts beroep op eene onvoldoende voorziening.

Van de naasting en van het beding van naasting.

Als verdedigingsmiddel heeft de Staat niet alleen het vormen van reserves in het nieuwe bekken en de mogelijkheid deze te ontginnen, en

(1) DE NOEL, *Les moyens de production et l'effet utile de l'ouvrier dans les houillères belges*, bl. 127.

dus drukking op de markt uit te oefenen ; hij kan ook optreden in de naasting van de geconcedeerde en reeds ontgonnen mijnen. Wanneer deze vraagstukken worden behandeld, moet men zich een denkbeeld vormen van de syndicale en patronale evolutie in België. De overeenkomst geschiedde eerst per streek ; aldus kwamen tot stand de syndicaten in het Centrum, te Luik, te Charleroi en in de Couchant van Bergen ; hier is de groepeerings het meest gebrekkig ; het nationale syndicaat verving de gewestelijke overeenkomsten : een nationaal syndicaat vereenigde schier al de kolenmijnen met het oog op de aanbestedingen van den Staat. De *Société générale*, alleen, beschermt kolenmijnen die meer dan een vierde deel opleveren van de voortbrenging in het land. Door deze groepeerings, vervangen, van lieverlede, onderling genomen beslissingen de persoonlijke mededinging in het vaststellen van de prijzen en de verdeling der vertierwegen (1). Er bestaan zelfs internationale syndicaten. De arbeidsvoorwaarden der werklieden worden ook onderling vastgesteld in denzelfden aard : de *Union des Charbonnages* vormt zelfs in Henegouw een syndicaat van verzekering tegen werkstaking (2).

Verdedigers van de patroonssyndicaten, zooals de heer De Leener, zien naar wapens uit voor den Staat tegen dezer mogelijke misbruiken. Door de naasting der concessiën kan men rechtstreeks in de syndicaten doordringen of er rechtstreeks eene machtige mededingende werking of degelijk toezicht invoeren ; dit beoogde de Pruisische Staat toen hij de aandeelen van Hibernia naastte (3).

Daarom zou elke nieuwe concessie een beding van naasting moeten bevatten. Het zal volstaan te herinneren aan de moeilijkheden waarmede de onderhandelingen gepaard gingen betreffende de naasting van den *Grand Central* of van het spoorwegnet in Vlaanderen om den wetgever tot voorzichtigheid aan te sporen. De ondervinding van vroeger deed den wetgever besluiten, de bijzondere bepaling van artikel 6 in te voeren in de wet van 9 Juli 1875 op de tramwegen. Ongelukkig kan het beding van naasting niet meer opgelegd worden aan de verleende vergunningen. Daarom moet in de huidige vergunningen een algemeene maatregel van denzelfden aard geëischt worden. Een wetsontwerp neergelegd in Frankrijk op 17 November 1908 machtigt den Staat te allen tijde elke mijnconcessie te naasten. « Men moet erkennen, zegt de voorsteller, de heer Barthou, in de Memorie van Toelichting, dat er zich omstandigheden kunnen voordoen waarin het noodig is dat de Regeering vrij kunne beschikken over eene bepaalde mijn. » Dit bewijst op nog meer treffende wijze de heer De Leener ; eene bijzondere wet moest dus de herziene mijnwet aanvullen (4).

(1) DE LEENER, *Organisation syndicale des chefs d'industrie*, I, bl. 75-94.

(2) *Ibid.*, bl. 97.

(3) DE LEENER, II, blz. 546 en vlg.

(4) Fransch ontwerp.

(5) Nota in het werk van SPILGARD : *Des concessions des mines dans leurs rapports avec le Droit civil*, 1880.

De geachte verslaggever is gunstig gestemd voor het beding van naasting, en hij neemt aan, zooals wij het voorstelden en zooals overigens de wet van 9 Juli 1873 het bepaalt voor de tramwegen, dat de grondslagen voor de schatting en de voorwerpen van de naasting zouden worden bepaald in de akte van concessie of beter nog in het lastkohier.

Hij stelt echter de naasting tegenover de reserve. Wij, daarentegen, doen reserve en naasting samengaan, en dit is het wat ons volstrekt onderscheidt. Bovendien, waar zou men, bij de onvoorzichtigheid van de openbare macht, het zoo billijke en rechtvaardige beding nog kunnen invoeren?

Daarom moet er eene wet worden gemaakt op de naasting die toepasselijk is op elke concessie.

(Zie bijlage.)

IJzererts.

De geachte verslaggever erkent met ons zelf de noodzakelijkheid van de herziening der wet van 1837, die sedert 73 jaar de vergunbaarheid van ijzererts schorst. Men leze het verslag van 10 Maart 1874 door den heer Descamps, om zich een denkbeeld te vormen van de misbruiken die de toen genomen maatregel — welke, naar de meening van den wetgever, slechts tijdelijk heette — moest doen ontstaan. De ontginning werd door de eigenaars geleverd aan ohderaannemers, die er enkel op uit waren spoedig veel en goedkoop te ontginnen. « Zij laten, zegde de heer Descamps, de hardste gedeelten van de bedding ter zijde en hakken slechts de zachtste gedeelten uit : wanneer zij een waterader ontmoeten, verlaten zij de ontginning die voortaan te duur zou kosten, en laten haar onderloopen ; aldus verliest men de rijkste beddingen, die, daar zij nooit gekend noch ontgonnen werden door ontginners haastig om te genieten, slechts aanleiding gaven tot een ware *plundering*, schadelijk voor de belangen van de ijzersmelters, van de eigenaars en van het land. »

Het verslag van den heer Descamps handelde over een verzoekschrift van ijzersmelters die het herstel vroegen van de vergunbaarheid. Sedertdien herhaalden zij jaarlijks hunne vraag. Thans is het onmogelijk, juist den staat van de oude beddingen te bepalen. De afschaffing van de bepaling der wet van 1837 is alleen in staat te bewerken dat men er zich mede bemoeie.

Dertig jaar geleden vroegen wij deze herziening en hebben wij beproefd de werklieden deelachtig te maken in de winsten van de ontginning van ijzererts.

Zonder dit ideaal prijs te geven, meenen wij dat het misschien hier de plaats zou zijn om het ontwerp van wijlen den betreurden heer Finet te verwezenlijken. Door de Kamer afgewezen in de wet op de ontginning der kolenmijnen, zou zij wellicht hier genade vinden. Inderdaad, als men opklimt tot den oorsprong der wet van 1837, dan vindt men dat zij haar ontstaan te danken heeft aan de terugwerking der gemeenten, wier goederen beddingen bevatten, tegen de misbruiken der concessiën onder de Nederlandsche regeering. Eene nationale maatschappij die de belanghebbende gemeenten, den Staat, de provinciën en zelfs de particulieren zou vereenigen, zou een

recht van voorkeur kunnen hebben voor de vergunning, zooals de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen; zij zou gemakkelijker en goedkooper de noodige kapitalen kunnen bijeenbrengen; doch wat zulke instelling onmiddellijk en met zoo weinig mogelijk onkosten zou kunnen doen is de navorsching van den werkelijken toestand onzer beddingen van ijzererts, toestand waarover ons beste aardkundigen ons thans volledig kunnen inlichten. Na het tijdperk van uitplundering der rijkste beddingen, van bandeloze ontginning, moet men zich vooral toeleggen op eene eenvormige ontginning, op eene zoo volmaakt mogelijke regeling van de onderzoekingen en van de pogingen. De opvatting van den heer Finet beantwoordt aan die verschillende behoeften.

Van den mijncijns, de belasting op de mijrente, en het deelen van den Staat in de buitengewone winsten der concessiehouders.

De Regeering heeft afgezien van zijn ontwerp tot deelneming van den Staat in de buitengewone winsten der concessiehouders van mijnen. Daarin lag nochtans eene billijke en nieuwe gedachte besloten. Daarom herhaal ik het gedeelte van mijne vroegere nota desbetreffende en voeg er nieuwe beschouwingen bij:

« Deze deelneming moet een ernstig karakter dragen, zonder de concessiehouders in hunne rechtmatige hoop te leuren te stellen, en met de mogelijkheid eener normale mededinging.

» Het aan den Staat toegekende gedeelte klimt met de verhooging van de netto opbrengst per bovengehaalde ton, te beginnen met een bepaald *minimum*, 2 frank per ton. Laten wij nagaan wat dit stelsel zou hebben opgebracht in het oude bekken.

» De moeilijkheid, die op het geheele ontwerp drukt, niettegenstaande het rechtmatige zijner gedachte, is dat het oude bekken beschermd wordt door artikel 55 der wet van 1810, hetwelk de veranderlijke lasten beperkt tot een cijns van 5 t. h. van de netto opbrengst; het gevaar ligt hierin: het nieuwe bekken in minder gunstige voorwaarden van mededinging te stellen. Dit is nog eene tegenstrijdigheid van het stelsel der altijd durende concessiën, dat ik verwerp.

Luik.

Henegouw.

		Aandeel van den Staat volgens		Aandeel van den Staat volgens	
		Netto opbrengst per ton.	het wetsontwerp, per ton.	Netto opbrengst per ton.	het wetsontwerp.
		—	—	—	—
1876	. .	+ 0.28		+ 0.55	
1877	. .	— 0.56		+ 0.08	
1878	. .	— 0.55		+ 0.07	
1879	. .	— 0.10		+ 0.06	
1880	. .	+ 0.37		+ 0.22	
1881	. .	— 0.22		— 0.02	

		<i>Luik.</i>		<i>Henegouw.</i>	
		Aandeel van den Staat volgens het wetsontwerp, per ton.		Aandeel van den Staat volgens het wetsontwerp.	
		Netto opbrengst per ton.		Netto opbrengst per ton.	
1882	. .	+ 0.14		+ 0.35	
1885	. .	+ 0.29		0.29	
1884	. .	+ 0.48		0.35	
1885	. .	+ 0.45		0.45	
1886	. .	+ 0.45		0.29	
1887	. .	+ 0.47		0.49	
1888	. .	+ 0.80		0.65	
1889	. .	+ 1.46		1.02	
1890	. .	+ 5.83	2 t. h. fr. 0,0766	2.63	1 t. h. fr. 0,0263
1891	. .	+ 2.21	1 t. h. fr. 0,0221	1.74	
1892	. .	+ 0.87		0.52	
1893	. .	+ 0.37		0.54	
1894	. .	+ 0.33		0.44	
1895	. .	+ 0.54		0.45	
1896	. .	+ 0.60		0.50	
1897	. .	+ 1.23		0.85	
1898	. .	+ 1.58		0.97	
1899	. .	+ 2.15	1 t. h. fr. 0,0215	1.59	
1900	. .	+ 5.20	4 t. h. fr. 0,2600	3.97	2 t. h. fr. 0,0794
1901	. .	+ 2.85	1 t. h. fr. 0,0285	2.19	1 t. h. fr. 0,0219
1902	. .	+ 1.77		1.32	
1903	. .	+ 1.92		1.09	
1904	. .	+ 1.27		0.64	
1905	. .	+ 1.42		0.67	
1906	. .	+ 2.50	1 t. h. fr. 0,0251	1.75	
1907	. .	+ 2.63	1 t. h. fr. 0,0263	2.04	1 t. h. fr. 0,0204
1908	. .	+ 1.96		1.51	
1909	. .	+ 1.12		0.59	

Men ziet dat gedurende die vier-en-dertig jaar de Staat slechts zevenmaal zijn deel trok te Luik, viermaal in Henegouw (1).

Daar de gegevens gemiddeld berekend werden, kan men niet nauwkeurig uitmaken welke de werkelijke opbrengst geweest zou zijn, want zij toonen aan de vergoeding van de hooge en de lage winsten, van de verliezen zelfs tusschen de verschillende gedeelten van het bekken, tusschen de verschillende ontginningen.

Het ontwerp ontslaat een *minimum* van de netto opbrengst van lasten,

(1) De heer G. DE GREEF heeft dezelfde berekeningen gemaakt op de gezamenlijke bekkens. Zie *Indépendance Belge*, 15 Januari 1906. Ik ben het met hem eens over talrijke critieken, zoodat ik hier de elementen eener positieve oplossing moet zoeken.

maar wij weten niet juist welk het bedrag der winsten is waarmede dit *minimum* overeenstemt, wij weten niets van het overeenstemmende kapitaal. Het ontwerp hangt als het ware in de lucht.

Ware het niet mogelijk, niet alleen het een positieven grondslag te geven, maar een meer billijke verdeeling te bepalen?

Men kan een *minimum*-interest van het betrokken kapitaal vaststellen, dat vrij zou zijn van elke verdeeling met den Staat. De interest, dien ik zou voorstellen, zou 4 t. h. meer bedragen dan de interest van de Staatsfondsen, volgens den koers der rente periodiek vast te stellen.

Die interest, thans 4 t. h., is niet willekeurig, men ziet dat hij dicht bij het gemiddeld interestbedrag komt van 1850 tot 1902 ontvangen, ten minste als men een gemiddeld kapitaal neemt van 25 frank per bovengehaalde ton, cijfer dat het bestuur der mijnen in zekere berekeningen heeft aangenomen.

Gezamenlijke bekkens van België.

Jaren.	Netto opbrengst per ton.	Ondersteld kapitaal per ton.	Interestbedrag van het kapitaal.
1850-1864	1.27	25 fr.	5 t. h.
1865-1869	1.20	»	4.8 »
1870-1879	1.31	»	5.2 »
1880-1887	0.28	»	1.1 »
1888-1894	1.12	»	4.5 »
1895-1902	1.61	»	6.4 »
1900-1903	2.42	»	9.7 »
1850-1902	1.15	»	4.6 »

Een tweede gegeven, dat ten naaste bij kan berekend worden, is het bedrag van het kapitaal per bovengehaalde ton. Hier kan er slechts sprake zijn van het kapitaal dat met werkelijke stortingen overeenstemt.

In het Rijnsch-Westfaalsch bekken bedraagt, in 1903, het kapitaal per bovengehaalde ton (aandeelen en schuldbrieven):

Voor 16 maatschappijen . . .	12 mark 44
Voor 3 andere	15 mark 55 (1)

Wanneer het gemiddeld kapitaal bepaald en de netto opbrengst per ton vastgesteld is, dan kan de interesttaxe berekend worden en tevens het bedrag van de netto opbrengst boven de 4 t. h. van het kapitaal per ton, dat met den Staat moet gedeeld worden.

Eene dergelijke methode zou een merkbaar voordeel opleveren, namelijk het bereiken der mijnrente door de verdeeling, dat wil zeggen dat de mijnen, die natuurlijk de rijkste zijn, meer opbrengen dan de minder rijke, met dezelfde toepassingen van kapitaal. Het gebrek van het ontwerp ligt hierin dat de netto opbrengst, evenveel belast, kan overeenstemmen tusschen de verschillende mijnen, met zeer ongelijke toepassingen van het kapitaal, en op

(1) *Circulaires des houillères de France*, n° 2678.

verschillende tijdstippen, met zeer ongelijke kapitalen voor dezelfde mijnen. Zoo zien wij in de Tabellen der Ruhrmijnen het kapitaal per ton afwisselen, in 1903, van mk. 4.78 tot mk. 24.95. Daar al deze mijnen vereenigd zijn, zijn de verkoopprijzen per ton dezelfde.

In eene belangrijke studie (1) verdeelt de *Moniteur des Interêts matériels* de mijnen in België in twee soorten : met hooge en met lage voortbrenging. Ik bereken dat vijftien mijnen met lage voortbrenging een gemiddeld kapitaal bezitten van 48 frank per bovengehaalde ton, en zeventien mijnen met hooge voortbrenging een gemiddeld kapitaal van 36 frank per ton. In een syndicaat zou men trachten een minimumwinst aan de minst voortbrengende mijnen te verzekeren, hetzij, bij veronderstelling, 4 t. h., wat voor de mijnen met lage voortbrenging overeenstemt met eene netto voortbrenging van fr. 1.92 per ton, terwijl met fr. 1.44 de mijnen met hooge voortbrenging reeds 4 t. h. hebben. Dit verschil treft de voorgestelde deelneming niet. Indien de netto opbrengst per ton 2 frank bedroeg, volgens het wetsontwerp, dan zou het kapitaal 5.5 t. h. opbrengen bij de mijnen met 36 frank kapitaal per bovengehaalde ton en 4.1 t. h. bij de mijnen met 48 frank kapitaal. Met het ontworpen stelsel zouden zij evenwel hetzelfde betalen : 2 centiemen per ton. In de mijnen met lage opbrengst zou de cijns weerslag kunnen hebben op de loonen. De last der rente zou geen weerslag hebben.

Moest de Staat zelf ontginnen, dan zou hij moeten trachten ten bate der Schatkist slechts de rente der mijnen te bereiken.

Het bewustzijn dezer ongelijkheid heeft die groote vermindering van het Staatsaandeel bewerkt. Het bereiken der mijnrente, gevoegd bij de vaststelling van een *minimum*-interest, vrij van verdeeling, en dat de algemeen gemiddelde opbrengst per ton van het oude bekken nabij komt, zou dus dit voordeel opleveren het nieuwe bekken beter in de gelegenheid te stellen, op normale wijze met het oude bekken de mededinging aan te gaan. Deze methode zou ook den Staat een beter berekend, juist en aanzienlijker aandeel kunnen waarborgen. Zichier de netto opbrengsten en den interest der kapitalen waarop dit aandeel moet genomen worden :

Netto opbrengst per ton.	Interestbedrag in de veronderstelling van een kapitaal per ton van		
	25 fr.	55 fr.	50 fr.
—	—	—	—
2 fr.	8 t. h.	5.7 t. h.	4 t. h.
3 »	12 »	8.5 »	6 »
4 »	16 »	11.4 »	8 »
5 »	20 »	14.3 »	10 »
6 »	24 »	17.1 »	12 »

Door de voorafhouding van den Staat zou — volgens het ontwerp — het bedrag van den interest weinig verlaagd zijn; met eene netto opbrengst van

(1) 10 December 1905.

3 frank en een kapitaal van 25 frank, zou alzoo het bedrag van den interest van 12 tot 11.88 t. h. verminderd zijn.

Volgens mij, zouden de twee factoren tot vaststelling van het aandeel van den Staat op gezette tijden bepaald worden; de voorwaarden der schatting van het kapitaal zouden bij koninklijk besluit vastgesteld worden en de verdeeling zou gedaan worden volgens een opklimmend aandeelsbedrag, evenals de winsten der keizerlijke Bank van Duitschland, rekening houdende met de belangrijkheid der risico's.

Veronderstellen wij dat het gemiddeld kapitaal 50 frank per ton zij, dan zou het minimum van den interest, die vrij is van verdeeling, 4 t. h., overeenstemmen met eene netto opbrengst van 2 frank per ton. De verdeeling zou verder gedaan worden door het heffen van een klimmend aandeelsbedrag op de opvolgende overschotten.

Ziehier eene proefneming die, naar mijn oordeel, mij gematigd voorkomt: de heffing zou bestaan in een aanvankelijk aandeelsbedrag van 10 t. h. van het eerste overschot van 50 centiemen op de aanvankelijke netto opbrengst, hier verondersteld te zijn 2 frank voor een hypotetisch kapitaal van 50 frank. Een klimmend bedrag van 10 t. h. zou de opvolgende overschotten van 50 centiemen treffen:

Netto opbrengst per ton.	Aandeel van den Staat.	Aandeel van den vergunninghouder.	Bedrag van den interest van het kapitaal.
—	—	—	—
2.50	10 t. h. op 0.50 = 0.05	2.45	4.9 t. h.
5.00	$\left\{ \begin{array}{l} 10 \text{ — } 0.50 \\ 20 \text{ — } 0.50 \end{array} \right\} = 0.15$	2.85	5.7 —
5.50	$\left\{ \begin{array}{l} 10 \text{ — } 0.50 \\ 20 \text{ — } 0.50 \\ 50 \text{ — } 0.50 \end{array} \right\} = 0.50$	3.20	6.4 —
en zoo vervolgens.			
4.00	 = 0.50	3.50	7.0 —
4.50	 = 0.75	3.75	7.5 —
5.00	 = 1.05	3.95	7.9 —
5.50	 = 1.40	4.10	8.2 —

Indien er samenloop is van aanvragen tot vergunning, zou er aanbesteding moeten plaats hebben tusschen de mededingers die door den Mijnraad zijn aangenomen.

Het uitgangspunt voor elke vergunde mijn zou bestaan in de netto opbrengst per ton, 4 t. h. verzekerende, doch het zou zich wijzigen naar gelang van het opbrengend vermogen van elke mijn; dit is het eenige middel om de rente te treffen.

Van nu af zou de wet moeten beslissen dat — welke ook de regeling zij van het aandeel van den Staat en zonder iets voorloopig te beslissen aangaande het overschot — een zeker bedrag van dit Staatsaandeel zal moeten dienen om de instellingen van voorzorg en van verzekering der mijnwerkers

te ondersteunen. Dit aandeel zou minstens de helft moeten bedragen en, in deze instellingen van voorzorg, zou men vooreerst rekening moeten houden met de hierboven aangeduide *resérve* die bestemd is, zooniet om de gelijke verdeling der dagloonen te bewerken, dan ten minste om een *minimum* te verzekeren. Dit zou een bestanddeel zijn tot oplossing van het groote vraagstuk. De wet zou deze *minimum*bijdrage kunnen uitbreiden.

Dat deze gemeenschappelijke macht van het werk, die in hare ontzagwekkende eenheid met een bewonderenswaardigen samenhang en een heerlijke toewijding deze taak der minerale voortbrengst vervult en alzoo gansch onze nijverheidsmacht bezielt, — dat deze macht, zeg ik, op onrechtstreeksche wijze kome deelnemen aan de netto opbrengst der mijnen, door tusschenkomst van den Staat, ziedaar hetgeen, alhoewel nog op onvoldoende wijze, mijne droomen van ontvoogding en mijn ideaal van rechtvaardigheid bevredigt ».

In dit gedeelte mijner oorspronkelijke nota was ik alleen bekommerd, tusschen den Staat en den concessiehouder de verdeling te verwezenlijken van de winsten boven een minimum van inkomen, van deze verdeling uitgesloten : doch hier moet men deze verdeling doen samengaan met de belasting, die op rechtmatige wijze zelfs het gedeelte treft van het inkomen, dat van het verdeelen der winsten is uitgesloten. In het domein der belasting overgeplaatst zijnde, moeten wij aan den mijnheer de meest rechtvaardige grondslagen zien te geven. Men kan de belasting op de netto opbrengst der mijnen doen samengaan met de belasting op de mijnrente die op bijzondere wijze getroffen werd door de verdeling. De rente bestaat in de mijnen, zij ontstaat uit de thans ongelijke voortbrenging der beddingen.

De heer de Noël heeft, in een merkwaardig verslag, daarvan de echtheid gestaafd. Gelijke toepassingen van kapitaal en van arbeid geven een ongelijk inkomen.

Veronderstellen wij drie mijnen verschillend in opbrengst, gevende, bijvoorbeeld, eené netto opbrengst van 2 frank per ton, doch wier kapitalen per ton van elkander verschillen als de volgende cijfers : 25 frank, 55 frank, 50 frank. Indien wij nagingen wat, voor een gelijk kapitaal-ton het inkomen is van elk dezer mijnen, zouden wij vaststellen :

Dat de 1^{ste}, voor een kapitaal-ton van 25 frank, 2 frank inkomen heeft.

—	2 ^{de}	—	—	25	—	1.42	—	—
—	3 ^{de}	—	—	25	—	1	—	—

Betrekkelijk deze derde, die de minst opbrengende is, ontvangen de twee andere alzoo renten, die respectievelijk 1 frank en 1.42 frank per ton bedragen.

Welnu, wij kunnen de belasting in twee deelen splitsen, een eerste het inkomen, een tweede de rente treffende.

Voor 25 frank kapitaal-ton is het inkomen van :

1 ^o mijn.	2 ^o mijn.	3 ^o mijn.
2 frank.	fr. 1.42.	1 frank.

In de veronderstelling dat dit inkomen met eene belasting van 3 t. h. getroffen worde, zal het per ton geven :

fr. 0.06.	fr. 0.0426.	fr. 0.03.
-----------	-------------	-----------

De rente, dit is het overschot van het inkomen eener mijn in verhouding tot de andere voor een gelijk kapitaal, is dus :

4 frank.	fr. 0.42	0
----------	----------	---

In de veronderstelling dat de rente ook getroffen worde met eene belasting van 3 t. h., zal zij geven :

fr. 0.03	fr. 0.0126	0
----------	------------	---

De geheele last per ton zal zijn :

1 ^e mijn. fr. 0.09.	2 ^e mijn. fr. 0.0552.	3 ^e mijn. fr. 0.03.
-----------------------------------	-------------------------------------	-----------------------------------

De Fransche Regeering heeft denzelfden uitslag trachten te bereiken in het ontwerp, den 17^e November 1908 door den heer Barthou overgelegd. (Kamer der Afgevaardigden, n^o 2114.)

Hij begint met wettig te verklaren dat, in zake van mijnen, een in feite gemonopoliseerd bedrijf, tot welks inrichting de Staat aanvankelijk tusschenkomt, deze een zeker aandeel eischt in de winsten, wanneer deze winsten een bepaald inkomen te boven gaan.

Ook bepaalt hij, wanneer het netto product van één jaar een tiende overtreft van het eerste oprichtingskapitaal (aangenomen als zijnde hetgeen thans zou van noode zijn om de mijn aan te leggen met de werkelijke maximaopbrengst die zij met den huidigen concessionaris heeft kunnen bereiken), dat de rechten *op het overschot* zullen worden gebracht op 20 t. h.

De heer Barthou is overtuigd dat de raming van het kapitaal, met voldoende strengheid genomen, mogelijk is. Dit schijnt mij ook vastgesteld door de hierboven vermelde bescheiden.

Het verslag van den heer De Noël doet ons het bestaan der renten in de mijnen onder verschillende oogpunten kennen (1). Alzoo wisselt de werkelijke voortbrenging van den werkman binnen de mijn af van minder dan 200 tot meer dan 280 ton : het loon per ton, het hoofdbestanddeel van den voortbrengingsprijs, is beneden 5 frank in 4 mijnen ;

van 5 tot 6 in	9
van 6 tot 7 in	23
van 7 tot 8 in	32
van 8 tot 9 in	22
van 9 tot 10 in	8
van meer dan 10 in	2.

(1) DE NOËL, *Les moyens de production et l'effet utile de l'ouvrier dans les houillères belges*, bldz.. 113-118.

De ongelijke winsten openbaren het bestaan der rente, hoewel wij geene juiste gegevens bezitten omtrent het bedrag van het kapitaal. Te Luik, volgens den heer Libert, werd per ton

			1906	1907
de winst van 6 frank waargenomen in				1 mijn
—	5	—	5 mijnen	5 mijnen
—	4	—	4 —	5 —
—	3	—	6 —	8 —
—	2	—	7 —	7 —
—	1	—	10 —	5 —
minder dan 1		—		5 —
mijnen in verlies			6 —	10 —

Een gemiddeld kapitaal veronderstellende van 36 frank per ton, gemeen aan al deze mijnen, in 1907, zal de bijzondere taxe op fr. 2.40 geheven worden in ééne mijn, op fr. 1.40 in 5 mijnen, op 40 centiemen in 5 mijnen. Doch het zou onbillijk zijn, de mijnrenten te treffen die vóór de toepassing dezer belasting te gelde werden gemaakt: de reden bestaat hierin, dat, gecapitaliseerd zijnde, zij op de geldmarkt de titelwaarde hebben moeten wijzigen en van daar zich omzetten in interest van het kapitaal voor de tegenwoordige dragers; het zijn de *latere aangroeiingen der mijnrente* alleen die in 't vervolg en op wettige wijze zullen kunnen getroffen worden.

Om zich daarvan een klaar denkbeeld te maken, veronderstelt men het Henegouwsche bekken in één enkel bedrijf vereenigd: zijne gemiddelde winst per ton zal op de 10 jaren 1900-1909 de som bedragen van fr. 1.55; te Luik zou zij fr. 2.27 zijn. De taxe op de rente zou deze gemiddelde winst moeten ontlasten: maar de kolenmijnen verdeeld zijnde, zal elke gemiddelde tienjaarlijksche winst het inkomen aangeven, ontlast van de taxe op de rente.

De netto opbrengst moet voortgaan door de mijnoversten geraamd te worden. Daar, waar de mijn ontgonnen wordt door eene naamlooze vennootschap, door eene commanditaire vennootschap of eene met interest-aandeelen, kan de belastbare netto opbrengst niet vastgesteld worden op een cijfer beneden het geheele bedrag der sommen, welke uitgekeerd werden in den loop van het dienstjaar dat aan het jaar der belasting voorafging. Deze aan de Fransche wetgeving ontleende bepaling is billijk.

Verzoeningsraden.

De Kamer heeft de gedachte verworpen, in elke nieuwe vergunningsakte de verplichting op te leggen een verzoenings- en *scheidsrechterlijken* raad in te stellen.

Ik neem deze gedachte over, doch zonder de verplichting der scheidsrechterlijkheid, die toch geene kans heeft te worden aangenomen en waaraan ik getrouw blijf. Men dient het optreden van den bestendigen verzoeningsraad niet te verwarren met dat der Raden van Nijverheid en van Arbeid. Deze is verzoenend, gene is een wijze van verwezenlijking van het werkverdrag zelf.

De verwarring is des te minder aanneembaar, daar er een groot verschil kan bestaan tusschen de omschrijving van den Raad van Nijverheid en van Arbeid en die van een echten verzoeningsraad. Inderdaad, de ondervinding leert dat er syndicaten van vergunninghouders zijn, die heele bekkens omvatten en de voorwaarden tot aanwending van het werk en zelfs de verzekering tegen de werkstaking omvatten. Het is noodzakelijk dat de verzoeningsraad zich van rechtswege tot daar kunne uitstrekken. Ongetwijfeld, de vereeniging der bevoegde afdeelingen van de Nijverheidsraden kan alsdan de twee instellingen vereenzelvigen, doch het volstaat dat zij belangrijke onderscheiden karakters dragen, opdat het voorstel wettig zij. Men behoort naar een *stelsel van overeenkomst* te streven, naar de gezamenlijke overeenkomst die de Engelsche kolenmijnen beheerscht en den heer Raynaud toegelaten heeft een boek te betitelen : *Une industrie sans grèves* ; geen beter middel om daartoe te geraken dan, van rechtswege, als steunpunt te nemen den fabrieksraad, en, van rechtswege, dezelfde lenigheid te geven aan de instellingen van verzoening als aan de syndicaten tot aanwending van het patronaat. In Engeland is, in de werkstaking van het Midland, het initiatief der Regeering het uitgangspunt der thans bestaande verzoenings- en scheidsrechterlijke raden.

Werkmanswoningen.

Het is thans vastgesteld dat eene conferentie van de beschermingscomiteen der werkmanswoningen van Limburg, in 1906, getracht heeft, eene maatschappij van openbaar nut te stichten voor het bouwen, het verhuren en den verkoop van werkmanswoningen in de mijnstreek dezer provincie. Ondanks de beste pogingen gelukte zij aldaar niet. Thans worden de werkmanswoningen rechtstreeks gebouwd door de vergunninghouders. Deze oplossing verwekte de ernstigste vraagstukken betrekkelijk des werkmans onafhankelijkheid. Daarom is het noodzakelijk, nogmaals het oorspronkelijk voorstel op te halen dat ik vroeger deed en welks aanneming — volgens de getuigenis, ik durf het zeggen, van het onlangs gehouden nationaal congres voor goedkoope werkmanswoningen — de oplossing zou teweeggebracht hebben van een vraagstuk dat tegenwoordig in al zijne gewichtigheid blijft bestaan. Het betreft meer dan 9,000 woningen voor het geheel der concessiën.

De Conferentie van Hasselt was vooral bekommerd, eene provinciale maatschappij te stichten. Ons schijnt het noodzakelijk dat de Staat zelf tusschenbeide kome met de provincie en de belanghebbende gemeenten (1.) Zelfs indien de concessiehouders een gedeelte der woningen gebouwd hadden, dan nog zou eene onafhankelijke instelling de grootste diensten

(1) Z. *Conferentie der werkmanswoningen*, gehouden te Hasselt, op 16 en 17 mei 1906. — Hasselt, 1906.

Zie ook mijn Verslag over het Nationaal Congres der werkmanswoningen, van 2-4 Juli 1910, en de debatten van dit Congres.

kunnen bewijzen en sterken steun geven aan de onafhankelijkheid der werklieden, door op te wegen tegen de persoonlijke handeling die — bijzonder indien zij uitsluitend ware — zou te vreezen zijn. Zij zou de gebouwde woningen kunnen en moeten naasten.

Dit moet de wet zeggen.

H. DENIS.

AMENDEMENTEN.

I. — *Bepalingen toegevoegd aan Titel I.*

1° In artikel 1 der wet van 2 Mei 1837, de woorden laten wegvallen : met uitzondering der aanvragen tot concessie of tot uitbreiding der ijzermijnen ;

2° De Regeering wordt gemachtigd eene nationale maatschappij der ijzermijnen van België te stichten, met de medewerking der betrokken provinciën en gemeenten. In het samenbrengen van het kapitaal mag de Staat niet meer dan voor de helft tusschenkomen. Tegenover derden mag hij den interest en de aflossing waarborgen der obligatiën, door de maatschappij uitgegeven.

Deze maatschappij zal een voorkeurrecht genieten tot het bekomen der concessiën van ijzermijnen.

Binnen de vijf jaren, te rekenen van de bekendmaking dezer wet, zal de Regeering bij de Kamers een verslag indienen over den huidige toestand en over het te gelde maken van de ijzerertslagen en van manganesium. Een bijzonder krediet zal voor de noodzakelijk bevonden opzoekingen worden toegekend.

Tot de indiening van dit verslag zal elke concessie voor ijzermijnen worden geschorst.

ART. 13. — De gedeelten van het kolengebied, die tot heden geene vergunning uitmaakten, worden met de voorbehouden gronden gelijkgesteld en aan hetzelfde regiem onderworpen.

Eene afdeeling VII aan titel I toe te voegen : *Naasting der concessiën.*

Elke nieuwe concessie zal eene bijzondere bepaling behelzen van afkoop door den Staat. Het lastenkohier zal er de voorwaarden van vaststellen.

Te allen tijde is de Staat gemachtigd om elke mijnconcessie terug te koopen. Eene bijzondere wet zal de bepalingen van deze naasting regelen.

II. *Artikel toegevoegd aan Titel II.*

1° Zonder te kort te doen aan de wettelijke bepalingen betreffende de tusschenkomst en de bemiddeling der nijverheids- en arbeidsraden, zal de Regeering in het lastenkohier van elke concessie de verplichting voor den

vergunninghouder neerschrijven, om de geschillen die tusschen hem en de werklieden mochten oprijzen, het zoeken naar geschikte middelen om ze te voorkomen, het onderzoek der eischen, te onderwerpen aan een bestendigen verzoeningsraad, die in zijne samenstelling de gelijkheid der partijen eerbiedigt. Alle syndicale instelling tusschen de vergunninghouders brengt, van rechtswege, eene gelijkstaande uitbreiding mede van de bestendige verzoeningsraden;

2^o Eene maatschappij tot openbaar nut zal gevormd worden door samenwerking van den Staat en van de betrokken provincie, gemeenten en weldadigheidsbureelen, met het doel, in het Noorderkolenbekken van België, werkmanswoningen te bouwen, in te richten, te naasten of te verkoopen en te verhuren.

III. — *Titel der Cijnsen.*

Jaarlijks stelt de belastingwet het bedrag vast der mijnrechten. Dit mag niet beneden 8 t. h. blijven van de netto opbrengst der ontginning gedurende het voorgaande jaar.

Het mijnkorps zal de netto opbrengst schatten; niettemin, wanneer de concessie ontgonnen wordt door eene maatschappij op aandeelen met of zonder handelsvorm, of door eene maatschappij bij wijze van geldschieting of bij wijze van rente, waarvan de winstuitdeelingen bepaald worden door de beraadslagingen van de beheerraden en van de algemeene vergaderingen der deelgenooten, en ingeval het ontginnen der concessie het voornaamste doel der vereeniging uitmaakt, dan mag het cijfer der belastbare netto opbrengst niet beneden dat der totale som blijven die verdeeld werd onder de deelgenooten en aandeelhouders binnen het dienstjaar, voorafgaande aan dat, waarin de opbrengst met eene belasting werd getroffen.

Gaat de zuivere opbrengst eener concessie een tiende gedeelte van het kapitaal van eerste inrichting te boven (kapitaal geschat op de thans vereischte som tot het aanleggen der mijn met de werkelijke maximum-opbrengst die zij heeft kunnen bereiken), dan zal het mijnrecht trapsgewijze vermeerderd worden met vijftig tot vijftig centiemen overschot van de netto-opbrengst.

Het kapitaal per bovengehaalde ton kolen op bovenstaande basis berekend, zal het aanvangsrecht met 10 t. h. op de eerste 50 centiemen worden verhoogd, en voor ieder der volgende 50 centiemen overschot zal het mijnrecht met 10 t. h. toenemen.

Niettemin zal de gemiddelde netto opbrengst per ton gedurende de laatste tien jaren voor elke thans in ontginning zijnde mijn, zelfs moest zij een tiende gedeelte van het kapitaal te boven gaan, van deze bijkomende belasting worden ontslagen.

De schatting van het kapitaal moet door den Mijnraad worden goedgekeurd.

Ingeval voorgaand amendement niet wordt aangenomen, aan het 3^e lid, na de woorden « *die zij heeft kunnen bereiken* », toe te voegen : het overschot zal met eene belasting van 20 t. h. worden getroffen. Lid 4 in te trekken, lid 5 en 6 te behouden.

BIJLAGE.

N^r 2113.

KAMER DER AFGEVAARDIGDEN.

Negende legislatuur.

BUITENGEWONE ZITTIJD VAN 1908.

Bijlage van het proces-verbaal der 2^{de} zitting van 17 November 1908.

Wetsontwerp betreffende de naasting der mijnvereenigingen (naar de mijncommissie verzonden), overgelegd in naam van den heer ARMAND FALLIÈRES, President der Fransche Republiek, door den heer LOUIS BARTHOU, Minister van Openbare Werken, Posten en Telegrafen, en door den heer J. CAILLAUX, Minister van Financiën.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft een ontwerp van wet neergelegd betreffende het mijnstelsel; het is eene algemeene en volledige omwerking der wet van 21 April 1810, die thans ten grondslag dient van ons mijnrecht.

Zooals in de Memorie van Toelichting van dit wetsontwerp wordt verklaard, vroeg de Regeering zich af, in den loop der studiën door de voorbereiding van zulk een belangrijk werk vereischt, of de vergunningen der mijnen steeds ten altijddurenden titel moesten verleend worden dan wel of het verkieslijk ware ze toe te staan voor een beperkten duur. Een grondig onderzoek der kwestie toonde ons dat, ter wille der redenen in voorgaande Toelichting uiteengezet, en die het overbodig zou zijn hier te herhalen, het onvermijdelijk was, aan de vergunningen het karakter te behouden van altijddurendheid, haar door den wetgever van 1810 toegekend. Het dient nochtans erkend te worden dat er bijzondere omstandigheden kunnen voorkomen, die het zouden noodzakelijk maken dat de Regeering de vrije beschikking over eene bepaalde mijn kon terugnemen. De wet van 1810 voorziet wel dat een concessiehouder onteigend kan worden om reden van openbaar nut, krachtens bijzondere wetten, in de gevallen en op de wijze die voor de andere eigendommen zijn voorgeschreven; de hem verschuldigde vergoeding wordt geregeld volgens de bepalingen van het gemeene recht. Nochtans de wetgeving voorziet de naasting der vergunningen niet en daarin ligt eene leemte die het ons gepast schijnt aan te vullen.

Ziedaar het doel van het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan uw oordeel te onderwerpen.

Zonder te willen overgaan tot het omstandig onderzoek der artikelen die op zich zelf klaar genoeg zijn, is het nuttig de algemeene beweegredenen aan te toonen die ons bezielde bij de voorbereiding van den tekst, welke aan uw onderzoek is onderworpen. Na het beginsel te hebben vastgesteld dat eene mijnvergunning te allen tijde door den Staat kan genaast worden, kwam het ons voor dat de Regeering, voor en al eer de noodige stemming aan het Parlement te vragen, in staat zou moeten zijn hem het juiste bedrag van de naasting aan te wijzen. Aldus zal het Parlement in staat zijn, de gevolgen van de naasting te schatten en met volle kennis van zaken uitspraak doen. Dit stelsel scheen ons verre verkieslijk boven hetgeen gevolgd wordt bij de onteigeningen ten openbaren nutte, waar de sommen, die aan iederen belanghebbende worden toegekend, slechts naderhand worden vastgesteld en waar het Parlement zich tegenover eene veel hoogere uitgave kan bevinden dan wat voorzien was.

Te dien einde moet vooraf worden opgemaakt een beschrijvende inventaris van al de voorwerpen die in de naasting moeten worden begrepen. Vervolgens wordt deze onderworpen aan eene scheidsrechterlijke Commissie, bijzonder benoemd voor elk geval en waarvan de samenstelling alle wensche lijke waarborgen oplevert zoowel voor den belanghebbenden concessiehouder als voor den Staat. Deze Commissie duidt de voorwerpen aan, die in de naasting moeten begrepen worden, en zij stelt de vergoedingen vast die aan den gewezen concessiehouder verschuldigd zijn, evenals aan al degenen die op de mijn rechten kunnen doen gelden.

Een termijn wordt bepaald, na welks verloop — indien de uitspraak der scheidsrechterlijke commissie niet gedaan is en indien de concessiehouder het eischt — het naastingsproces van rechtswege verbroken wordt en slechts na verloop van drie jaren mag hernomen worden. Men mag inderdaad den concessiehouder niet voortdurend onder de bedreiging laten van het naastingsproces dat, eens begonnen, hem geen vrij genot meer toelaat van zijn eigendom. Anderzijds is het billijk, — bijaldien de vertraging spruit uit de noodzakelijkheid waarin de concessiehouder zich zou bevinden, aan de Commissie aanvullende inlichtingen te geven over de waarde der mijn — hem den tijd te gunnen deze te verzamelen. Daarom staat de wet hem toe, de verbreking te eischen der rechtspleging, zonder dat deze verbreking verplichtend zij door het feit alleen dat de toegestane termijn verlopen is.

Is de uitspraak der Commissie eens gedaan, dan wordt zij slechts uitvoerbaar en de naasting kan alleen plaats hebben wanneer, door eene bijzondere wet, de noodige kredieten zijn toegekend.

Zooals wij hierboven zegden, kan het Parlement — zoodra het in bezit gesteld is van de uitspraak — zich een juiste gedachte vormen der onkosten van de naasting en alsdan beslissen of die moet gedaan worden. Evenals voor het uitbrengen der beslissing, wordt er een tijd aangeduid voor het aannemen der wet. Dezelfde bezorgdheid voor de wettige belangen van den concessiehouder deed deze bepaling ontstaan, ten einde hem het zware nadeel te vermijden dat hem eene verlengde verdaging der beslissing van het Parlement zou berokkenen.

Het wetsontwerp bepaalt eindelijk, dat de genaaste mijnen ófwel rechtstreeks in eigen beheer door den Staat kunnen ontgonnen worden, ófwel verkocht of verpacht aan landverpachters. Het Beheer behoudt aldus alle vrijheid van handelen ten einde uit deze mijnen de partij te trekken, die — onder het opzicht van het algemeen belang — de meest voordeelige schijnt te zijn.

